



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

PLENUMVERGADERING

SÉANCE PLÉNIÈRE

woensdag

mercredi

10-10-2001

10-10-2001

20:30 uur

20:30 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CD&V	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP.A	<i>Socialistische Partij Anders</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen:</i>	<i>Commandes:</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel.: 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél.: 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax: 02/549 82 74</i>	<i>Fax: 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail: alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail: aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

Berichten van verhindering	1
Hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering	1
<i>Sprekers:</i> Muriel Gerkens , voorzitter van de ECOLO-AGALEV-fractie, Raymond Langendries , voorzitter van de PSC-fractie, Claude Eerdekens , voorzitter van de PS-fractie, Greta D'Hondt , Dirk Van der Maelen , voorzitter van de SP.A-fractie, Yves Leterme , voorzitter van de CD&V-fractie, Geert Bourgeois , Guy Verhofstadt , eerste minister, Daniel Féret , Daan Schalck , Marie-Thérèse Coenen , Frank Vandenbroucke , minister van Sociale Zaken en Pensioenen, Isabelle Durant , vice-eerste minister en minister van Mobiliteit en Vervoer, Jef Valkeniers , Hugo Coveliers , voorzitter van de VLD-fractie, Luc Goutry , Maggie De Block , Jean-Jacques Viseur , Jean-Pol Henry , Yvan Mayeur , Daniel Bacquellaine , voorzitter van de PRL FDF MCC-fractie, Colette Burgeon , Louis Michel , vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken, Gerolf Annemans , voorzitter van de VLAAMS BLOK-fractie	

SOMMAIRE

Excusés	1
Reprise de la discussion de la déclaration du gouvernement	1
<i>Orateurs:</i> Muriel Gerkens , présidente du groupe ECOLO-AGALEV, Raymond Langendries , président du groupe PSC, Claude Eerdekens , président du groupe PS, Greta D'Hondt , Dirk Van der Maelen , président du groupe SP.A, Yves Leterme , président du groupe CD&V, Geert Bourgeois , Guy Verhofstadt , premier ministre, Daniel Féret , Daan Schalck , Marie-Thérèse Coenen , Frank Vandenbroucke , ministre des Affaires sociales et des Pensions, Isabelle Durant , vice-première ministre et ministre de la Mobilité et des Transports, Jef Valkeniers , Hugo Coveliers , président du groupe VLD, Luc Goutry , Maggie De Block , Jean-Jacques Viseur , Jean-Pol Henry , Yvan Mayeur , Daniel Bacquellaine , président du groupe PRL FDF MCC, Colette Burgeon , Louis Michel , vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Gerolf Annemans , président du groupe VLAAMS BLOK	

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 10 OKTOBER 2001

20:30 uur

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MERCREDI 10 OCTOBRE 2001

20:30 heures

De vergadering wordt geopend om 20.32 uur door de heer Herman De Croo, voorzitter.
La séance est ouverte à 20.32 heures par M. Herman De Croo, président.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering:
Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance:
Guy Verhofstadt.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

**Berichten van verhindering
Excusés**

Danny Pieters, Francis Van den Eynde, wegens ziekte / pour raison de santé;
Mirella Minne, met zending / en mission;
Martial Lahaye, met zending buitenslands / en mission à l'étranger;
Ferdij Willems, buitenslands / à l'étranger;
Denis D'hondt, Yvon Harmegnies, Patrick Lansens, NAVO / OTAN;
Charles Janssens, OVSE / OSCE.

**01 Reprise de la discussion de la déclaration du gouvernement
01 Hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering**

Nous reprenons la discussion de la déclaration du gouvernement.
Wij hervatten de bespreking van de verklaring van de regering.

01.01 Muriel Gerkens (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, nous devons d'abord convenir que constituer un programme gouvernemental dans les circonstances de ralentissement économique que nous connaissons aujourd'hui et dans le climat d'incertitude lié aux événements internationaux, ne peut évidemment être qu'un compromis entre une volonté de dynamisme politique et la confrontation à cette réalité. Il est évident que ces circonstances ne font qu'accentuer les difficultés de parvenir à un compromis entre les composantes différentes qui se retrouvent dans notre gouvernement, à savoir une composante libérale et une composante progressiste, socialiste et écologiste. Si nous apprécions une partie des résultats, nous sommes aussi inquiets par certains aspects et nous sommes déçus par d'autres.

Les écologistes veulent d'abord souligner que dans sa déclaration, le

01.01 Muriel Gerkens (ECOLO-AGALEV): In de huidige context kan de uitwerking van een verkiezingsprogramma enkel uitmonden in een compromis, temeer daar de verschillende tendenzen in de regering met elkaar moeten worden verzoend. Wij zijn verheugd over de nakende indiening van een ontwerp tot desactivering van de kerncentrales. Wij verheugen ons tevens over de maatregelen voor de tenuitvoerlegging van het Kyoto-protocol.

gouvernement donne clairement aux ministres verts les moyens de poursuivre leur politique, y compris dans des domaines sensibles. Le secrétaire d'Etat Olivier Deleuze va donc déposer, dans les prochains mois, un projet relatif à la désactivation des centrales nucléaires et, parallèlement, il présentera des propositions visant à entamer la reconversion du Centre d'études nucléaires de Mol en lui conférant notamment la mission de recherche et d'expertise en matière d'énergie et de changements climatiques. Ces mesures seront nécessaires pour tenir un autre engagement du gouvernement, à savoir la mise en œuvre du protocole de Kyoto. Pour nous, il ne s'agit pas de mots, cela implique la concrétisation du plan Climat, notamment l'amélioration de l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables, la maîtrise de l'orientation de la consommation énergétique vers des modes de production propre, le recours à des carburants moins polluants ainsi que le développement de moyens de déplacement moins polluants. Il est d'ailleurs intéressant de constater que dans d'autres chapitres, notamment en matière fiscale, des mesures sont inscrites, visant à modifier les comportements dans ce sens. Citons la déduction fiscale pour les investissements respectueux de l'environnement, une taxe de circulation moins lourde pour les véhicules moins polluants, une fiscalité encourageant le recours aux carburants pauvres en soufre et surtout l'engagement de la Belgique à rechercher un accord au niveau européen dans ces matières, avec ou sans les Quinze.

Si nous passons au chapitre de la ministre des Transports, Isabelle Durant, nous constatons que le gouvernement tout entier a décidé d'aboutir rapidement dans la réforme de la structure de la SNCB. Les partenaires de la majorité s'engagent, me semble-t-il, à faire adopter par les régions des accords de coopération relatifs aux investissements. La voie est donc ouverte vers une plus grande expansion du chemin de fer pour les onze années à venir, dans la transparence de la gestion et des modes décisionnels de cette structure.

La ministre Durant va également pouvoir concrétiser un vaste programme relatif à l'amélioration de la sécurité routière. C'est le résultat de deux années de chantier et ces mesures consisteront en l'amélioration d'un nouveau Code de la route qui différenciera mieux la gravité des infractions, remplaçant les peines de prison par le retrait effectif du permis de conduire et dégageant les tribunaux pour les infractions mineures, tout en veillant à ce que les amendes destinées à punir ces infractions soient réellement appliquées.

Une attention particulière est portée aux jeunes puisque seront inscrites dans ce programme l'amélioration de la formation à la conduite et une meilleure protection des usagers faibles de la route. Il sera évidemment important – nous devons vérifier l'inscription de ces mesures lors du contrôle budgétaire – que des moyens suffisants soient mis à la disposition de ce dispositif global. L'objectif est important. Il s'agit de diminuer le nombre de morts, victimes d'accidents de la route, de 30% en 2006.

Nous savons également qu'un grand dynamisme se développe au niveau européen pour augmenter la sécurité routière dans l'ensemble des pays membres.

Quant au secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, son

Wat de bevoegdheden van mevrouw Durant betreft, wil de regering vooruitgang boeken in het NMBS-dossier en erop toezien dat de Gewesten de samenwerkingsakkoorden goedkeuren. Tevens zal de laatste hand worden gelegd aan een veelomvattend programma voor de verkeersveiligheid. Bijzondere aandacht zal worden besteed aan de jongeren. Men moet uiteraard voldoende middelen uittrekken om die doelstelling te bereiken.

Ontwikkelingssamenwerking krijgt drie miljard extra, wat betekent dat men er voortaan 0,3% van het BBP zal aan besteden. Ook het Afrika-beleid zal worden ondersteund.

Ten slotte zal Magda Aelvoet moeten zorgen voor meer samenhangende normen op het stuk van de bestrijdingsmiddelen en coherenter productnormen. Tevens wordt voorzien in maatregelen ter vermindering van het verbruik van geneesmiddelen en de daarmee gepaard gaande kosten.

Zoals de campagne inzake antibiotica heeft uitgewezen, hebben de bewustmakingsacties een positief effect. Alle rationalisatiemaatregelen inzake gezondheid moeten eenieder het recht op toegang tot de geneeskunde vrijwaren. Elke maatregel moet worden geëvalueerd op grond van de weerslag die zij op de minstbedeelden heeft. De geplande 581,5 miljard zijn ontoereikend om aan alle noden tegemoet te komen. Wij verzetten ons tegen elke stap die in een liberalisering of regionalisering van de gezondheidszorg past. Inzake sociale solidariteit zullen de beloftes worden nagekomen. Hiervoor wordt tien miljard uitgetrokken. Zelf pleitten wij terzake voor 12 miljard om voorts de sociale uitkeringen

budget se voit augmenté de 3 milliards, traduisant ainsi l'engagement et la volonté du gouvernement de parvenir à terme à une part équivalente à 0,7% du PNB pour la coopération. Les mesures destinées à l'Afrique sont également positives et nous voulons insister pour que ces mesures incluent le plan pour l'Afrique tel que le gouvernement l'a défini en juin dernier. Même si celui-ci ne concerne que l'Afrique centrale, il constitue une bonne source d'inspiration pour les mesures que nous pouvons prendre.

welvaartsvast te kunnen maken. Wij stonden binnen de regering echter alleen met die eis. De groenen hebben vurig een koppeling aan de welvaart verdedigd, maar preekten in de woestijn. (*Samenspraak bij de PSC*)

Enfin, la ministre de la Santé et de l'Environnement, Magda Aelvoet, devra organiser une plus grande cohérence en matière de réglementation et de contrôle des pesticides, mesure importante qui sera également complétée par la concrétisation de projets relatifs aux normes de produits, alliant ainsi le souci des conséquences sur la santé et les modes de production agricole, alimentaire et industrielle. Il s'agit en effet d'une priorité pour les écologistes de ce gouvernement. En santé, constatons également que les moyens consacrés à la santé mentale seront accrus et que les mesures visant à diminuer la consommation et le coût des médicaments seront renforcées. Nous pouvons également remarquer que la campagne "antibiotiques" qui avait été menée prouve que les méthodes de sensibilisation produisent des effets positifs.

Nous en venons ainsi au thème de la santé dans sa globalité et nous défendons effectivement avec vigueur les projets destinés à améliorer les droits des patients, à responsabiliser les consommateurs et les praticiens de la santé, le développement des soins de première ligne, la lutte contre la surconsommation. Mais il nous revient de vérifier, à chaque fois, que les mesures destinées à la rationalisation et à la maîtrise des coûts respectent bien la mission fondamentale qu'a un Etat de préserver l'accès pour tous aux meilleurs soins de santé et donc d'y consacrer les moyens humains et financiers nécessaires mais aussi d'en respecter les acteurs. Il faut effectivement faire attention parce que chaque mesure que l'on prend pour rationaliser et pour adapter les outils a, en général, des effets secondaires vis-à-vis des plus pauvres et des plus démunis. Chaque mesure doit être évaluée dans ce souci.

Je dirai que nous avons dû nous contenter de 581,5 milliards pour financer cette énorme compétence, et ce malgré la multitude des besoins à couvrir. Il est clair que nous considérons que c'est trop peu et nous aurions préféré une enveloppe conjoncturelle qui permettrait, le temps d'adapter et de réformer les structures, de couvrir les frais actuels. Nous rappelons également que pour nous, il est tout à fait impossible de cautionner la moindre avancée vers un système qui favoriserait la privatisation et vers un système qui aboutirait à une régionalisation des soins de santé.

La solidarité est exprimée comme un souci majeur de cette déclaration. On s'aperçoit que les promesses qui ont été faites seront tenues en ce qui concerne l'adaptation partielle des pensions au bien-être, une augmentation du minimum de moyens d'existence, une augmentation du revenu de remplacement accordé aux personnes handicapées ainsi que l'augmentation du plafond salarial dans l'assurance-chômage. Quelque 10 milliards sont donc consacrés à ces mesures. Il est vrai que la situation actuelle ne permet pas d'atteindre l'objectif idéal que nous nous étions fixé au départ mais nous regrettons vivement que ces 10 milliards ne soient pas au moins

portés à 12 milliards afin d'assurer un début de liaison au bien-être des allocations sociales. Sur ce chapitre, les écologistes ont défendu avec énergie cette liaison au bien-être mais force a été de constater que nous étions les seuls. Pourtant, la solidarité doit s'étendre aux plus démunis même si ceux-ci ne participent pas au financement de la sécurité sociale.

01.02 Raymond Langendries (PSC): Le problème est que les socialistes n'ont pas bougé sur ce point.

01.02 Raymond Langendries (PSC): Het probleem is dat de socialisten terzake geen vin hebben verroerd.

01.03 Claude Eerdekens (PS): Je suis un peu surpris de ce que j'entends comme réflexion. Je trouve d'abord que de la part d'un partenaire de la majorité, il faudrait savoir si on est dedans ou si on a parfois un pied dedans et un pied dehors. D'autre part, je tiens à affirmer que nos ministres, Mme Onkelinx en particulier, défendent pied à pied la sécurité sociale.

01.03 Claude Eerdekens (PS): Ik ben enigszins verbaasd. Een coalitiepartner moet weten of hij aldus wil blijven schipperen tussen meerderheid en oppositie.

Et dans le dossier de l'éviction des syndicats à la SNCB, à part le PS qui souhaitait le maintien du syndicat ...

Voorts wijs ik erop dat mevrouw Onkelinx de sociale gelijkheid met hand en tand verdedigt.

Le **président**: Ne parlez pas tous en même temps!

01.04 Greta D'Hondt (CD&V): Mijnheer de voorzitter, zolang er leven is, is er inderdaad hoop. Wij staan wat dat betreft kennelijk niet meer alleen, want zowel de groenen als de socialisten treden ons bij. Hoe kan het dan nog slecht gaan? Dan kan het bedrag voor de sociale uitkeringen zeker met 3 miljard frank worden opgetrokken!

01.04 Greta D'Hondt (CD&V): Il y a de l'espoir. A l'évidence, les socialistes, les écologistes et le CD&V sont d'accord. Trois milliards supplémentaires pourront donc être alloués à la sécurité sociale.

01.05 Muriel Gerken (ECOLO-AGALEV): Les ajustements budgétaires permettront peut-être d'y consacrer de l'argent. Néanmoins, nous regrettons que cette mesure n'ait pas été prise maintenant ...

01.05 Muriel Gerken (ECOLO-AGALEV): Wij hopen die verbinding tot stand te kunnen brengen op het ogenblik van de aanpassingen.

Le gouvernement pose des actes et est appelé à faire des compromis. Ces compromis ne m'empêchent pas d'exprimer à la fois mes mécontentements et mes inquiétudes!

De regering heeft compromissen gesloten, wat niet belet dat ik mijn mening kwijt wil.

Il est vrai que nous nous interrogeons sur les marges de manœuvre que cette table ronde générera encore en termes de mesures budgétaires et de choix à poser étant donné toutes les choses qui ont déjà été engagées et décrites. Or, la concertation est aussi une dimension importante pour les écologistes.

Wij vinden de financiering van het Zilverfonds geruststellend, maar wij zijn ertegen gekant dat dit moet gebeuren met overschotten van de sociale zekerheid.

On peut considérer qu'il est rassurant et sans doute prudent de financer chaque année le fonds de vieillissement. Par contre, nous considérons qu'il est tout à fait inadmissible d'y consacrer des surplus éventuels de la sécurité sociale qui alimenteraient ce fonds au détriment de cette liaison au bien-être et du financement des soins de santé.

Ten slotte wordt het ontwerp inzake de hervorming van het bestaansminimum voor advies aan de betrokkenen voorgelegd en de resultaten zullen in het ontwerp worden verwerkt. Het doel moet zijn een leefkader tot stand te brengen. Het een en ander mag niet leiden tot uitsluitingen of het ontkennen van het beginsel dat eenieder recht heeft op een waardige baan.

Enfin, nous rappelons que le projet relatif à la réforme du minimum de moyens d'existence et à l'activation de ses bénéficiaires est soumis à la consultation des acteurs et des personnes concernées et que les résultats de cette consultation devront être pris en compte dans la

réforme prévue. Nous poursuivrons donc notre combat pour que les objectifs à réaliser soient bien de favoriser le développement de projets de vie visant à une meilleure participation sociale et professionnelle des plus démunis sans mécanisme d'exclusion du droit au revenu minimum et sans concession au respect de la notion d'emploi convenable.

En ce qui concerne les mesures destinées à renforcer le développement économique, la réforme fiscale concernant les personnes physiques sera exécutée dans son entièreté. Quant à la réforme de l'impôt des sociétés, elle respecte entièrement – sur le papier – le principe de neutralité budgétaire, ce qui signifie que les mesures destinées aux petites et moyennes entreprises y sont incluses même si, dans la déclaration, elles sont reprises et mises en exergue dans un chapitre différent. Il est d'ailleurs tout à fait justifié de manifester de l'intérêt vis-à-vis de ces PME étant donné qu'elles sont les acteurs privilégiés en matière de développement économique et de création d'emplois dans notre pays. Mais le respect de cette neutralité budgétaire doit aussi se traduire dans les actes et nécessitera donc de la part du gouvernement d'établir un plan parallèle entre les avantages fiscaux et les mesures compensatoires afin d'être capable d'évaluer en permanence les compensations et l'équilibre entre les différentes mesures. Nous devons, en effet, nous assurer du bon déroulement de ces mesures de compensation dont certaines relèvent de l'équité et du souci environnemental, ce qui correspond bien sûr à nos préoccupations de développement durable.

Dans le chapitre consacré à la justice, si les mesures proposées peuvent être positives, elles ne suffisent pas, selon nous, à réduire significativement l'arriéré judiciaire et ce particulièrement à Bruxelles. Mais surtout, nous sommes frappés par l'absence de référence aux préoccupations actuelles telles que, par exemple, les nouvelles méthodes de recherche. Nous voulons exprimer notre inquiétude sur les dérives sécuritaires et sur les risques d'atteinte au respect de la vie privée qui pourraient résulter de la volonté de lutte contre le terrorisme et, pour ce faire, de se doter d'outils d'investigation qui se traduiraient dans nos pratiques de justice et de police.

Par contre, nous sommes heurtés par le silence entourant la thématique de l'asile. Résumer celle-ci à la diminution du nombre de demandeurs d'asile résultant de la suppression de l'aide sociale est, selon nous, un peu court quand on sait les débats et les enjeux européens – au moment de la présidence belge – qui portent sur une politique commune d'asile et d'immigration. Nous rappelons également que nous attendons toujours la concrétisation d'un statut temporaire pour les réfugiés des pays en guerre et d'une tutelle pour les mineurs non accompagnés.

En ce qui concerne la modernisation de l'appareil public, nous apprécions que la réforme de l'armée ait abouti à une diminution substantielle du budget consacré à l'armée: 1,9 milliard, ainsi que l'anticipation de l'évaluation de la réforme des polices, de son financement et de son impact sur les communes. Il est effectivement important de se baser sur des éléments concrets pour estimer si refinancement il doit y avoir de la part de l'Etat fédéral et pour vérifier l'adéquation entre les objectifs poursuivis et les réalités du terrain. Il faudra aussi veiller à ce que le manque d'effectifs parmi les policiers de terrain ne passe pas à l'ombre d'une prolifération de cellules de

Op fiscaal vlak geldt het principe dat de budgettaire neutraliteit en de resultaten van de hervorming van de vennootschapsbelasting moeten worden nageleefd, inzonderheid wat de KMO's betreft. De regering moet een parallel plan opstellen dat rekening houdt met de compenserende maatregelen.

Wat ons blijft is het ontbreken van verwijzingen naar nieuwe onderzoekstechnieken op het stuk van de justitie wegens het gevaar van scheefgroei inzake veiligheid ten gevolge de strijd tegen het terrorisme.

Wij zijn ontsteld door het feit dat in uw verklaring met geen woord gerept wordt over de asielprincipes, terwijl een asielbeleid op Europees niveau wordt besproken. Wij verwachten dat een statuut wordt uitgewerkt voor vluchtelingen uit landen waar een oorlog woedt, alsook een statuut voor niet-vergezeld minderjarige vluchtelingen. Voor de politiehervorming zal er moeten worden op toegezien dat de uitgetrokken middelen volstaan om de taken in de praktijk te kunnen uitvoeren vooraleer een herfinanciering wordt overwogen. De institutionele hervormingen hadden wat ambitieuzer kunnen zijn en behalve het referendum, had men ook in het stemrecht voor personen van buitenlandse oorsprong die in ons land verblijven, de controle van de mandaten en het respect voor de functie van parlements lid kunnen voorzien.

Wij staan achter de vermindering van de begroting voor het leger die voortvloeit uit de hervorming van de krijgsmacht.

Wat de hervorming van de Senaat betreft, zou ieder proces in die zin door een collectieve bezinning over de taken van die instelling moeten worden voorafgegaan.

coordination.

En ce qui concerne le renouveau politique, nous pensons qu'il s'agit d'un grand mot pour caractériser les réformes institutionnelles mentionnées et destinées à conférer plus de pouvoir aux citoyens. Envisager la possibilité d'inscrire le référendum dans la Constitution est un premier pas mais on pourrait être plus ambitieux. En effet, renforcer le pouvoir du citoyen signifie aussi pour nous l'extension du droit de vote aux résidents d'origine étrangère, signifie un meilleur contrôle des mandats, de leur cumul, des déclarations patrimoniales. Cela signifie aussi que le parlement respecte un code déontologique dans la pratique de ses missions de représentant du peuple. Cela signifie le respect de la fonction parlementaire.

Pour ce qui est de la proposition de réforme du Sénat, une telle réforme peut bien sûr être à l'ordre du jour mais, en tout cas, il nous semble qu'elle doit être précédée d'une réflexion collective sur ce sujet, d'une réflexion sur ses missions avant de proposer d'autres formes de structure ou de composition.

Enfin, nous voulons profiter de cette intervention pour repréciser les positions des écologistes et leurs références concernant l'OMC, la mondialisation et la suite des attentats du 11 septembre. En ce qui concerne l'OMC, les conditions pour lancer un nouveau cycle ne sont pas remplies aujourd'hui, si on veut atteindre l'objectif de la déclaration du gouvernement qui est une mondialisation profitable à tous. L'évaluation des accords précédents n'est pas encore faite pour s'assurer qu'une libéralisation accrue du commerce provoque un réel développement. Il faudra donc d'abord qu'on s'assure que la liberté des échanges soit rendue compatible avec le principe de précaution, le respect des conventions internationales relatives aux droits de l'homme, au droit social et à l'environnement et qu'il soit tenu compte des intérêts des pays en développement.

Nous nous réjouissons qu'à cette occasion, un débat parlementaire se déroule le 16 octobre prochain en nos murs. Nous entendons qu'il participe à la définition du mandat de négociation pour la conférence ministérielle.

J'en arrive au chapitre de la mondialisation. Une mondialisation solidaire ne pourrait être obtenue que grâce à un renforcement du pouvoir des Etats et grâce à de solides garde-fous en termes démocratiques et de solidarité, contre les dérives du "tout économique". Nous pouvons, à cette occasion, rendre grâce aux ONG pour le rôle extrêmement efficace qu'elles ont déjà joué dans la conclusion de conventions internationales, notamment sur la protection de la couche d'ozone, sur les mines antipersonnel, sur la protection des droits de l'enfant, sur le respect des droits des travailleurs dans les pays du Sud...

Enfin, en ce qui concerne les suites des attentats du 11 septembre et les attaques des Etats-Unis, nous considérons que les réponses aux événements du 11 septembre doivent prendre en compte le terreau sur lequel le terrorisme se développe, notamment le clivage entre riches et pauvres et les conflits non résolus.

Nous devons veiller à ce que les réponses données ne manquent pas leur vraie cible et, dès lors, ne jettent pas le monde dans une

Inzake de WHO, zijn de voorwaarden voor het opstarten van een nieuwe ronde om tot een voor iedereen gunstige mondialisering te komen, niet vervuld. Wij verheugen ons over het parlementair debat dienaangaande dat op 16 oktober eerstkomend zal plaatsvinden.

Een gunstige mondialisering kan er enkel komen als voldoende waarborgen worden ingebouwd om eenieders belangen te vrijwaren.

Het antwoord op de aanslagen van 11 september zal rekening moeten houden met de kloof tussen armen en rijken. Het door de Verenigde Staten gebruikte argument houdt geen rekening met het internationaal recht. Wij werden niet in kennis gesteld van overtuigende bewijzen.

Een parlementair debat is onontbeerlijk en moet gedurende de hele operatie worden voortgezet. Een voortgezette operatie impliceert, in toepassing van artikel 42 van het Handvest van de Verenigde Naties, dat de Veiligheidsraad alles in goede banen leidt. Een uitbreiding van de militaire acties tot andere landen dient, in tegenstelling tot wat president Bush voorstaat, van de hand te worden gewezen. De EU moet terzake een eigen beleid voeren dat rekening houdt met de humanitaire doelstellingen.

escalade de violence. L'argument de l'autodéfense utilisé par les Etats-Unis pour légitimer leurs frappes actuelles reste contestable du point de vue du droit international. En tant que parlementaires, nous n'avons pas eu connaissance de preuves qui accuseraient Ben Laden et le régime des Talibans. C'est dans "Le Monde" de ce mardi que nous avons découvert certains extraits du document au sujet de la responsabilité des attentats.

Un débat parlementaire public sur ces questions nous semble donc indispensable durant toute la durée des interventions militaires. Comme le réclament plusieurs pays arabes, telle l'Egypte, il nous paraît qu'une intervention militaire ne trouve sa légitimité que sous le mandat du Conseil de sécurité de l'ONU. En outre, une intervention prolongée requiert la mise en vigueur de l'article 42 de la Charte des Nations unies, ce qui a comme conséquence de confier au Conseil de sécurité lui-même le pilotage politique des opérations. Toute participation de la Belgique ne peut, selon nous, se faire que dans ce cadre.

Enfin, il faut clairement réagir à l'annonce que le président des Etats-Unis a faite au Conseil de sécurité à propos d'éventuelles attaques sur d'autres pays que l'Afghanistan et donc refuser les frappes sur d'autres Etats, position défendue également par l'Angleterre. Ces attaques seraient non seulement inadmissibles mais également contre-productives par rapport à l'objectif qui est de combattre le terrorisme.

L'Union européenne doit faire entendre une voix spécifique, basée sur l'action politique plutôt que militaire. Il est essentiel de continuer l'action entamée par la troïka présidée par Louis Michel auprès des capitales des pays qui se sentent concernés par ce conflit.

Voilà, monsieur le président, j'ai abordé ainsi les différents domaines qui nous préoccupent. Nous avons essayé de rassembler nos interventions pour que le temps de réponse puisse être suffisant.

01.06 Dirk Van der Maelen (SP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, mijnheer de minister, collega's, de regering is nu twee jaar bezig. Vandaag wordt ons haar derde beleidsverklaring ter discussie voorgelegd.

Als we even terugblikken, meen ik te mogen zeggen dat de meerderheid fier mag zijn op het geleverde werk. Ik som een aantal maatregelen op. De verlaging van de personenbelastingen is beslist. De laagste pensioenen werden verhoogd. Het Zilverfonds werd opgericht. Er is een kwalitatief hoogstaande ziekte- en invaliditeitsverzekering. Er werd een vooruitstrevend akkoord in de social-profitsector gesloten. En ik kan mijn lijstje nog aanvullen.

De dames en heren aan mijn rechterkant konden eigenlijk niet anders dan beamen dat het goede maatregelen waren. Het enige argument dat ze konden opwerpen, was dat de regering er een was voor het goede weer. Ze beweerden dat het gemakkelijk was om dergelijke maatregelen te nemen als de economie meezit. Dat is gedeeltelijk juist. Vandaag is evenwel een van hun andere beweringen onwaar gebleken, namelijk dat de regering, zodra er tegenwind zou opsteken, niet op de gepaste manier zou reageren. De begroting en de beleidsverklaring van de regering bewijzen dat de CD&V ook op dat

01.06 Dirk Van der Maelen (SP): Après deux années, ce gouvernement est en mesure de présenter un palmarès impressionnant: réduction de l'impôt des personnes physiques, augmentation des pensions les plus basses, fonds de vieillissement, augmentation des moyens pour l'assurance maladie-invalidité, accord avec le secteur non-marchand, réforme de la Justice et augmentation du budget de la Coopération au développement. Certaines personnes, qui siègent à ma droite dans cet hémicycle, ont toutefois estimé qu'il s'agissait de mesures grandement facilitées par une conjoncture économique favorable. La situation ayant à présent quelque peu changé, on

vlak de meerderheid foutief heeft ingeschat. Ik stel immers vast dat de gedane beloften gehouden zullen worden. Ik stel vast dat de regering kiest voor een budgettaire voorzichtige koers.

Ik stel vast dat de beleidsverklaring een aantal punten bevat waar wij, socialisten, sterk op aandringen. Ik som er vier op. Via sociaal overleg bouwen we aan de sociale toekomst van ons land. We hebben de waarborg dat een kwalitatief hoogstaande gezondheidszorg voor iedereen verzekerd is. Bovendien wordt het SP-verkiezingsprogramma inzake de vennootschapsbelasting – een thema dat niet onmiddellijk met de socialisten wordt geassocieerd – uitgevoerd. Ten slotte stellen we met genoegen vast dat de regering in haar verklaring zich voorneemt om met z'n allen op federaal vlak werk te maken van meer verkeersveiligheid.

01.07 Yves Leterme (CD&V): Mijnheer Van der Maelen, wanneer u zegt dat op het vlak van de vennootschapsbelasting een belangrijk element van het SP-verkiezingsprogramma wordt uitgevoerd, alludeert u dan op het feit dat de regering binnenkort de liquidatieboni zal belasten? Ik heb dezelfde vraag al aan de eerste minister gesteld, maar hij heeft, moedig zoals altijd, verwezen naar het antwoord dat de minister van Financiën morgen zal verstrekken.

01.08 Dirk Van der Maelen (SP): Neen, collega Leterme. Wanneer ik verwezen heb naar het SP-verkiezingsprogramma, dan had ik het over het feit dat België, op één lidstaat na, nominaal het hoogste tarief heeft, wat investeerders afschrikt.

Bovendien ligt de reële belastingdruk voor de vennootschappen rond het gemiddelde. In ons kiesprogramma staat dat het mogelijk is onder die 41% te gaan met behoud van de reële druk zonder dat dit de Staatskas wat kost. Dat is heel pragmatisch en praktisch en volgens ons bijzonder nuttig omdat het de aantrekkingskracht voor buitenlandse investeerders verhoogt. Ik stel tevreden vast dat dit deel van ons programma wordt gerealiseerd. Onze fractie zal de invulling van de details van deze afspraken met veel aandacht volgen.

Met genoegen stellen wij vast dat deze regering heeft geopteerd voor budgettaire voorzichtigheid. De heer Van Rompuy verwees daarstraks naar de socialisten. De eerste minister heeft hen gematigd genoemd. Wij zijn een beweging die uit het verleden leert. Wij hebben geleerd dat het budget in orde moet zijn als men sociaal wil zijn.

Mijnheer Leterme, ik ben in 1989 parlements lid geworden. Samen met collega's van uw fractie heb ik veel moeilijke en moeizame vergaderingen achter de rug waarbij wij de mensen moesten uitleggen waarom wij inleveringen vroegen om het staatshuishouden in orde te krijgen. Na dergelijke moeizame vergaderingen heb ik meermaals gezworen dat ik de generaties politici na mij nooit zal aandoen wat mij werd aangedaan. Daarom stellen wij met genoegen vast dat deze regering voor de voorzichtige weg kiest.

01.09 Yves Leterme (CD&V): Mijnheer Van der Maelen, ik wil niet op uw conclusie vooruitlopen. Ik wil wel toegeven wat ik deze middag ook al had gezegd. Ik stel vast dat het streven naar budgettaire orthodoxie binnen deze coalitie de laatste weken vooral van socialisten moest komen. Op dat vlak hebt u volkomen gelijk. Dat geef ik grif toe.

constate que les bons projets restent d'application. Ce gouvernement demeure un gouvernement social qui mène une politique prudente. De nombreux points du programme du SP ont toutefois été réalisés, y compris en ce qui concerne l'impôt des sociétés.

01.07 Yves Leterme (CD&V): M. Van der Maelen songerait-il à l'introduction prochaine de l'impôt sur les bonis de liquidation?

01.08 Dirk Van der Maelen (SP): Nous affirmons dans notre programme électoral qu'il est possible d'appliquer un tarif inférieur à 41% pour l'impôt des sociétés, la pression fiscale réelle demeurant inchangée et sans charge supplémentaire pour le Trésor. Il faudra par conséquent réduire les déductions. Nous suivrons de près la mise en oeuvre de ces mesures.

La prudence budgétaire est, à terme, la meilleure garantie pour la sécurité sociale et évite que les recettes fiscales soient utilisées pour payer les intérêts. Il faut éviter tout nouveau dérapage.

01.09 Yves Leterme (CD&V): Le souci de l'orthodoxie budgétaire vient en effet du côté socialiste. C'est remarquable.

01.10 Dirk Van der Maelen (SP): Mijnheer de voorzitter, wij zijn om nog een tweede reden tevreden met deze regeerverklaring. Ondanks de keuze voor de budgettaire voorzichtige weg, is er toch een reeks belangrijke sociale maatregelen genomen. In de ziekte- en invaliditeitsverzekering zal de maximumfactuur worden verhoogd. De tegemoetkoming voor de chronisch zieken zal verbeteren. Er zijn maatregelen voor geestelijke gezondheidszorg. Specifieke groepen, zoals mensen met huidaandoeningen en gehoorgestoorden, kunnen rekenen op een betere terugbetaling. De lage pensioenen van vóór 1993 kunnen rekenen op een welvaartsaanpassing. Het leefloon kan rekenen op een verhoging van 4%. Tenslotte wil ik beklemtonen dat ondanks de minder goede economische perspectieven het Zilverfonds in 2002 kan rekenen op 25 miljard frank. Dat is de tweede grote reden waarom wij met genoegen hebben kennisgenomen van deze regeerverklaring.

Op het sociale vlak is ons werk echter niet gedaan.

Er wacht deze meerderheid nog een belangrijke sociale uitdaging: hoe kan men in een snel wijzigende samenleving de oude en nieuwe sociale behoeften en risico's dekken? Wij stellen met genoegen vast dat men in deze regeeringsverklaring kiest voor de consensusbenadering en dat de sociale partners samen met de regering om de tafel zullen gaan zitten en het belangrijkste stuk van het werk verrichten. Wij rekenen erop dat de verantwoorde sociale partners samen met regering de keuzes maken die ons moeten toelaten de sociale toekomst – in de eerste plaats die van de zwakkeren in onze samenleving – te verzekeren.

Wij blijven evenwel waakzaam en kijken heel goed toe naar wat er beweegt op het maatschappelijke vlak, want er zijn redenen tot ongerustheid. Ik stel bijvoorbeeld vast dat het VBO onverkort pleit voor een tweetrapsstelsel in de ziekte- en invaliditeitsverzekering. Een eerste trap voor de levensnoodzakelijke geneeskundige zorgen – zoals zij dat noemen – zou voor iedereen gelden. Voor de tweede trap, de niet levensnoodzakelijke geneeskundige zorgen, vinden zij dat men zich tot een private verzekering moet wenden. Collega's, dat is iets waar wij ons bijzonder ongerust over maken. Wij weten immers dat dit betekent dat alleen de bemiddelden zich zullen kunnen verzekeren voor de niet-levensnoodzakelijke gezondheidszorg. Met misschien enige overdrijving durf ik te zeggen dat als het VBO op dit vlak zijn zin zou krijgen, wij over afzienbare tijd zouden moeten vaststellen dat geneesheren eerst naar de stand van de bankrekening van hun patiënten vragen vooraleer ze hun bloeddruk gaan meten. Dergelijke privatiseringsideeën vinden we ook terug in bepaalde politieke kringen. Ik zeg klaar en duidelijk dat de privatisering van de ziekteverzekering nooit ofte nimmer zal kunnen worden doorgevoerd met socialistische in de regering. Wij stellen dan ook met genoegen vast dat deze regering er dezelfde mening op na houdt, want in de regeeringsverklaring lezen wij: "Onze goede gezondheidszorgen, zoals we die nu kennen, universeel, vlot toegankelijk en zonder wachtlijsten, moet behouden blijven". Deze universele, voor iedereen toegankelijke gezondheidszorgen moeten kunnen rekenen op voldoende financiële middelen. Daarom is het goed dat de ziekte- en invaliditeitsverzekering voor 2002 581 miljard frank toegewezen krijgt, tot spijt van wie het benijdt.

Dit wil niet zeggen dat wij in de SP niet bekommerd zijn om de

01.10 Dirk Van der Maelen (SP):
L'orthodoxie budgétaire s'accompagne nécessairement d'une politique sociale. Aux mesures prises viendront s'ajouter certaines corrections sociales: la facture maximale pour l'assurance maladie, une intervention accrue pour les maladies chroniques, un remboursement majoré pour des groupes spécifiques, une liaison au bien-être des pensions les moins élevées, l'élévation du plafond de revenus dans le cadre de la réglementation du chômage, une augmentation du revenu vital et 25 milliards de francs pour le Fonds de vieillissement en 2002.

Un défi important nous attend cependant encore: l'avenir de la politique sociale. A cet égard, les interlocuteurs sociaux joueront un rôle déterminant. Ils doivent contribuer à la mise en place d'une assise économique solide et durable et d'un ancrage profond des fondements de notre système social.

Ce gouvernement ne fait pas que des heureux. Ainsi, la FEB plaide en faveur d'un système à deux niveaux dans l'assurance maladie-invalidité. Voilà qui ne pourrait qu'avantager les riches. En tout état de cause, le SP ne participera pas à la mise en place d'un tel système.

Il convient de dégager des moyens financiers suffisants en vue de garantir des soins de santé universels, accessibles à tous, sans listes d'attente. A cet égard, nous nous réjouissons d'apprendre que l'assurance maladie-invalidité disposera, en 2002, de 581 milliards de francs. N'en déplaise à certains, le SP se soucie autant que d'autres de la maîtrise des coûts mais ne veut pas en faire payer le prix par les plus démunis. Chacun doit prendre ses responsabilités: médecins et pharmaciens, organismes assureurs et gestionnaires d'hôpitaux.

kostenbeheersing in de gezondheidssector, integendeel. Wat is echter het verschil met anderen? In plaats van deze kostenbeheersing te willen afwentelen op de sociaal zwakkeren, zoals het VBO en misschien anderen willen, vindt de SP dat alle actoren in de gezondheidssector hun verantwoordelijkheid moeten opnemen.

Artsen, ziekenfondsen, ziekenhuisbeheerders, apothekers, alle actoren in de sector van de gezondheidszorg moeten nu bereid zijn de nodige maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat wij die kwalitatief hoogstaande en voor iedereen toegankelijke gezondheidszorg kunnen instandhouden. Dat was het eerste punt in mijn uiteenzetting over het sociaal-economisch aspect van de begroting.

Er zijn nog twee punten waarop ik wil ingaan. Het eerste is de politieke vernieuwing. Ik heb met genoeg vastgesteld dat de regeringsverklaring daaromtrent drie maatregelen aankondigt. Ik wil de eerste minister erop wijzen dat er op dit vlak voorbereidend werk werd geleverd in dit huis. Het ging daarbij om de directe democratie, iets wat in dit huis tussen haakjes ruimer geïnterpreteerd wordt dan het referendum of de volksraadpleging. Wij hebben het ook over een verbetering van het petitieright en over het volksinitiatief. Terzake is er een zeer goed rapport ter beschikking. Bij mijn weten is het de eerste keer in de Belgische geschiedenis dat men op wetenschappelijke wijze onderzocht heeft hoe men elementen van directe democratie kan invoeren in onze vertegenwoordigende democratie die als bijzonder kenmerk heeft dat het een bicommunautair federaal systeem is met veel checks en balances om de rechten van de verschillende samenstellende gemeenschappen te kunnen waarborgen. Het rapport zal een belangrijke toetssteen zijn om te evalueren wat wij op dit vlak gaan doen. Mijnheer de eerste minister, ik zal mijn bijdrage leveren. Maandag zal ik tijdens de vergadering van de commissie Politieke Vernieuwing, mij steunend op de bevraging die er in de commissie geweest is met betrekking tot de standpunten van de verschillende partijen, een voorstel tot verklaring van herziening van de Grondwet voorleggen met als doelstelling om samen met de collega's tot een gemeenschappelijk verklaring tot herziening van de Grondwet te komen. Ik heb naar bestvermogen geprobeerd om zoveel mogelijk de consensus die ik in de commissie aanvoelde neer te schrijven in de verklaring tot herziening van de Grondwet. Daaraan zal de verklaring tot herziening van de nodige artikelen voor het volksinitiatief worden toegevoegd. Ik zal ook een verklaring indienen tot herziening van artikel 28 van de Grondwet, meer bepaald inzake het petitieright, wat het voor de NGO's mogelijk maakt petitie aan de Kamer te bezorgen. Ook dit voorstel zal ik de commissie maandag voorleggen.

Een tweede initiatief dat werd aangekondigd met betrekking tot de politieke vernieuwing is de kiesomschrijving.

De **voorzitter**: Mijnheer Van der Maelen, de heer Bourgeois, die niet zo bondig is geweest maar uiteraard het recht heeft om een vraag te stellen, wenst u te onderbreken.

01.11 Geert Bourgeois (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, ik apprecieer uw welwillendheid bijzonder.

Mijnheer Van der Maelen, ik weet dat u de commissie Politieke Vernieuwing met heel veel ijver en inspanning hebt geleid, soms

En ce qui concerne le référendum et le système électoral, un travail préparatoire important a déjà été accompli. A propos du premier, un rapport détaillé a été rédigé par le comité scientifique. Lundi prochain, je soumettrai au CD&V une proposition de révision de la Constitution relative au référendum, à l'amélioration du droit de pétition et à l'initiative populaire. Au sein de la commission du Renouveau politique, l'initiative populaire fait d'ailleurs l'objet d'un consensus.

01.11 Geert Bourgeois (VU&ID): M. Van der Maelen fait allusion à un consensus au sein de la Commission pour le Renouveau Politique à propos de ce que l'on a

enigszins zonder daar door leden van de meerderheid in gevolgd te worden. U spreekt over een consensus die u aanvoelde in de commissie. Ik heb zo-even de heer Eerdekens gehoord.

01.12 Dirk Van der Maelen (SP): Ik zoek naar een consensus.

01.13 Geert Bourgeois (VU&ID): U was dus zoekend naar een consensus. U zou echter trachten een voorstel in te dienen dat ertoe strekt de artikelen van de Grondwet te herzien die het mogelijk moeten maken het volksinitiatief in te voeren. Ik heb zo-even gehoord dat de heer Eerdekens vrij veel voorbehoud maakte bij het nationale referendum. Hij had minder voorbehoud bij het lokale of provinciale referendum. Ik hoor u hier spreken over checks en balances. Is het uw aanvoelen dat er in de commissie voldoende consensus bestaat om ook op nationaal vlak ongelimiteerd en over om het even welk onderwerp een referendum toe te staan? Moet dit soms zo worden beperkt dat er heel weinig initiatiefruimte overblijft?

01.14 Dirk Van der Maelen (SP): Mijnheer de voorzitter, ik kan moeilijk vooruitlopen op de discussie. Ik denk dat we inderdaad maar tot een consensus kunnen komen als van diverse zijden blijkt dat men op verschillende punten toegevingen wil doen. Voor verschillende punten bestaat er geen unanimité. Ik nodig u uit het document eens te bekijken. Wij hebben heel concrete vragen gesteld en wij stellen vast dat voor verschillende van die concrete vragen geen unanimité werd bereikt. Soms ontbreekt de ene partij dan weer een andere partij. De oefening bestaat erin de bereidheid van iedereen te testen om een stap te willen zetten in de richting van een consensus. Ik kan u niet beloven dat dit zal lukken. Ik kan u alleen beloven dat ik mijn best heb gedaan. Ik zal een tekst voorleggen. Wij zullen meegaan. Op een punt zullen wij evenwel nooit toegeven en dat is de stemplicht. Andere partijen hebben andere gevoeligheden maar we zullen moeten proberen iets te zoeken dat ons allen samen kan brengen zodat wij ons allen achter een tekst kunnen scharen om tot elementen van directe democratie te komen in ons Belgisch staatsbestel.

01.15 Yves Leterme (CD&V): Mijnheer Van der Maelen, ik veronderstel dat u nu spreekt als voorzitter van de commissie voor de Politieke Vernieuwing. Staat u achter het idee van de federale kandidaatstelling zoals dat gisteren werd aangekondigd? Wat is het standpunt van uw fractie terzake?

01.16 Dirk Van der Maelen (SP): Mijnheer Leterme, mijn fractie heeft daarover nog geen standpunt ingenomen. In de commissie voor de Politieke Vernieuwing hebben we daarover nog niet gepraat. Ik meen dat ik u had gezegd dat het rapport over de vertegenwoordigende democratie nu pas aan de orde is. Een eerste vergadering over dit onderwerp hebben we reeds achter de rug en de volgende weken gaan we daarmee voort.

01.17 Yves Leterme (CD&V): Mijnheer Van der Maelen, morgen moet er op een knopje worden geduwd over een beleidsverklaring waarin de eerste minister aankondigt dat hij tegen het einde van dit jaar een wetsontwerp zal indienen ter invoering van de provinciale kiesomschrijvingen en de techniek van de federale kandidaatstelling.

appelé l'initiative populaire.

01.12 Dirk Van der Maelen (SP): Je cherche un consensus.

01.13 Geert Bourgeois (VU&ID): Ce consensus vaut-il également pour le référendum national, à propos duquel M. Eerdekens a exprimé tout à l'heure la plus grande réserve?

01.14 Dirk Van der Maelen (SP): À cet égard, des concessions devront être faites sur plusieurs points et par plusieurs parties. Je ne promets pas que le consensus verra le jour. Nous ne céderons jamais sur le point du vote obligatoire. D'autres partis ont aussi leur cheval de bataille. Nous nous efforcerons d'obtenir l'unanimité sur un texte de consensus.

01.15 Yves Leterme (CD&V): Je voudrais poser une question au président de la commission pour le renouveau politique que vous êtes également: quelle position adopte votre groupe à l'égard de la candidature fédérale?

01.16 Dirk Van der Maelen (SP): Nous n'avons pas encore abordé ce problème au sein de la commission pour le renouveau politique ni au sein de mon groupe.

01.17 Yves Leterme (CD&V): Demain, il nous faudra tout de même voter. Quelle attitude allez-vous adopter au moment du vote? Et votre groupe?

Bent u het daarmee eens of niet? Zult u morgen oordelen of u de beleidsverklaring al dan niet zult steunen?

01.18 Dirk Van der Maelen (SP): Mijnheer Leterme, ik ga akkoord met dit voorstel.

01.19 Yves Leterme (CD&V): Uw fractie ook?

01.20 Dirk Van der Maelen (SP): Ik ga morgen mijn fractie daarover raadplegen maar ik denk dat er zich op dat vlak geen probleem zal voordoen.

01.21 Yves Leterme (CD&V): Uw zelfvertrouwen groeit.

01.22 Dirk Van der Maelen (SP): Wij hebben een democratische manier van werken. De fractieleider kan zonder zijn leden te raadplegen niet spreken in hun naam. Morgen ga ik dit checken en ik denk dat ik mijn fractieleden voldoende ken om nu reeds te kunnen zeggen dat onze fractie het daarmee eens is.

01.23 Yves Leterme (CD&V): Mijnheer Van der Maelen, het was zeer ontroerend u zeer angstig te zien kijken naar uw collega's om dan te kunnen zeggen dat alles in orde zal komen.

01.24 Geert Bourgeois (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, ik moet nogmaals verwijzen naar de heer Eerdeken die het daarjuist had over een aantal zeer interessante ideeën. Ik moet uit uw antwoord op de vraag van collega Leterme afleiden dat over deze regeringsverklaring nog moet worden gediscussieerd binnen de regeringsfracties. Ik heb zelfs de indruk dat in uw fractie nog moet worden overlegd over de kiesomschrijvingen.

01.25 Dirk Van der Maelen (SP): Dat klopt. Ik ben ervan overtuigd dat onze fractie daarover een eensgezind standpunt zal innemen. Ik hoop dat dit ook zal gelden voor uw fractie.

01.26 Geert Bourgeois (VU&ID): Mijnheer Van der Maelen, maak u geen zorgen over ons maar maak u misschien wat meer zorgen over die regeringsmeerderheid.

01.27 Dirk Van der Maelen (SP): Laten we ons geen zorgen maken over mekaars fracties. In onze fractie zullen wij dit bespreken en ik meen te mogen zeggen dat wij het regeringsvoorstel zullen steunen.

Ik kom dan bij het tweede rapport. Ik weet dat er collega's zijn die nogal schamper doen over de inspanning die ik vraag om soms moeilijk leesbare rapporten van professoren door te ploegen. Ik kijk opnieuw naar mijn collega's aan mijn rechter zijde. Die rapporten liggen er en iedereen moet zich bewust zijn van het feit dat bijvoorbeeld inzake kiessystemen daaraan werd meegewerkt door vooraanstaande professoren zoals Kris Deschouwer of Pascal Delwit.

01.18 Dirk Van der Maelen (SP): Je soutiens cette proposition.

01.19 Yves Leterme (CD&V): Et votre groupe?

01.20 Dirk Van der Maelen (SP): Je suis d'accord avec cette nouvelle initiative. Mais je consulterai mon groupe demain. Je ne puis parler au nom de mes collègues, mais je pense qu'ils approuveront aussi cette idée.

01.24 Geert Bourgeois (VU&ID): Il apparaît clairement que la déclaration de politique fédérale ne fait pas l'unanimité, notamment en ce qui concerne les circonscriptions électorales.

01.25 Dirk Van der Maelen (SP): Mon groupe émettra en tout cas un vote unanime.

01.26 Geert Bourgeois (VU&ID):

01.27 Dirk Van der Maelen (SP): La proposition du CD&V de créer 150 petits arrondissements électoraux dans le cadre des circonscriptions électorales provinciales aurait pour conséquence que ce parti, sans gagner un seul électeur, triplerait son nombre de sièges. J'espère que le Premier ministre se présente au Parlement avec des propositions plus sérieuses.

Elk voorstel dat een fractie kan doen, zal worden getoetst aan dit rapport. Het voorstel dat door uw fractie wordt gelanceerd is ontlusterend, mijnheer Leterme. U wil komen tot 150 kleine kiesomschrijvingen. Het resultaat daarvan is dat, zonder dat uw partij ook maar een stem zou bijwinnen, uw fractie hier met drie maal zoveel leden zou zetelen. Het is nogal hypocriet dat men zich dan verder uitput in verklaringen dat de kloof met de kiezer moet worden overbrugd. In dit rapport staan echter ook andere zaken, mijnheer Leterme. Ik weet niet of u het met mij eens bent dat het in landen zonder kiesplicht een belangrijke graadmeter is te zien waar de meeste kiezers komen: in een knock-outsysteem zoals Groot-Brittannië of in meer proportionele systemen. In landen zonder opkomstplicht is de opkomst van de kiezers het grootst bij proportionele systemen. Kom dus alstublieft niet zeggen dat dit systeem dient om de kloof met de kiezer te overbruggen. Nee, het is duidelijk dat deze keuze van de CD&V wordt ingegeven door het feit dat dit een verdrievoudiging van de zetels betekent. Dat is de waarheid, denk ik. Ik nodig u uit het rapport te controleren en mij tegen te spreken als ik mij vergis, maar ik denk dat ik in de roos zit.

Derde en laatste punt dan: de gebeurtenissen in Afghanistan. Thans ligt de focus op het militaire vlak. Het diplomatieke, het humanitaire en het financiële aspect zijn minstens even belangrijk en dit mag niet uit het oog worden verloren. Inzake het militaire aspect verduidelijk ik de positie van mijn fractie. De VS hebben de VN een brief laten geworden waarin zij mededelen dat in een volgende militaire fase ook andere landen zouden kunnen worden geviséerd. Dat hebben wij niet getekend, mijnheer de eerste minister. Samen met de andere lidstaten van de EU hebben wij getekend voor een beperkte actie in Afghanistan tegen militaire doelwitten van het Taliban-regime en tegen trainingskampen en andere schuilplaatsen van terroristen. Vooraleer de collega's van de CD&V ons het verwijt toesturen dat wij geen solidaire partners, verwijs ik naar de standpunten van de Britse minister van Buitenlandse Zaken. Die had identiek dezelfde reactie toen dat Amerikaans initiatief bekend werd. Nu spreken over een uitbreiding van het militaire aspect van de huidige acties is zeer voorbarig en sterk af te raden. Voor ons is duidelijk dat dit niet kan in de huidige stand van zaken. Voor ons is duidelijk dat alleen de Veiligheidsraad van de VN een uitbreiding van de militaire acties kan toestaan. Diplomatiek wil ik over dit conflict zeggen dat onze inspanningen erop zouden moeten zijn gericht om zo snel mogelijk en zoveel mogelijk de VN te betrekken bij dit conflict. Wij vragen ons af of het niet goed zou zijn dat wij het initiatief zouden nemen om te peilen of de VN bij een eventuele pauze in de bombardementen – die zal er hoe dan ook toch wel eens komen – zich niet klaar moet houden voor een bemiddelingsinitiatief of nog andere initiatieven.

Dan kan op een vreedzame manier worden bereikt wat iedereen wil, namelijk dat de daders van de afschuwelijke aanslag van 11 september worden gestraft.

Op iets langere termijn zouden wij ook graag een nauwere betrokkenheid van de VN zien. Wij stellen met genoegen vast dat de internationale gemeenschap het terrorisme wil bestrijden. Op dit moment zijn er bij de VN echter alleen ad-hocoplossingen, namelijk ad-hocgroepen voorgezeten door Groot-Brittannië. Wij vinden de strijd tegen het terrorisme zo belangrijk dat wij willen voorstellen om, naar het voorbeeld van VN-organen of internationale agentschappen op

À propos des événements en Afghanistan, je pense que les dimensions humanitaires, diplomatiques et financières méritent au moins autant d'attention que l'aspect militaire.

Les Etats-Unis ont déclaré à l'ONU qu'ils pourraient, dans une phase militaire ultérieure, viser d'autres groupements et d'autres pays. Nous tenons à manifester notre désaccord sur ce point. Il nous semble prématuré, voire contre-indiqué d'envisager une extension des opérations militaires sur laquelle le Conseil de Sécurité devrait du reste à nouveau marquer son accord. Nous souhaitons une implication accrue des Nations Unies qui doivent faire en sorte de donner toutes ses chances à une approche diplomatique, lors de l'arrêt des bombardements qui finira bien par se produire.

Il faut instituer, dans le giron de l'ONU, une agence internationale chargée de coordonner la lutte contre le terrorisme. Entre-temps, les démarches diplomatiques européennes au Moyen-Orient doivent être poursuivies, car en l'absence d'une solution au conflit israélo-arabe, la recherche de la paix dans cette région du monde restera vaine. La Russie, l'Amérique et les Nations Unies doivent également y contribuer.

L'aide de 316 millions d'euros accordée par l'UE n'est pas suffisante pour faire face au problème des réfugiés, qui est gravement sous-estimé. L'ONU estime que 7,5 millions de personnes sont touchées par la famine en Afghanistan. Les deux millions de colis de nourriture envoyés par le Pentagone ne constituent qu'une goutte d'eau dans la mer. En outre, les Talibans n'ont jamais collaboré avec l'ONU pour résoudre les problèmes humanitaires.

het vlak van bijvoorbeeld de proliferatie, een permanent internationaal agentschap voor terrorismebestrijding op te richten. Ook op diplomatiek vlak moeten er zo snel mogelijk impulsen van de Europese Unie, de VN, de VS en Rusland komen om een redelijke oplossing voor het Israëliisch-Arabisch conflict te vinden.

Mijnheer de eerste minister, op humanitair vlak hebt u gisteren aangekondigd dat de EU 316 miljoen euro voor Afghanistan vrijmaakt. Dit is een hele mooie geste. Helaas zijn de noden veel groter. De omvang van het vluchtelingenprobleem...

01.28 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Mijnheer Van der Maelen, u moet daar natuurlijk de bijdragen van andere landen zoals de VS en Japan bijtellen. Ik heb daarover gesprekken gehad met Europees commissaris Nielsen. Hij zegt dat mij dat het verzamelde bedrag genoeg is om dit jaar te overbruggen en dat het nu voornamelijk kwestie is om dit op het terrein te krijgen. Er moeten dus tijdelijke kampen worden opgericht. Dat is de grootste uitdaging. Het is dus meer een materieel dan een financieel probleem.

01.28 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Vous devez ajouter à cela les moyens accordés par d'autres pays comme les Etats-Unis et le Japon. Selon le commissaire européen Nielsen, les moyens mis en oeuvre cette année suffisent. Le principal problème n'est pas financier mais matériel: comment faire en sorte que cette aide parvienne sur place pour, par exemple, construire des camps temporaires?

01.29 **Dirk Van der Maelen** (SP): Mijnheer de eerste minister, dan zijn wij het eens. Het probleem was immers de organisatie. Hoe krijgen men dat geld bij de mensen? Ik zou namens mijn fractie een suggestie willen doen. Nu verloopt alles immers ongecoördineerd, naast elkaar, door verschillende internationale organisaties en ngo's en is er een groot gebrek aan samenhang en coördinatie om de hulp ter plaatse te krijgen. Ten tijde van de Kosovo-crisis werd mijns inziens een zeer wijze maatregel ingevoerd, namelijk de aanstelling van een coördinator door de EU. Het was de heer Kouchner die alle hulp voor Kosovo en de andere Balkanstaten coördineerde. Wij willen dan ook voorstellen om zo snel mogelijk een coördinator op VN-niveau aan te stellen die de hulp aan de hongerige Afghanen in goede banen leidt. Volgens cijfers van de VN bevinden zich 7,5 miljoen mensen in hongersnood in Afghanistan. Er is dus dringend nood aan daden.

01.29 **Dirk Van der Maelen** (SP): Nous souhaitons mettre un terme à la désorganisation et au chaos qui règne au sein de l'aide humanitaire. A cet effet, un coordinateur des Nations Unies doit être désigné le plus rapidement possible.

Tot slot, na de huidige kortetermijnactie in Afghanistan vraagt het fenomeen van het terrorisme een gecoördineerde financieel-economische aanpak. Ik heb terzake een vraag en een persoonlijke bedenking. Op donderdag 16 oktober is er Ecofin-raad.

En outre, il faut une approche financière et économique coordonnée du terrorisme. La Belgique fera-t-elle des propositions concrètes à ce sujet lors du conseil ECOFIN du 16 octobre? Pas moins de 70 pays membres de l'ONU continuent d'autoriser l'établissement d'entreprises "boîte aux lettres", ce qui garantit le secret bancaire. Cela rend la lutte contre le financement du terrorisme impossible. Le blanchiment d'argent constitue la seule fonction des sociétés "boîte aux lettres". Elles n'ont pas d'autre utilité. Est-il si difficile de les interdire? C'est le seul moyen de mettre fin aux paradis du blanchiment derrière lesquels s'abritent des organisations terroristes. Ensemble, la présidence belge et les Etats-Unis doivent faire

Zijn de voorstellen reeds gekend die België, als voorzitter van de Europese Unie, zal formuleren tijdens de Ecofin-raad, om te komen tot een aanpak van de witwaspraktijken van terroristen in financiële paradijzen?

Ik kom thans tot mijn persoonlijke bedenkingen. Een efficiënte bestrijding van het terrorisme en van de financiering ervan zal onmogelijk blijven zolang het wordt toegestaan dat minstens zeventig VN-lidstaten postbusfirma's blijven toestaan en een verregaand bankgeheim blijven hanteren. Tegenwoordig kan men op Niue, een obscuur koraaleilandje in de Stille Oceaan, voor 1.000 dollar een naamloze vennootschap oprichten die een witwasser absolute

anonimiteit garandeert. Een banklicentie in die financiële paradijzen kost amper 20.000 dollar en verleent toegang tot de internationale krediet- en effectenmarkt. De Kaaimaneilanden bijvoorbeeld tellen een bank per negenenveertig inwoners.

Mijnheer de eerste minister, u beschouwt mij misschien als behorend tot het simplistisch verbond, maar ik nodig u uit omtrent deze aangelegenheid ernstige literatuur te lezen. Immers, wat ik daarnet vertelde zijn geen verzinsels – ik ben trouwens niet echt thuis in deze materie – en het is duidelijk dat niemand behoefte heeft aan postbusfirma's, tenzij degenen die een witwasinstrument nodig hebben. Ik verzoek de collega's die er terzake een andere mening op nahouden, deze kenbaar te maken. Is het dan te eenvoudig om dergelijke firma's zonder meer te verbieden, wetende dat hun enige functie erin bestaat geld wit te wassen? Is het te eenvoudig om te vragen dat dubieuze banken op zwarte lijsten worden gezet? Ik ben er immers van overtuigd dat zolang dergelijke stappen niet worden gezet de terroristische bewegingen nooit financieel droog zullen worden gelegd.

Om deze reden hoop ik dat België, liefst in het kader van de VN en als het kan samen met andere landen die werk willen maken van de terrorismebestrijding, de druk op de witwasparadijzen zal kunnen opvoeren. Een gecoördineerd optreden met effectieve sancties tegen de landen die niet willen meewerken zal de enige piste zijn die ons zal leiden tot het droogleggen van de witwasparadijzen en van de terroristische organisaties die erachter schuilen.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, tot besluit nog dit. Zowel inzake buitenlands beleid als inzake binnenlands beleid op economisch, sociaal en budgettair vlak, maken wij minder makkelijke tijden mee. De SP-fractie is ervan overtuigd dat de regering de juiste richting kiest in deze moeilijke tijden. Daarom wil de SP-fractie samen met de regering de weg bewandelen die ze is ingeslagen.

De **voorzitter**: Collega's, ik moet u zeggen dat de spreektijd nauwlettend wordt opgetekend door de diensten, waarvoor mijn dank.

01.30 Daniel Féret (FN): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, mesdames les ministres, monsieur le ministre, avant d'entrer dans le vif du sujet, encore que l'adjectif "vif" s'applique mal à l'oraison funèbre des illusions de 1999 que le premier ministre nous a livrée hier, je voudrais commenter brièvement sa remarque préliminaire concernant la non-réélection d'un vice-président de cette assemblée.

Ecarter d'un revers de main le représentant d'une minorité importante – et peu importe l'opinion qu'elle exprime – des organes dirigeants du parlement, comme l'ont fait hier les députés de la majorité, c'est fouler au pied les principes essentiels de la démocratie et cela, monsieur le premier ministre, monsieur le président, ce sont des méthodes de Talibans.

Ceci clairement dit, les attentats du 11 septembre et leurs conséquences appellent des commentaires, des mises au point et des interrogations. Je me dois d'abord de saluer le puissant et admirable élan patriotique du peuple américain, patriotisme qui fait

pression sur les paradis du blanchiment, de préférence dans le cadre des Nations Unies. Il faut organiser une intervention coordonnée et prendre des sanctions effectives contre les pays qui ne coopèrent pas.

Nous vivons des temps difficiles, que ce soit sur le plan international ou sur le plan social, économique et budgétaire. Le SP est convaincu que le gouvernement a fait, en l'occurrence, le bon choix.

01.30 Daniel Féret (FN): Eerst wil ik het even hebben over de verwijdering van een ondervoorzitter uit het Bureau van de Kamer. Een vertegenwoordiger van een minderheid – ongeacht diens opinies – "wegwuiven" komt erop neer de democratische beginselen met voeten te treden. Dat zijn ronduit Taliban-mehodes!

In eerste instantie wil ik hulde brengen aan het patriottisch elan van het Amerikaanse volk. Bij ons ontbreekt het aan een dergelijk elan. Ik stel me ook vragen bij de doeltreffendheid van de luchtaanvallen. De aanvallen op Irak veroorzaakten een ware

clairement défaut dans nos démocraties d'Europe occidentale. Mais je m'interroge sur l'opportunité de frappes aériennes en Afghanistan. Si George W. Bush est aussi fin chirurgien que son père le fut, je suis très inquiet du sort du peuple afghan.

Faut-il rappeler une fois de plus que la guerre chirurgicale menée contre l'Irak, il y a dix ans, fut un carnage, une boucherie, organisée par Colin Powell, qui compte aujourd'hui parmi les grands assassins de l'histoire et devant lequel notre ministre des Affaires étrangères se met au garde-à-vous?

Faut-il rappeler que les Américains, maîtres de l'OTAN, n'ont pas hésité à sacrifier des milliers de civils serbes pour installer dans les Balkans un foyer islamique destiné à déstabiliser l'Europe centrale avec la complicité active des autorités politiques et militaires belges?

Ne sommes-nous pas en droit de poser la question de savoir ce qu'aurait fait Bush junior si les terroristes s'en étaient pris à la Tour du Midi, à la Tour Madou ou à nos parlements? Pour nos parlements, la tâche eût été difficile. Il aurait fallu cinq avions-suicides pour les éliminer!

Enfin, les événements tragiques du 11 septembre me conduisent à rappeler quelques vérités et surtout à couper les ailes aux contre-vérités assénées à grand renfort de relais médiatiques par les ténors de la majorité. "Attention aux amalgames!", les entend-on proclamer haut et fort en nous expliquant que l'islamisme n'a rien à voir, mais alors rien du tout à voir avec le véritable islam, religion idyllique, religion prêchant la tolérance et la fraternité des hommes et des femmes.

On nous affirme aussi que les islamistes ne représentent qu'une petite minorité dans le monde musulman. Mais rien n'est plus faux. Entre l'Islam et l'islamisme, il n'y a pas de différence de nature mais bien de degré. Il est néanmoins curieux que l'Islam soit la seule religion pour laquelle on a éprouvé le besoin d'ajouter le qualificatif «modéré». A-t-on jamais parlé de chrétiens ou de bouddhistes modérés?

En Belgique, il y a 420.000 musulmans mais deux tiers d'entre eux sont modérés voir agnostiques. Selon les sources officielles, il y aurait 140 fous d'Allah, prêts à obtempérer aux ordres de Ben Laden. Pour s'en convaincre, il suffit de faire un tour du côté de Molenbeek ou de Schaerbeek, dans quelques salons de thé. Ben Laden est l'idole de nombreux musulmans de tous âges. J'ai dans ma poche, et je regrette que M. Michel ne soit pas là, quelques morceaux choisis parmi les nombreuses lettres courageusement anonymes qui me sont quotidiennement adressées par des immigrés d'origine maghrébine et qui en disent long sur leurs intentions. Je devrais donner à M. Michel un accès à mon courrier électronique ou postal afin qu'il puisse mesurer l'ampleur du drame qui se prépare.

La volonté exprimée hier par le premier ministre de faire bénéficier le reste du monde des bienfaits de notre démocratie relève de l'angélisme. En temps de guerre, l'angélisme sert souvent d'alibi aux déserteurs.

Je me contenterai de survoler la déclaration de politique fédérale,

slachting. Hoe zou George Bush trouwens hebben gereageerd indien die vliegtuigen de Zuidertoren hadden doorboord?

Men vraagt ons vooral terrorisme niet te verwarren met de islam die als een idyllische religie wordt afgeschilderd.

Men zegt ons dat de fundamentalisten maar een kleine minderheid vormen binnen de islam. Niets is minder waar: het is mij dunkt veelzeggend dat de islam de enige godsdienst is die soms het predikaat "gematigd" krijgt.

In België leven naar verluidt zo'n 420.000 moslims, waarvan de meesten gematigde moslims zouden zijn. Er zouden 140.000 "strijders van Allah" in ons land verblijven. Om zich daarvan te vergewissen hoeft men maar bepaalde moskeeën in Schaarbeek binnen te stappen, waar volgelingen van Bin Laden zich ophouden.

Het streven van onze eerste minister om de rest van de wereld mee te laten delen in de weldaden van onze democratie ruikt in mijn ogen naar wereldvreemdheid.

De regering laat weten dat de belastinghervorming niet wordt uitgesteld. Dat is niet moeilijk, het gaat immers maar om een hervorminkje.

U profeteert stijgende kosten in de geneeskundige verzorging. Dat noem ik: een open deur intrappen. Maar er ook iets aan doén, ho maar! Bovendien wil u een rem zetten op een aantal medische ingrepen en medische handelingen. Dat is belachelijk en ook angstwekkend.

Op het stuk van de "politieke vernieuwing" wil ik u wel een paar veren op de hoed steken. Het FN is allang voorstander van de invoering van het referendum en de instelling van een paritaire

sans danger, étant donné que c'est tellement petit qu'il n'y a aucun risque de s'écraser sur une tour. Le gouvernement annonce fièrement qu'il a décidé de ne pas reporter la réforme fiscale. C'est une réformette qui n'aura que très peu d'impact sur l'augmentation du pouvoir d'achat.

Réduire l'impôt sur les sociétés est indispensable. D'après les dires du premier ministre, nos voisins hollandais ont attiré, l'an dernier, sept fois plus d'investissements américains que notre pays. Son gouvernement est au pouvoir depuis deux ans et il n'a rien fait, trop occupé qu'il était de satisfaire aux exigences de l'extrême gauche Ecolo. Encourager les indépendants! Mais ils sont déjà découragés en maintenant leur pension de misère.

En matière d'emploi, vous vous réjouissez des 100.000 postes nouveaux qui compensent à peine les pertes. La transfusion Rosetta n'arrête pas l'hémorragie. La sécurité sociale est un souci majeur pour votre gouvernement, apparemment pas pour vous, mais surtout pour les malades et pour les médecins. Vous convenez enfin que la médecine coûtera de plus en plus cher en raison du vieillissement de la population et des nouvelles technologies. Vous enfoncez une porte que j'ai ouverte il y a bien longtemps. Mais vous ne donnez pas de moyens.

Vous déclarez qu'il faut supprimer les abus, entre autres au niveau de l'appendicectomie – cette intervention est pourtant peu onéreuse et souvent nécessaire –, de l'hystérectomie – au risque de laisser les femmes mourir de cancers gynécologiques, ce qui se pratique beaucoup dans certains pays musulmans –, de la dialyse – c'est une euthanasie programmée des insuffisants rénaux puisque sans dialyse, leurs jours sont comptés.

C'est dans la déclaration, je l'ai lue. Ou alors on m'a donné une fausse déclaration! Je cite en exemple Ben Laden. Son teint ardoisé laisse présager qu'il est insuffisant rénal et vous verrez que s'il est privé de dialyse dans sa montagne, il mourra avant que Bush ne le retrouve et c'est tant mieux pour lui et tant mieux pour nous.

La césarienne aussi est visée! C'est dans la déclaration noir sur blanc, je l'ai lu. Il est vrai que la césarienne fut inventée par les fondateurs de l'empire romain. C'est donc une intervention chirurgicale fasciste qu'il faut interdire! De même pour la biologie clinique et l'imagerie médicale. On pourrait évidemment suggérer aux médecins de s'équiper d'un pendule pour confirmer leur diagnostic! Je n'exagère pas. Au niveau européen - je me souviens de ce que disait Paul Lannoye il y a deux ans –, les écolos ont manifesté leur volonté de légaliser les médecines parallèles les plus farfelues et, mieux, de faire rembourser les actes posés par les caisses de la sécurité sociale. Ce n'est pas sérieux, monsieur le ministre!

Vous allez réformer le Code de la route. Là, vous me faites peur parce que cela fait deux ans que le gouvernement roule à gauche! Plus sérieusement, pour faire baisser le nombre de décès dus aux accidents de la route, ne conviendrait-il pas de donner aux médecins urgentistes les moyens qu'ils réclament?

Dans le domaine des projets de réformes institutionnelles, je dois vous accorder quelques bons points. D'abord, pour l'introduction de la

assemblée. Met het invoeren van een kiesdrempel van 5% loochent men de stem van het volk. Er zijn voorwaar minder hypocriete manieren om het FN uit het politieke landschap te weren ...

Wat het internationale engagement van België betreft, heeft onze minister van Buitenlandse Zaken Europa in Durban een kwade dienst bewezen.

Conclusie: na twee jaar paars-groen pakken donkere wolken zich boven deze coalitie samen, en de regering slaagt er zowaar in het gezegde "na regen komt zonneschijn" te logenstraffen. Eigenlijk heet het nu veeleer: "na zonneschijn komt regen".

Ik verwijst onder meer naar de manifestatie van werknemers amper enkele uren nadat de eerste minister gisteren zijn beleidsverklaring oplas.

consultation populaire. C'est une idée défendue depuis 1985 par le Front national, que vous reprenez à votre compte. J'en suis honoré et satisfait. Mais sera-ce un vrai référendum d'initiative populaire, avec pouvoir décisif comme en Suisse ou un référendum dont seul le chef de l'Etat peut décider la réalisation et formuler la question posée, comme en France où cela n'a que peu d'intérêt?

Une autre idée dont le FN revendique la paternité et que le gouvernement arc-en-ciel semble vouloir réaliser, est la création d'un conseil fédéral paritaire composé à partir des communautés et des régions. Nous avons toujours avancé l'idée d'un Sénat géographique au sein duquel les provinces seraient représentées paritairement, à l'instar de ce qui s'est fait dans les vrais Etats fédéraux comme la Suisse ou les Etats-Unis d'Amérique.

Quant à la nouvelle réforme du Code électoral, elle fait sourire. Introduire un seuil électoral de 5%, c'est à nouveau l'expression du mépris total du gouvernement à l'égard des minorités. Alors, ne serait-il pas plus simple d'attendre le résultat du scrutin et de fixer la barre après, par exemple à 1/10^e de pour cent au-dessus du score obtenu par le Front national? Ce serait moins hypocrite et beaucoup plus efficace car les 5%, nous les dépasserons certainement, ce qui ruinera les efforts du premier ministre pour éliminer le FN du paysage politique.

Je termine ce tour d'horizon par une réflexion sur l'engagement international de la Belgique. Notre ministre des Affaires étrangères qui, décidément, n'en rate pas une, a rendu, à Durban, un bien mauvais service à l'Europe. La conférence exigeait, je cite "des mesures appropriées susceptibles de corriger les conséquences actuelles des pratiques du passé". Si Louis Michel s'était retiré, les Européens ne courraient pas ce risque. Pour une fois, il fallait faire comme les Américains.

Je conclus, monsieur le président. Après deux ans d'arc-en-ciel, de lourds nuages s'amoncellent. M. Verhofstadt a fait mentir l'adage "Après la pluie, le beau temps". Avec lui, c'est "Après le beau temps, la pluie". D'ailleurs, quelques heures à peine après sa déclaration gouvernementale, des travailleurs sont déjà dans la rue. Ils seront suivis par d'autres. Demain, ils seront dans l'isolement. Vivement demain!

Le **président**: Mes chers collègues, nous sommes arrivés à la fin du débat général dans le cadre de la déclaration du gouvernement sur sa politique générale.

Je voudrais vous proposer un schéma de travail pour le restant de notre soirée. Nous avons encore trois thèmes à aborder:

- un volet international, mais je crois que le ministre des Affaires étrangères nous rejoindra plus tard;
- un volet sur la sécurité routière, dans lequel deux collègues sont inscrits, Daan Schalck et Marie-Thérèse Coenen;
- un volet sur la société solidaire, dans lequel sont inscrits Luc Goutry, Jean-Jacques Viseur, Maggy De Block, Colette Burgeon, Annemie Van de Casteele, Hans Bonte et Yvan Mayeur.

01.31 Daan Schalck (SP): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, het verheugt mij dat het thema verkeersveiligheid specifiek in de regeringsverklaring aan bod komt. Ik denk dat het een vorm van openheid is van deze regering, nu we al voor het tweede jaar zien dat zij een aantal punten naar voren durft schuiven waarin grotere vooruitgang moet worden geboekt dan wat we tijdens de

01.31 Daan Schalck (SP): Je me réjouis que le gouvernement soit déterminé à prendre des mesures dans le domaine de la sécurité routière. En 1996, la tendance à la baisse du nombre de victimes

laatste twee jaar hebben vastgesteld. Voor verkeersveiligheid is dat zeker het geval.

Ik wil u een paar cijfers meegeven. We zien dat het aantal verkeersslachtoffers tussen 1990 en 1996 sterk is teruggelopen. Het aantal doden daalde met meer dan 30% en het totaal aantal slachtoffers met ongeveer 25%. Die trend houdt op in 1996, wanneer een stagnatie en zelfs een lichte stijging valt op te tekenen.

Mevrouw de minister, u bent als enige bevoegde minister in deze materie hier aanwezig. Wij zijn er ons heel goed van bewust dat vooruitgang op het vlak van verkeersveiligheid niet alleen uw verantwoordelijkheid is. Wij rekenen op u om daarin het voortouw te nemen en belangrijke initiatieven voor te stellen, maar als men op het vlak van handhaving en justitie niet mee wil, zullen we in België weinig of geen vooruitgang kunnen boeken. Als de regering het thema van de verkeersveiligheid zo op het voorplan brengt, hoop ik ook dat het een bezorgdheid van de hele regering zal zijn en niet alleen van u. Iedereen die met de problematiek bezig is, ziet toch in dat die samenwerking nodig zal zijn.

Mevrouw de minister, wij stellen samen vast dat de afgelopen twee jaar een en ander is bestudeerd. Sommige zaken werden in overweging genomen, maar op het veld is nog niet zoveel gebeurd. We hebben een goed koninklijk besluit inzake het gsm-gebruik. U hebt ontwerpen van koninklijk besluit over de fietsers en de schoolomgevingen, maar op die punten hebben we goede resultaten kunnen bereiken doordat u met het Parlement hebt samengewerkt. De initiatieven zijn telkens uit het Parlement gekomen. Collega Coenen, collega Vanoost en ikzelf hebben voor de fietsers een voorstel uitgewerkt en voor de schoolomgevingen heeft vooral toenmalig senator Lindekens de zaken in gang gestoken. In die dossiers kunnen we toch zien dat tussen het Parlement en de regering een goed samenspel mogelijk is.

Het is heel belangrijk om dat samenspel uit te breiden en op een groot aantal andere thema's toe te passen, zeker als ik zie wat nu in de regeringsverklaring staat. De regering wil een systeem van administratieve boetes invoeren, zij wil de pakkans vergroten en zij wil overwegen om gemeenten die inspanningen doen op vlak van verkeersveiligheid een deel van de inkomsten te laten houden. De vervangende gevangenisstraf wil men omzetten in een daadwerkelijke intrekking van het rijbewijs, zelfs als men hiervoor op bepaalde momenten het voertuig moet vastleggen. We zien immers dat veel mensen wiens rijbewijs is ingetrokken, toch blijven rijden. De controle daarop is zeer moeilijk.

Stuk voor stuk zijn dat zaken waarover in dit Parlement al wetsvoorstellen zijn ingediend, zowel door de meerderheid als door de oppositie. Ik verwijs ook graag naar een aantal voorstellen inzake rijopleiding. Er is een resolutie over fietsers en in de Senaat ligt een wetsvoorstel van SP en Agalev op tafel om de dodehoekspiegel verplicht te maken. Wij beschikken over voldoende teksten die ons toelaten om samen met de regering vooruitgang te boeken. Wij moeten hiervoor niet al ons huiswerk opnieuw doen. Ik hoop dat u op deze uitnodiging wilt ingaan en het Parlement daarbij nauw zult betrekken. Ik spreek over mensen van verschillende partijen. Het is zeker niet alleen eigen lof dat ik hier breng.

d'accidents de la route s'est malheureusement interrompue. Par conséquent, une action urgente s'impose. Pour la mener, la ministre Durant a besoin d'être aidée par le département de la Justice. Au cours de ces deux dernières années, beaucoup d'études ont été consacrées à ce fléau et une série d'arrêtés royaux utiles ont déjà été pris. Le Parlement en a plusieurs fois été l'instigateur. Il faut augmenter encore cette complicité entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. A l'heure actuelle, il existe suffisamment de propositions de loi pour enregistrer rapidement des résultats dans les domaines que le premier ministre a énumérés hier: le rétroviseur annulant l'angle mort, le retrait du permis de conduire, etc.

La proposition du ministre flamand, M. Stevaert, visant à limiter la vitesse maximale sur les routes provinciales à 70 km/h a été très critiquée. Mais nous, nous en sommes partisans.

C'est une bonne chose que le gouvernement ait conscience qu'en matière de sécurité routière, il a un retard à rattraper. C'est un thème qui tient beaucoup à cœur à nos concitoyens.

J'espère que votre parti et le nôtre, le SP, pourront encore mener à bien une série de réformes avant que le temps qui nous reste soit écoulé. C'est la raison pour laquelle nous ne devons pas perdre de temps à refaire ce que nous avons déjà fait, les propositions adéquates étant déjà prêtes.

Ik hoop ook dat we een aantal nieuwe zaken op een objectieve manier kunnen bekijken. Ik weet dat er veel kritiek is geweest toen Vlaams minister Stevaert zijn idee lanceerde om op secundaire wegen een snelheidsbeperking van 70 kilometer per uur als regel in te voeren.

Wij zijn er nog altijd van overtuigd dat de regel beter 70 km per uur zou zijn en de uitzondering 90 km per uur. Op welke wijze dat in reglementen moet worden gegoten moet worden besproken, maar over het principe mogen er geen taboes bestaan. Immers, we zien vandaag dat snelheid nog steeds de voornaamste oorzaak is, zeker van de zware ongevallen en ongevallen met gekwetsten en doden. Het is voornamelijk de overdreven snelheid die daar de hoofdoorzaak van is.

Mevrouw de minister – en dit is ook een boodschap aan uw collega's –, wij vinden het positief dat deze regering voelt dat ze op het vlak van verkeersveiligheid een inhaalbeweging te maken heeft, dat ze terzake ambitieus is. We hebben niet zoveel tijd meer; de legislatuur is halfweg. Bij alles wat werd ingediend, zowel van oppositie als van meerderheid, zijn er veel goede voorstellen. We moeten daar zonder taboes samen kunnen over spreken. Ik denk dat verkeersveiligheid eigenlijk een thema is waarover niet zozeer de politiek-ideologische discussie moet worden gevoerd. Wij moeten allen inzien dat 1500 doden per jaar in ons land veel te veel is.

Toen minister Verwilghen voor het eerst in zijn veiligheidsplan twee jaar geleden aarzeland meedeelde dat hij ook aan verkeersveiligheid wilde doen, heeft één fractieleider – die nochtans sterk op veiligheid speelt – dat weggehoond met het argument dat mensen daar geen belangstelling voor hebben, dat het niet leeft bij de burgers. Ik denk dat alle studies aantonen dat het wel degelijk bij de mensen leeft, zowel op het vlak van subjectieve als van objectieve veiligheid, dat het zelfs hun eerste bekommernis is.

Mevrouw de minister, samengevat, op het vlak van verkeersveiligheid is de SP met u in blijde verwachting. We hopen oprecht dat het geen ezelsdracht zal worden, maar dat we zeer snel tot wezenlijke resultaten zullen komen.

01.32 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, je suis un peu déçue que le premier ministre ne soit pas là. Je vais dès lors m'adresser à vous, monsieur le président. Savez-vous que cette déclaration gouvernementale est la première de ce troisième millénaire?

Le président: Je vous interromps, je crains qu'il y en ait encore 77 autres avant que ce siècle se passe.

01.33 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Cette déclaration gouvernementale est aussi, sauf si je me trompe, la première qui attire l'attention sur la sécurité routière, qui y est inscrite comme une priorité. Ecolo et Agalev se réjouissent de la décision du gouvernement de s'engager dans une réforme ambitieuse en matière de sécurité routière. Je sais qu'elle est très attendue au Nord du pays mais je crois qu'elle est tout aussi attendue dans le Sud et à Bruxelles. Je voudrais dire qu'en début de cette législature, ce gouvernement avait aussi mis en chantier un énorme plan fédéral de

01.33 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Deze beleidsverklaring is de eerste waarin de verkeersveiligheid als prioriteit naar voren wordt geschoven. Aan het begin van de zittingsperiode wijdde de regering een heel hoofdstuk van haar "Federaal veiligheidsplan" aan

sécurité. Dans ce plan, et j'ai pris la peine de le relire, il y avait un chapitre entier consacré à la sécurité routière et, pour beaucoup, c'était un catalogue de bonnes intentions. Je crois que, deux ans après, du chemin a été parcouru et qu'on arrive à un début de concrétisation.

L'insécurité routière est un véritable problème de société. On a commencé la séance en faisant un hommage à quelqu'un qui a disparu à la suite d'un accident de la route et je dois avouer que c'est une chose qui nous marque tous les jours. La Belgique ne fait pas exception au fait que l'insécurité routière est un problème fondamental dans notre société. Le premier l'a dit dans sa déclaration, la Belgique est même un mauvais élève de l'Europe. Il est donc choquant de commencer une année, par exemple le 1er janvier 2002, en sachant déjà qu'il y aura 1.500 tués en moyenne sur nos routes. Si on met tout cela le même jour, la même heure, cela devient une catastrophe nationale. Je trouve que prendre l'ampleur de ce phénomène est quelque chose qui nous oblige, en tant que politiques, à prendre nos responsabilités.

Il faut diminuer le nombre d'accidents, il faut diminuer le nombre de victimes. Le gouvernement a chiffré l'effort: 33% de réduction du nombre de morts sur les routes d'ici 2006. C'est une manière de dire qu'il faut atteindre un objectif. La Belgique s'inscrit dans le plan européen qui vise à réduire de 50% le nombre de tués d'ici 2010. Nous ne sommes pas les premiers à avoir fait ce genre de proposition puisque l'Angleterre nous sert de modèle, j'ai vérifié. Elle aussi, a mis un objectif: moins 30% de tués sur les routes, moins 50% d'accidents. Elle est arrivée à une moyenne intéressante en matière de résultats.

La réflexion est portée également dans d'autres lieux et par d'autres cercles. Je pense ici aux Etats généraux de la sécurité routière qui nous ont été annoncés et qui avaient été demandés par les parents des victimes de la route. Ce travail est un travail de concertation qui met autour de la table l'Intérieur, la Justice, les grandes villes, les communes, les provinces, les régions, les intervenants de terrain. Et, monsieur Schalck, vous disiez que ce n'est pas que la ministre des Transports qui doit s'occuper de sécurité routière mais que c'est l'ensemble de ses acteurs qui doit essayer d'agir et de réagir.

Dès lors, nous serons très attentifs aux travaux des ces états généraux de la sécurité routière. Déterminer un objectif est facile, encore faut-il se donner les moyens pour l'atteindre.

01.34 Yves Leterme (CD&V): Mijnheer de voorzitter, volgens mevrouw Coenen zeggen wij dat het gemakkelijk is een cijfer en een streefdoel naar voren te schuiven. Zonder al te polemisch te willen overkomen, wil ik beklemtonen dat dit niet het voornaamste bezwaar van de CD&V-fractie is. Vanuit filosofisch-ethisch en menselijk oogpunt voor de vele slachtoffers en hun families is het, mijns inziens, – ik zoek het juiste woord – grotesk om op de kap van dat leed in een beleidsverklaring grote slogans te lanceren over een percentage inzake de daling van het aantal verkeersslachtoffers.

01.35 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): S'il ne s'agissait que de chiffres liés à un objectif à atteindre, je vous rejoindrais tout à fait car derrière chaque accident de la route, chaque victime, il y a des malheurs et des vies qui basculent.

verkeersveiligheid. We kregen een waslijst van goede voornemens, maar intussen zijn we goed opgeschoten. Niettemin blijft België een van de slechtere leerlingen in de Europese klas. Het aantal verkeersslachtoffers moet omlaag. De regering heeft zelfs een streefcijfer vooropgesteld: het aantal doden in het verkeer moet met een derde verminderd worden.

Er is overleg aan de gang tussen de onderscheiden beleidsniveaus, alle betrokken instanties en de actoren in het veld. Het zijn als het ware de Staten-Generaal van de verkeersveiligheid. Over welke middelen beschikken we?

01.34 Yves Leterme (CD&V): Ce n'est pas l'objection majeure. D'un point de vue humain, il est grotesque que le gouvernement utilise la souffrance humaine pour lancer des slogans du type "nous voulons réduire le nombre de morts de la route".

01.35 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Elke dode in het verkeer is er een te veel. Er werden al een aantal maatregelen

Je crois que des décisions sont à prendre collectivement. A ce propos, une série de mesures ont d'ailleurs déjà été engrangées et commencent à porter leurs fruits.

getroffen, die vrucht hebben afgeworpen.

01.36 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mijnheer de voorzitter, als ik de heer Leterme moet geloven, mag de regering in haar beleidsverklaring niet meer spreken over haar streefdoel de kindersterfte te doen dalen. Mogen we niet zeggen dat we de kindersterfte willen doen dalen en de levensverwachting willen verhogen? Mag dit niet gezegd worden? Mogen we niet zeggen dat we het aantal verkeersslachtoffers zullen doen dalen en een streefcijfer voorop stellen?! Als men niet meer weet van welk hout pijlen maken, kan men naar dergelijke argumenten grijpen!

01.36 **Frank Vandenbroucke**, ministre: Ne pourrions-nous donc même plus énumérer nos objectifs, dont la réduction de la mortalité infantile et la diminution du nombre des victimes de la route? J'ai le sentiment que le CD&V ne sait plus quoi faire.

01.37 **Yves Leterme** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, als men na twee jaar nietsdoen plots het probleem ontdekt, is het grotesk dat men in de regeerverklaring niet verder komt dan het lanceren van zo'n doelstelling. Dat is de kern van onze kritiek! Wat het niet meer weten van welk hout pijlen maken betreft, doet minister Vandenbroucke, mijns inziens, aan projectie van zijn eigen problemen terzake.

01.37 **Yves Leterme** (CD&V): Il est grotesque, alors qu'on n'a rien fait pendant deux ans, d'évoquer dans une déclaration gouvernementale un problème dont on vient de découvrir l'existence.

01.38 **Isabelle Durant**, ministre: Il est facile d'affirmer que rien n'a été fait pendant deux ans! Cette affirmation est aussi grotesque que celle sur l'impertinence d'un objectif! Je crois justement que fixer un objectif est une façon de mobiliser - depuis la commune jusqu'au pouvoir fédéral - l'ensemble des acteurs sur la question de la sécurité routière. C'est totalement légitime, utile et intéressant. On le fait dans tous les domaines. Par ailleurs, je vous signale qu'il existe toute une série de décisions qui se prennent en concertation avec les régions et à propos desquelles ces régions omettent souvent de transmettre leur avis en vue de leur mise en œuvre.

01.38 Minister **Isabelle Durant**: Het is al te gemakkelijk om te zeggen dat er twee jaar lang niets is gedaan. U bent degene die grotesk is. Een doelstelling definiëren is een manier om ervoor te zorgen dat er iets beweegt. Bovendien vindt over de hervormingen overleg plaats met de Gewesten.

01.39 **Jef Valkeniers** (VLD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer Leterme, ik wijs erop dat uw fractiegenoot de heer Ansoms een politieke carrière heeft opgebouwd op verkeersveiligheid. Uw partij is jaren aan het bewind geweest. U hebt helemaal niets gedaan, ondanks uw expert!

01.39 **Jef Valkeniers** (VLD): M. Ansoms, qui est membre de votre parti, a bâti sa carrière sur ce thème. Malgré la présence de cet expert dans ses rangs, votre parti n'a rien fait lorsqu'il était au gouvernement.

01.40 **Marie-Thérèse Coenen** (ECOLO-AGALEV): C'est un danger important et le débat qui vient de se dérouler ne sera pas le dernier. Ce sera un sujet intéressant pour la session parlementaire 2001-2002.

Je vous rappelle qu'on s'est déjà préoccupé de la sécurité routière autour des écoles. Je voudrais rappeler aussi la réforme du Code de la route, en cours de réalisation. Cette réforme favorise les deux roues et nous y avons œuvré en commission de l'Infrastructure, M. Schalck en est témoin. Elle privilégie le partage de la route entre les usagers les plus faibles. Nous attendons maintenant l'avis des régions pour aller plus avant.

01.40 **Marie-Thérèse Coenen** (ECOLO-AGALEV): Deze besprekingen bewijzen dat het onderwerp interessant en zorgwekkend is. Wij zijn even bezorgd omtrent de verkeersveiligheid in de directe omgeving van scholen. Daarom wordt in de hervorming van het verkeersreglement de zwakke weggebruiker geprivilegieerd.

Le premier ministre a déclaré l'importance de la formation. Nous suivrons avec intérêt les propositions dans ce domaine, vis-à-vis notamment des jeunes. Ils représentent une catégorie importante

Inzake opleiding zullen wij de voorstellen die worden ingediend, en vooral deze die jongeren en onervaren chauffeurs betreffen,

visée par toutes ces mesures et sont de ce fait un public-cible. Mais ils ne sont pas les seuls et nous souhaitons viser tous les nouveaux conducteurs. L'apprentissage de la conduite est un phénomène qui concerne tout le monde. J'ajouterai une considération sociale à l'accès au permis de conduire: il s'avère en effet un véritable obstacle pour certains sur le plan financier.

En ce qui concerne l'équipement, j'ai entendu que rien n'était fait jusqu'à présent. Je rappelle que l'obligation pour les cars d'installer des ceintures de sécurité est une leçon tirée du tragique accident de l'autobus du patro de Jurbise. C'est en accord avec les parents, les autocaristes, le ministère de l'équipement et l'IBSR qu'une série de mesures ont été prises, entre autres un contrôle accru des conditions de sécurité dans les cars, de leur conformité et de la responsabilité des loueurs. On ne peut pas dire que rien n'a été fait. Des pas ont été faits qui s'inscrivent dans le cadre des règles européennes qu'il convient de respecter.

L'obligation d'équipement d'un miroir "angle mort" est aussi une directive européenne qui progresse. Nous attendons avec impatience sa concrétisation. J'espère qu'après la présidence belge, on pourra avancer concrètement sur ce terrain. Les cyclistes paient en effet un lourd tribut à ce manque d'équipement.

Le gouvernement a prévu la révision de certaines catégories d'infractions. Il ne faut pas tomber dans la situation inverse: renvoyer toutes les infractions à des amendes et à un retrait de permis de conduire. L'esprit qui doit guider cette réforme est évidemment une plus grande responsabilité du conducteur sur les actes qu'il pose et sur ses conséquences. Les infractions mineures doivent pouvoir être transformées en amendes de façon à désengorger les tribunaux.

Je dois dire aussi qu'il est peut-être temps de faire le point avec les tribunaux, afin qu'ils prennent leurs responsabilités par rapport à ces amendes et à ces procès. Voici deux ans, à cause d'un arriéré judiciaire important à Bruxelles, tous ces procès avaient été classés sans suite. C'est la porte ouverte au laxisme et à l'incivisme routier. Ce temps-là est passé. J'aimerais qu'une concertation s'organise entre les différents acteurs de la justice pour qu'ensemble nous construisions une responsabilité citoyenne de la route.

01.41 **Hugo Coveliers** (VLD): Mevrouw Coenen, ik wil u een vraag stellen. De verkeersveiligheid is erg belangrijk omdat het de grootste traumatische doodsoorzaak is, die naast morele pijn ook heel wat geld kost aan onder andere de ziekteverzekering. Het probleem is vooral het vaststellen van die overtredingen. Men kan de wet verstrengen. Men kan de gevangenisstraf vervangen door een onmiddellijke intrekking van het rijbewijs voor een periode langer dan nu, dus niet de 15 dagen verlengbaar tot 1 maand. Het probleem blijft echter de vaststelling. De politie doet dit echter niet graag omdat zij dat niet beschouwt als een deel van de echte politietaak. Daar ligt het probleem. We hebben geprobeerd dit op te lossen door de indiening van een voorstel tijdens de Lambermontbesprekingen, maar door een vergissing van de vier collega's van de toenmalige Volksunie, die met de meerderheid stemden, is dat voorstel niet goedgekeurd. Dat probleem moet opgelost worden. Ofwel moet men de provinciale verkeersseenheden, welke deel uitmaken van de federale politie, die nu nog bestaan maar onderbemand zijn, activeren. Men moet ook

opvolgen. Daarbij willen wij er niettemin aan herinneren dat het financiële aspect de algemene toegang tot het rijbewijs verhindert.

Inzake uitrusting denk ik onder meer aan de veiligheidsgordels in autobussen, waarvoor ook bepaalde maatregelen zijn genomen.

Er kan dus niet worden gezegd dat er niets is gedaan. De Europese richtlijnen worden momenteel in Belgisch recht omgezet.

De regering plant een herziening van de categorisatie van de inbreuken, wat niet betekent dat voor elke inbreuk een boete zal moeten worden betaald. De nieuwe categorisatie moet de rechtbanken ontlasten. De gerechtelijke achterstand rechtvaardigt geen sepot van alle processen-verbaal. Bijgevolg dient met de gerechtelijke overheden te worden overlegd.

01.41 **Hugo Coveliers** (VLD): La sécurité routière revêt une très grande importance car le trafic est la première cause de décès traumatique. A mon avis, le problème réside dans la constatation des infractions. Il convient, d'une part, de redynamiser les unités provinciales chargées de la circulation routière et, d'autre part, d'accroître l'efficacité de la perception des amendes. Cette perception doit être confiée non pas aux tribunaux de police, mais à des huissiers de justice ou à un bureau de recouvrement.

een systeem vinden om het innen van de boetes te verhogen. Daar zijn er zijn twee mogelijkheden. De eerste mogelijkheid is dat er onmiddellijk een deurwaarder wordt gestuurd wanneer de geldboetes niet betaald worden. De tweede mogelijkheid is dat er gewerkt wordt via een incassobureau of dat een dienst wordt opricht om de boetes te innen. Als men telkens via de politierechtbank gaat, dan ontstaat er opnieuw hetzelfde probleem, de parketten zullen de zaak seponeren omdat dat voor hen geen prioriteit is. Daarom is de vaststelling en de uitvoering van de sanctie, geen gevangenisstraf want daarvoor is toch geen plaats, het knelpunt.

01.42 Isabelle Durant, ministre: Monsieur Coveliers, la philosophie qui nous anime est précisément celle que vous venez de soulever. Cela n'a pas été voté lors des accords du Lambermont mais à présent, le gouvernement fédéral veut responsabiliser et faciliter la tâche de tous les acteurs, à savoir les régions, les communes et les gestionnaires de voiries. Nous voulons lever les freins qui empêchent la prise de responsabilité des différents acteurs. Ils sont les mieux placés pour identifier les points noirs, opérer les contrôles et définir les mesures à mettre en œuvre.

Quant à votre question relative à l'établissement des infractions, nous voulons précisément catégoriser les infractions de manière à ce que, par exemple, les excès de vitesse ne soient plus considérés de la même manière que les autres infractions. Aujourd'hui, qu'on dépasse la vitesse autorisée de 10 kilomètres à l'heure ou de 60 kilomètres à l'heure, la différence n'est pas suffisante. Une catégorisation est donc nécessaire pour modifier ensuite la manière de sanctionner. On peut, par exemple, promouvoir le retrait du permis de conduire en tant que peine principale plutôt que la peine de prison ou l'amende qui la remplace. Il faut envoyer des signes aux automobilistes. C'est dans ce sens-là que nous voulons travailler.

Je compte bien transférer ce règlement complémentaire sous la tutelle des régions afin de faciliter sa mise en œuvre par les communes et les régions.

01.43 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, je conclus mon intervention. Ce débat a mis en évidence deux points que je voulais soulever. Je ferai encore deux remarques. Tout d'abord, nous avons un bon outil, à savoir l'IBSR. On peut augmenter les contrôles, modifier les amendes et opérer dans beaucoup de secteurs mais je pense qu'il faut aussi veiller à éduquer, informer et conscientiser chacun d'entre nous puisque, tous, à un moment donné, nous sommes conducteurs d'une voiture et pouvons participer à l'insécurité routière.

Cet outil doit être développé afin d'agir davantage sur le comportement des citoyens. C'est un travail de longue haleine auquel tout le monde est appelé à œuvrer. Je suis d'ores et déjà très intéressée par les travaux prévus dans le cadre de la commission de l'Infrastructure.

De **voorzitter**: Collega's, voor vanavond zijn nog zeven sprekers op de sprekerslijst ingeschreven. Voor morgenvoormiddag zijn er tien sprekers en negen voor morgennamiddag. Ik zou graag het hoofdstuk solidaire samenleving deze avond gezamenlijk afhandelen, zoniet komen wij morgenvoormiddag in tijdsgebrek. Morgen in de voormiddag komen de thema's modernisering van het overheidsapparaat, justitie en politie aan bod, in de namiddag de maatregelen ter versterking van de economie en dies meer.

01.42 Minister Isabelle Durant: De filosofie van de federale overheid op dit gebied komt neer op een responsabilisering en verlichting van de taken van alle betrokkenen.

Wat het vaststellen van overtredingen betreft, wensen wij deze op een andere wijze in te delen om vervolgens de sancties aan te pakken. Bovendien zijn wij van plan de Gewesten een aanvullend reglement in het kader van de tenuitvoerlegging van de hervormingen te bezorgen.

01.43 Marie-Thérèse Coenen (ECOLO-AGALEV): Wij beschikken daartoe over een uitstekend werktuig, namelijk het BIVV dat iedere automobilist kan informeren en "bewustmaken". Onnodig te zeggen dat dit een werk van lange adem is waaraan elkeen verzocht wordt zijn medewerking te verlenen. De werkzaamheden gaan weldra van start bij de commissie Infrastructuur, wat ons verheugt.

Pour ce soir, je souhaiterais que l'on entende les sept collègues inscrits sur la liste, du moins les six qui sont présents dans cet hémicycle, au sujet du chapitre qui concerne Mme Aelvoet, M. Vandenbroucke, ainsi que le vice-premier ministre.

01.44 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer de voorzitter, excellenties, collega's, ik hoop dat u nog de moed kunt opbrengen en het fysiek aankunt om het belangrijke debat over de ziekteverzekering en het sociaal beleid van de regering, punten die centraal staan in de regeringsverklaring, op dit late uur te voeren.

De CD&V-fractie zal zich beperken tot een bespreking van de tekst over de ziekteverzekering, hoewel het sociaal beleid veel ruimer is. In ieder geval zullen wij naar aanleiding van de begrotingsbespreking andere aspecten van het sociaal beleid te berde brengen.

De ziekteverzekering ligt reeds enkele weken in het brandpunt van de politieke belangstelling. Het begon met de artsenstaking in september. Die zal eind deze maand worden herhaald en ongetwijfeld nog uitbreiding nemen. Zo zal ze zich niet meer alleen richten tegen de besparingen in de klinische biologie, de radiologie en de nefrologie, maar ook tegen een al te krap globaal budget van de ziekteverzekering. Daaraan gekoppeld is er het dreigement van de specialisten om de conventie massaal te verbreken, wat de 7 kinesistenverenigingen reeds ten uitvoer hebben gebracht. Nog vanmorgen las ik in de Artsenkrant een oproep om de conventie massaal te verbreken als signaal dat artsen zich niet akkoord verklaren met de aan de ziekteverzekering veel te krap toegemeten middelen.

Dat is niet niets. Herinner u dat de conventie een akkoord over de tarieven inhoudt dat normaal loopt tot eind 2002. Een massale deconventionering zal - dat kan niet anders - zorgen voor financiële onzekerheid bij de patiënten, reden waarom we trouwens jaar na jaar zo bekommerd zijn om een akkoord tot stand te brengen. Als gevolg van de huidige ontreddering in de ziekteverzekering lopen de patiënten het meeste risico om de dupe van het spel te worden. Dat is onaanvaardbaar.

Alles is begonnen met het crisisje rond de zorgverstrekkers. Dat kleine brandje kon de minister nog beheersen door een gebaar te stellen voor de nefrologen, wat gedeeltelijk werd gewaardeerd. Maar, onder andere door het standpunt dat de VLD heeft ingenomen, is de situatie zo ontspoord dat het echt slecht gaat en dat de dokters dreigen de conventie op te zeggen.

01.45 Minister Frank Vandenbroucke: Mijnheer de voorzitter, ik wens met de heer Goutry geen polemieken aan te gaan. Toch onderbreek ik hem even omdat het, mijns inziens, noodzakelijk is een verduidelijking te geven bij de conventie, een onderwerp dat ongetwijfeld nog dikwijls zal terugkomen.

Ten eerste, eigenlijk is het op zich niet zo vreemd dat de kinesitherapeuten via hun organisaties laten weten de conventie te zullen opzeggen, omdat ze over een nieuwe conventie willen onderhandelen. Nog vóór de organisaties hun dreigement hadden verwoord, heb ik de vertegenwoordigers ontmoet en hen meegedeeld dat een nieuwe conventie een lange discussie zou vergen, omdat er

01.44 Luc Goutry (CD&V): Cette déclaration gouvernementale accorde une large place à la politique sociale. Dans ce cadre, l'accent est surtout mis sur l'assurance-maladie, même si celle-ci n'est pas le seul aspect abordé. La grève des médecins s'étend. L'ensemble du secteur proteste contre le budget étriqué qui lui est attribué. Les kinésithérapeutes résilient la convention. Les syndicats de médecins appellent leurs affiliés à faire de même. L'accord tarifaire en vigueur vaut jusqu'à fin 2002 et offre aux patients une sécurité sur le plan des tarifs pratiqués. Le malaise actuel aura pour conséquence que les patients seront les victimes des résiliations massives de la convention.

01.45 Frank Vandenbroucke, ministre: Les kinésithérapeutes ont voulu résilier la convention existante dans le but d'en négocier une nouvelle. Je comprends leur réaction.

Mais je suis préoccupé parce que les kinésithérapeutes ont tout de même résilié la convention actuelle alors qu'ils savent pertinemment que la signature

een nieuwe nomenclatuur in de kinesitherapie nodig is. Inderdaad, we staan daar enerzijds voor paradoxen, on vervulde behoeften en anderzijds een verspilling van middelen. De kinesisten hebben echter via hun organisaties toch de conventie opgezegd, wetende dat ze niet in enkele weken uit de discussie zijn en heel veel tijd nodig hebben om tot een nieuw tariefakkoord te komen.

Als dat maar voor enkele weken was, was er geen groot probleem. Meer zelfs, dat behoort tot de normale procedure. Dat ze de conventie hebben opgezegd, wetende dat er heel wat tijd zal overgaan vooraleer we er een nieuwe tot stand kunnen brengen, heeft mij ten zeerste teleurgesteld, want zulks leidt tot tariefonzekerheid voor de patiënt gedurende een langere periode.

Volgens mij was het van de kinesisten niet verstandig om die stap te zetten. Het is natuurlijk wel hun recht. Dat is de huidige situatie.

U hebt gelijk dat de oproep tegenover de artsen is gelanceerd. Ik wil toch onderstrepen dat de regering voor overleg blijft kiezen. Enkele weken geleden stelde ik een nota ter beschikking van de artsen, de ziekenfondsen en de ziekenhuisbeheerders. Op basis van die nota heeft de regering vandaag opnieuw opgedragen om het overleg verder te zetten. Tot nu toe is het overleg niet slecht gelopen. Het overleg is natuurlijk moeilijk in een context van beperkte middelen waarbij niet alle problemen met geld toegedekt kunnen worden. Het overleg loopt nu echter wel. Ik wens dat het overleg alle mogelijke kansen krijgt. De regering biedt tijd tot 1 november 2001. Of men effectief zal deconventioneren, zal van dat overleg afhangen.

Ik wil u hiermee op geen enkele manier verbeteren of voor polemiek zorgen. Volgens mij zijn die twee informatiepunten wel van belang omdat de thema's conventie en deconventionering in het debat nog wel zullen terugkeren.

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, uw onderbreking maakt natuurlijk deel uit van het debat. Alleen op die manier verkrijgen we een dialoog.

01.46 Jef Valkeniers (VLD): Mijnheer Goutry, u zegt dat het feit dat een aantal geneesheren deconventioneren een grote tariefonzekerheid teweegbrengt. Ik zou dat echter niet overdrijven. Heel veel geneesheren zijn binnen het ziekenhuis verbonden door een contract waarin gestipuleerd is dat zij, geconventioneerd of niet, de officiële tarieven moeten toepassen. Geneesheren die dat niet doen, lopen het risico te worden ontslagen. Spreken van tariefonzekerheid lijkt mij dus wat overdreven.

01.47 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer Valkeniers, ik wil helemaal niet overdrijven. Ik schets alleen het kader van de laatste weken. Dat moet ook niet worden toegedekt. Het noopt ons tot grote bezinning. Ik weet ook dat enige relativisering nodig is. Evenwel vragen rijzen bij het lezen van zulke oproepen.

Gelukkig meldt de minister dat er op dit ogenblik nog overleg plaatsvindt. Dat wist ik eerlijk gezegd niet en het is ook niet meer uit te maken.

d'un nouvel accord devra être précédée d'une très longue discussion vu la nécessité d'élaborer une nouvelle nomenclature.

Le gouvernement préfère la concertation avec les médecins. Toutefois, les moyens disponibles étant limités, cette concertation est difficile. Le gouvernement a accordé aux médecins un délai de réflexion qui arrivera à échéance le 1^{er} novembre. L'abandon éventuel de la convention dépendra du résultat de cette concertation.

01.46 Jef Valkeniers (VLD): N'exagérons pas le nombre de médecins qui se déconventionnent. De nombreux médecins travaillant en milieu hospitalier sont liés par un contrat qui les oblige à se conventionner ou à respecter ces tarifs. S'ils ne respectent pas ces obligations, ils risquent de perdre leur contrat.

01.47 Luc Goutry (CD&V): Je ne savais pas que ce sujet faisait toujours l'objet d'une concertation. Je note d'autre part que le but de la manœuvre est d'économiser 1,8 milliard. En ce qui concerne les kinésithérapeutes, cela représente une baisse de 13% à prestations égales. Je me demande par ailleurs comment il sera possible

Ik wil nog even terugkomen op de kinesisten. Er is meer aan de hand. Ik zie dat u 1,8 miljard bespaart op een budget van 15 miljard. Dat is een besparing van 13%. Ik vind het normaal dat de mensen hun conventie daarom opzeggen. Zo'n aankondiging veroorzaakt volgens mij onrust. U hoopt zelf dat deze situatie niet te lang duurt, maar u zegt daarentegen wel dat het toch langdurig zal zijn. Ik heb gelezen dat alles tegen 1 februari 2002 afgerond zal moeten zijn. U hebt dus nog maar ongeveer drie maanden om de hele nomenclatuur van de kinesisten te herzien. U moet ervoor zorgen dat u het nodige geld binnenhaalt in 2002. Met 13% minder moeten zij de koek toch kunnen blijven verdelen. Als kinesist zou ik zelf ook eerder geneigd zijn om mij bij het protest aan te sluiten. Op dit ogenblik zijn zulke beslissingen niet te nemen. U vraagt van de kinesisten een blanco cheque. Momenteel is er geen enkele garantie. Alle besprekingen moeten nog starten. We weten alleen dat een besparing van 1,8 miljard frank vastligt. In uw teksten legt u uit hoe u die besparing wilt realiseren.

01.48 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mijnheer Goutry, de organisaties van kinesisten hebben de conventie opgezegd voor we de begroting hebben vastgesteld. Ik had hen gezegd dat er volgens mij een rationalisering moest gebeuren.

Ik heb echter het volgende duidelijk willen maken. Op zichzelf is de opzegging van een conventie door de kinesisten niet zo vreemd. Het is bijna een technische maatregel omdat iedereen weet dat we een maand later een nieuwe conventie hebben. De situatie is problematischer als men weet dat men voor een moeilijke discussie staat die lang zal duren. Om die reden wil ik snel voortgang maken in die nieuwe nomenclatuur. In de verpleegkunde werken we op dezelfde manier. In maart 2001 stuurde ik een brief naar de heer Maes, voorzitter van de conventiecommissie met de verpleegkundigen. In die brief schreef ik dat we de hele nomenclatuur van de verpleegkundigen grondig moeten herzien. Met de kinesisten doe ik nu precies hetzelfde. Het was daarvoor niet nodig om de conventie op te zeggen. De kinesisten hebben dat ook niet gedaan als protest tegen een besparing. Zij hebben de conventie op voorhand al opgezegd. Dat betreurt ik. We zullen de zaken wel moeten proberen te besturen met dat gegeven. Met deze uitleg wilde ik de chronologie weergeven.

01.49 **Luc Goutry** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik moet nog tot de kern van mijn betoog komen. Wat trouwens het klimaat mee heeft verziekt – niet dat het hele systeem ziek is, maar we zijn het er wel over eens dat het klimaat er rond verziekt is – is de nooit geziene cijferdans rond het budget. Wij hebben bedragen gehoord van 586 miljard tot 620 miljard. De afgelopen weken heb ik zowat alles gelezen. Het ergste is wel dat ook het verzekeringscomité hopeloos was verdeeld en verschillende pogingen heeft gedaan om een beslissing te nemen, maar daar uiteindelijk niet toe in staat bleek. Het verzekeringscomité heeft dus geen beslissing over het budget genomen. Dit is een zeer betreurenswaardige primeur. Het is nog nooit gebeurd dat het verzekeringscomité niet tot een uiteindelijk advies over het budget kon komen. Dit is mijns inziens een aantasting van het overlegmodel zoals we het nu kennen.

Collega's, in zo een uitzonderlijke en te mijden situatie moet de regering op voorstel van de minister van Sociale Zaken een beslissing

de revoir la totalité de la nomenclature en à peine trois mois.

01.48 **Frank Vandenbroucke**, ministre: Les organisations de kinésithérapeutes ont dénoncé la convention avant que nous n'ayons élaboré le budget. Mon problème est qu'ils l'ont fait alors qu'ils savaient que de longues négociations les attendaient. Il était trop tôt pour protester. Je le regrette.

01.49 **Luc Goutry** (CD&V): Le climat s'est dégradé et cette évolution est liée à la valse des chiffres autour du budget. Le comité d'assurance était désespérément divisé et n'a pas été en mesure d'émettre un avis sur le budget définitif. Cela ne s'était encore jamais produit. En pareil cas, il appartient au ministre de prendre la décision. C'est en définitive M. De Gucht, le président du VLD en personne qui a tranché. Il estimait que 568 milliards étaient plus que suffisants. Sa proposition implique une économie minimale de 30

nemen. De minister van Sociale Zaken heeft ook zelf gezegd dat hij uiteindelijk zelf de beslissing zou nemen. Wij stellen echter vast dat dit niet is gebeurd. Het is niet de minister, maar blijkbaar de op dit ogenblik machtigste man van Vlaanderen die de uitkomst heeft geforceerd. Niemand minder dan uw welbekende vriend, mijnheer Coveliers, de heer De Gucht, heeft zich blijkbaar via een spoedcursus de materie eigen gemaakt en heeft beslist dat 568 miljard volstond. De heer De Gucht, een man die uiteraard al jaren met het dossier vertrouwd is, heeft dat even nagerekend en is tot de conclusie gekomen dat 568 miljard het budget zou zijn.

De dramatiek, mijnheer Coveliers, bevindt zich niet alleen in dit totaal absurd, onhaalbaar en uitermate misplaatst voorstel, maar ook en vooral in de achterliggende visie. Die visie beangstigt mij, ook omdat geen van de parlementsleden de heer De Gucht heeft tegengesproken. Ik heb de heer Valkeniers, mevrouw De Block, mevrouw Avontroodt in beeld gezien, netjes op een rijtje, geflankeerd door de heer De Gucht, die het hoge woord voerde over de ziekteverzekering, zijn specialiteit. In plaats van hem tegen te spreken, hebben ze enkel bevestigd wat hij in al zijn wijsheid vertelde.

Het voorstel van de heer De Gucht, ondersteund door de heer Valkeniers, mevrouw De Block en de anderen, komt neer op een besparing van minstens 30 miljard. Het kostenplaatje was immers al gemaakt en het RIZIV had zijn technische raming al gemaakt. Rekening houdend met de index, met de groeinorm, met de overschrijdingen dit jaar – allemaal objectieve factoren – rekening houdend met de 12 miljard die we nodig hebben voor het beleid van de minister, zoals de invoering van de maximale factuur, komt men aan een bedrag van 590 miljard. We hebben dat al tien keer berekend en telkens komen we op dat bedrag uit.

De heer De Gucht, in al zijn kennis en wijsheid, zegt echter dat het 568 miljard zal zijn en geen frank meer. Dit is niet realiseerbaar, tenzij men uiteraard hele onderdelen van de ziekteverzekering schrapt. Zo kan men een derde van het geneesmiddelenbudget schrappen ter waarde van 30 miljard. Of men schrapt de thuisverzorging, waarvoor de kosten 25 miljard bedragen. Ook kan men de betalingen voor de rust- en verzorgingstehuizen schrappen. Dan bespaart men 31 miljard. Men kan ook het budget van de kinesisten en van de tandartsen schrappen, kostprijs: 30 miljard.

01.50 Jef Valkeniers (VLD): Indertijd heeft premier Dehaene gesproken over budgetten van 4 miljard. Ik heb hem toen gezegd dat hij wel wist waarmee hij begon, maar niet waarmee hij zou eindigen. Daarom zitten we nu met die 30 miljard. Toen had men eens moeten nadenken, mijnheer Goutry. Toen u aan de macht was, hebben u allerhande nieuwe uitgaven gecreëerd die nu niet meer in de hand te houden zijn.

U hebt hier nog gepleit voor een nieuw ziekenhuis in Dilbeek.

01.51 Luc Goutry (CD&V): Het jammerlijke van de zaak is dat u niet eens reageert op wat ik hier zeg.

01.52 Jef Valkeniers (VLD): Sorry, de heer Coens zaliger, de heren Diegenant en Desaeqher hebben hier in dezelfde vergadering gepleit

milliards. Il est manifeste que ce chiffre ne pourra être atteint. Il représente tiers du budget consacré aux médicaments ou encore la totalité du budget des soins à domicile.

01.50 Jef Valkeniers (VLD): Les MSR ont été instaurées par M. Dehaene qui avait estimé qu'elles nécessiteraient 30 milliards. Aujourd'hui, les MSR requièrent plus de 30 milliards. J'avais mis en garde contre cette situation. Votre parti a mené une politique de la santé injustifiée et, surtout, financièrement intenable.

voor een nieuw ziekenhuis in Dilbeek, zes maanden voor Dehaene een moratorium heeft ingevoerd dat uiteindelijk 16.000 bedden minder heeft geproduceerd. Laat ons eerlijk zijn, bepaalde van onze kritieken zijn zeker goed geplaatst. U hebt geen gezondheidsbeleid gevoerd. Het gevolg daarvan is de factuur die we vandaag zien. Als het over privatisering gaat, bent u huichelaars want uw ziekenfonds is vandaag de eerste om de mensen een hospitalisatieverzekering aan te smeren. Uw vakbond is de eerste om in de CAO's al de gemeenten en OCMW's te verplichten om voor al hun personeelsleden een hospitalisatieverzekering af te sluiten. Is dat een tweede pijler of niet?

01.53 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer Valkeniers, is het niet veel huichelachtiger dat u, als lid van een regeringspartij, vooraan zit op een persconferentie om minister Vandenbroucke af te schieten terwijl u vijf minuten later met evenveel gemak schiet op de CVP? U schiet dus op iedereen, dat is de conclusie.

01.53 Luc Goutry (CD&V): Je constate que M. Valkeniers tire sur tout ce qui bouge: lors de la conférence de presse, il se trouvait aux premières loges pour critiquer le ministre Vandenbroucke. A présent, il attaque le CV&D.

01.54 Jef Valkeniers (VLD): Ik heb eenvoudigweg gezegd dat de stijging exorbitant was. Iedereen was het daarmee eens.

01.55 Luc Goutry (CD&V): U hebt gezegd 568 miljard frank. U moet zich nu niet verbergen.

01.56 Jef Valkeniers (VLD): Wij hebben gezegd dat dit een heel stuk meer is dan de 2,5% en de inflatie. Dat hebben wij inderdaad gezegd. Ik denk dat onze houding heel duidelijk was. Het was een signaal aan de minister van Sociale Zaken om aan te geven dat er ingrijpende maatregelen moesten worden genomen om het budget eindelijk onder controle te brengen. Wij willen de ziekenkas redden en ervoor zorgen dat er geen privatisering nodig is. Als u zo blijft voortdoen zonder een beleid en steeds nieuwe maatregelen creëert, onder meer bij onderhandelingen, dan zullen wij niets anders kunnen krijgen dan geneeskundige tweespalt.

01.56 Jef Valkeniers (VLD): Notre attitude visait à envoyer un signal au ministre des Affaires sociales pour qu'il prenne des mesures le plus rapidement possible, précisément parce que nous voulons sauver l'assurance maladie. Nous ne souhaitons pas aboutir à la privatisation.

01.57 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer Valkeniers, ik kan het niet laten even te reageren op uw fameuze uitval naar premier Dehaene, niet dat ik hem moet verdedigen, want hij kan dat zeker zelf. Wat de RVT's betreft, dit is gebeurd in 1986. Ik was toen nog geen lid van het Parlement maar ik heb wel het dossier gevolgd. Premier Dehaene heeft toen de V-bedden in een ziekenhuis aan een gemiddelde ligdagprijs van 5.000 frank omgevormd tot RVT-verblijven voor een forfait van 1.800 frank. Hij heeft dus de prijs verlaagd van 5.000 frank tot 1.800 frank en u noemt dat een domme beslissing. Amaai.

01.57 Luc Goutry (CD&V): Je tiens d'ailleurs à souligner qu'à l'époque, le ministre Dehaene avait transformé les lits de soins à 5000 francs la journée d'hospitalisation en lits MRS, au forfait de 1800 francs. L'idée n'était-elle pas excellente?

01.58 Jef Valkeniers (VLD): Mijnheer Goutry, dat teveel aan bedden ontstond onder meer in uw provincie waar elke gemeente over twee ziekenhuizen beschikte, een privé en een officieel.

01.58 Jef Valkeniers (VLD): Mais c'est le CVP qui est à l'origine du nombre excessif de lits!

01.59 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer Valkeniers, als u een budget van 568 miljard frank vooropstelt, zou het veel interessanter zijn als u mij zegt welk pakket u gaat schrappen. U moet immers 13 miljard frank besparen. Daar antwoordt u echter niet op. Gaat u soms een van de dingen schrappen die ik hier vermeld heb? Hoe gaat u dat doen? Het is mij duidelijk dat dit alleen de vroegere stelling voedt dat de VLD kiest voor een minimale solidariteit als het erop aankomt. Draai en

01.59 Luc Goutry (CD&V): La question subsiste: comment le gouvernement compte-t-il économiser ces 30 milliards de francs? On opte pour une couverture de base en matière d'assurance maladie et on

keer het zoals u wilt, u kiest voor een beperkt basispakket. Alles wat men meer en beter wil verzekeren, moet men maar via de privé-verzekeringsmarkt opvangen. We hebben dat gezien in de nota die dan maar vlug vernietigd is. Dokter Vanhemelen is dan weggestuurd van het kabinet van de premier. Als er zo'n nota is, dan geeft dat aan dat er vuur is waar er rook is. Niemand vindt zoiets uit voor zijn plezier. Dat gebeurt altijd omdat er ideeën gevraagd worden. Ik heb die nota in mijn bezit en heb de tekst gelezen van A tot Z. Als men hier iets van weet, dan voelt men wel wat de ondertoon is van de inhoud. De conclusie is dus dat de maskers zijn afgevallen en dat de ware aard van de VLD bovenkomt. Zoals we democratische en niet-democratische partijen hebben, zo hebben we ook sociale en asociale partijen. Dat is de waarheid. Mijnheer Valkeniers, u hebt in de commissie op uw lip gebeten. U hebt moeten zwijgen. U was erg boos in de commissie maar u mocht niets zeggen over de roodgroene aanpak want u zat mee in de meerderheid. Nu is het duidelijk te veel geworden. Nu bent u losgebarsten maar u doet alleen aan overacting.

Wat u doet, is misplaatst. Wat jullie doen, trekt op niets. Als partij van de dokters jaagt u zelfs de dokters tegen u in het harnas. Mijnheer Valkeniers, het is ongelooflijk dat u en uw collega De Block als dokters dit toelaten. Moest ik dokter zijn, zou ik dergelijke uitspraken nooit doen. (...)

Mijnheer Valkeniers, u mag het gaan uitleggen. Ik zal u niet komen helpen.

01.60 De **voorzitter**: Mijnheer Valkeniers, u hebt een stem die een micro overbodig maakt.

01.61 **Luc Goutry** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, uw partijvoorzitter, De Gucht, uitte zijn ware gevoelens tegenover minister Vandenbroucke en de socialisten. Hij gebruikte woorden als "onbekwaam", "wildgroei" en "Vandenbroucke neemt alleen sympathieke maatregelen". Tot zover de woorden van De Gucht. Mijnheer de minister, dat zijn dingen die ik over u nog nooit heb gezegd. U hebt zich ooit boos gemaakt omdat ik mij in een interview met De Artsenkrant lichtjes sceptisch over u had uitgelaten. U heeft mij toen de volle laag gegeven. Ik begrijp niet dat u nu in volle vriendschap met mijnheer Valkeniers, mevrouw De Block en mijnheer De Gucht kunt omgaan. Ik lees ook dat de VLD-jongeren zeggen, ik citeer: "Wanbeheer wordt beloond". Ik heb voor minder gevochten! (*Gelach*) Diezelfde VLD-jongeren zeggen ook nog, ik citeer: "Goede plannen moeten wijken". Mijnheer Valkeniers, zij begrijpen niet dat uw plan moet wijken. Met Vandenbroucke moet het volgens hen faliekant aflopen.

Mijnheer Coveliers, deze coalitie is verworpen tot een schijnhuwelijk. (...)

De **voorzitter**: Collega's, wij zijn allemaal jong geweest en wat we toen over onze eigen partij hebben gezegd, zou een anthologie kunnen worden.

01.62 **Luc Goutry** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, we zijn ongelooflijk geschrokken door de gebeurtenissen van de laatste weken. Ik hield het niet voor mogelijk. Eigenlijk verwondert het me ook weer niet. Toen de heer Chevalier in 1994 pas was overgelopen naar de VLD zat hij een werkgroep voor waarin de ideeën van de VLD op een rijtje

souhaite abandonner le reste aux assurances privées.

Il existe des partis sociaux et asociaux. Deux années durant, les membres du VLD se sont morfondus en commission et aujourd'hui, ils réagissent avec excès.

01.61 **Luc Goutry** (CD&V): M. De Gucht a qualifié le ministre Vandenbroucke d'incompétent et lui reproche de ne prendre que des mesures populaires. Je ne comprends pas comment le ministre fait pour conserver un tel calme. Même les jeunes du VLD ont émis des critiques virulentes. J'en suis déjà venu aux mains pour moins que cela. (*Sourires*) Je ne puis qu'en conclure que les partis de la majorité cherchent uniquement à sauver les apparences.

01.62 **Luc Goutry** (CD&V): Le VLD préconise une solidarité de base et cette volonté figure noir sur blanc dans son projet de 1994. Les socialistes et les Verts étaient

werden gezet. De sociale zekerheid moest worden hervormd. Zij ontvouwd en hun plan voor een volksverzekering. Ik heb dit plan onlangs nog eens nagelezen en daarin wordt gepleit voor een basissolidariteit in de vorm van een basisverzekering, terwijl de rest kon worden overgelaten aan de vrije markt waarin naast vraag en aanbod ook sprake is van franchises, uitsluitingen en risicoselectie. Alles wat meer is dan de basissolidariteit willen jullie zo regelen. Dat staat duidelijk in uw plan van 1994.

Mijnheer Valkeniers, ontkent u dat dit in uw plan staat?

De **voorzitter**: Mijnheer Goutry, u moet de heer Valkeniers niet op stang jagen. Hij kan dat alleen en heeft daarvoor niemand nodig.

01.63 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik zou dit nooit doen.

Collega's, uit machtsongeduld was rood-groen bereid om even aan geheugenverlies te leiden en dit plan van 1994 te negeren. Zodra belangrijke beslissingen moeten worden genomen, merken wij dat het water onpeilbaar diep blijft en dat de oude breuklijnen zich opnieuw in alle scherpte aftekenen. Mijnheer de minister, wat is het standpunt van deze regering inzake sociaal beleid? Cijfers met een verschil van 30 miljard frank kan u toch niet zomaar onder tafel vegen?

Wat is de visie inzake sociale zekerheid, in casu de ziekteverzekering, en wat houdt u eigenlijk op dit vlak nog samen? Ik vraag me dat echt af.

01.64 Minister Frank Vandenbroucke: Mijnheer de voorzitter, het gaat uitstekend. De regering is zeer eensgezind. De visie werd weergegeven in de regeerverklaring van de eerste minister. U kunt zich zo nog lang bezig houden.

disposés à fermer les yeux sur cet aspect en échange d'une participation au pouvoir.

01.63 Luc Goutry (CD&V): Quelle est la vision du ministre concernant la sécurité sociale et, en l'espèce, concernant l'assurance maladie?

01.64 Frank Vandenbroucke, ministre: Le gouvernement est unanime. Sa vision figure dans la déclaration gouvernementale.

01.65 Luc Goutry (CD&V): U hebt daar geen moeite mee?

01.66 Minister Frank Vandenbroucke: Mijnheer Goutry, ik discussieer met u, een lid van de federale Kamer. Ik discussieer met mensen van de Kamer. Ik discussieer met de eerste minister en de andere ministers. Verder discussieer ik niet met iedereen. Er wordt wel van alles gezegd. Wat mij interesseert zijn de discussies die ik heb met u, met andere leden van de Kamer en met de collega's in de regering. Dat interesseert mij. Over de rest kunnen we lang bezig blijven, maar belangrijk zijn de politieke besluiten die de regering neemt. Die zijn duidelijk en krachtig op dit terrein. Ik zal niet herhalen wat de eerste minister heeft gezegd. Hij heeft bijzonder goed gezegd en bijzonder goed samengevat wat het beleid en de visie van de regering zijn.

01.66 Frank Vandenbroucke, ministre: Je discute avec le Parlement et les membres du gouvernement. Je n'interviens pas dans les discussions publiques en tout genre. Seules les décisions du gouvernement importent. Ces décisions sont claires et cohérentes.

01.67 Luc Goutry (CD&V): Het feit dat een coalitiepartner zegt dat u onbekwaam bent, is voor u geen probleem? U gaat over tot de orde van de dag? Toch heb ik u zien staan, mijnheer de minister, eenzaam en verlaten. Verleden jaar werd u bejubeld, nu wordt u verguisd. Dat mag een keer, maar geen tweede keer, dat is duidelijk. Maar u kunt daar tegen. Dat is geen enkel probleem. Zo kennen wij u: een man, mak en barmhartig, de goedheid zelve. U bent trouwens een mens van goede wil, dat is juist. Wij hebben dat al meermaals kunnen

01.67 Luc Goutry (CD&V): Vous devez pourtant faire face à de nombreuses critiques. Vous êtes de plus en plus vilipendé alors que l'année dernière encore, on vous acclamait. Ma mission consiste à montrer que vous avez été rappelé à l'ordre à cause de la polarisation

ervaren. U bent sociaalvoelend, u gaat rond al weldoende. De heer Valkeniers noemde dat op TV: zoals sinterklaas. U hebt er helemaal geen probleem mee dat iemand uit de meerderheid u sinterklaas noemt. Wel, ik zal de analyse maken voor u, als u dat niet doet. U hebt dat wel gedaan, maar tussen vier muren. Natuurlijk doet u dat niet hier in het openbaar, maar dat is wel mijn taak.

Mijnheer de minister, u bent teruggefloten, noch min noch meer. U hebt moeten plooiën en dat gaat tegen uw natuur in. U zag het onheil trouwens al een tijdje aankomen. U hebt zich nog uit alle macht verweerd en dat siert u. Toch bent u het slachtoffer geworden – ik wik mijn woorden, maar ben bijna zeker – van een wellicht door u zelf veroorzaakte polarisatie. Ik heb de indruk dat daar iets gebeurd is, maar misschien komt u dat nog goed uit ook. Nu staat u naar ik vermoed – enigszins in paniek, hoewel u dat goed verbergt – voor een onmogelijke opdracht. Dat is waarmee wij nog zullen lachen in de loop van 2002, mijnheer Coveliers, maar het ontsnapt waarschijnlijk ook aan uw wijsheid. In 2002 zullen wij zien hoe u de 20 miljard frank besparingen die u aan de heer Vandenbroucke oplegt zonder dat die daar een probleem van maakt, zult realiseren. Ik zal dit straks even ontleden en samen met u de oefening maken. Mijnheer de minister, uw budget is niet realistisch.

01.68 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mijnheer de voorzitter, ik wil toch even de puntjes op de i zetten. Het regeringsbeleid, zoals de eerste minister heeft gezegd, bevestigt initiatieven die ik heb genomen lang voor deze publieke discussies op gang kwamen. Het bevestigt ook de agenda voor verandering die ik aan de partners heb voorgelegd, lang voor een aantal polemieken opflakkerden. Ik werd helemaal niet teruggefloten, integendeel. Ik stel vast dat de regering uitdrukkelijk steunt wat ik de voorbije weken en maanden op tafel heb gelegd.

U spreekt over opgedrongen besparingen. Ik heb donderdagavond in het begrotingsconclaaf een lijst van maatregelen voorgelegd. Niemand heeft daar een maatregel aan toegevoegd. Niemand heeft daar een maatregel van geschrapt. Zo gaat dat.

01.69 **Luc Goutry** (CD&V): Zoveel te beter voor u, mijnheer de minister. Wij zullen dat op de voet volgen. Wij zullen kunnen vaststellen of hetzelfde zal gebeuren als met de maatregelen die u voor het jaar 2001 had aangekondigd. Daartegen had waarschijnlijk ook niemand bezwaar. Daaraan zal ook niemand iets hebben toegevoegd of geschrapt. Wij hebben een lijstje opgesteld dat wij u in de commissie zullen voorleggen. Waarschijnlijk zal opnieuw niemand iets toe te voegen hebben.

Mijnheer de minister, ik heb in elk geval met u meegeteld. De 40 miljard frank die u nu meer krijgt, zijn bij voorbaat reeds op aan onder meer de index, de groei van 2,5% en de overschrijving van 15 miljard frank. Onze werkwijze was wel anders, maar het resultaat is hetzelfde, namelijk een onhoudbaar onrealistisch budget.

Erger is – u zult het misschien opnieuw ontkennen – dat wij u uit bezorgdheid al maanden voor het budget-2001 hebben gewaarschuwd. Niemand deed zijn mond open. Ik herinner mij de begrotingscontrole in april 2001 in de commissie. Ik heb toen een vrij gedocumenteerde uiteenzetting gehouden. Niemand heeft daarop

que vous avez vous-même provoquée. Le gouvernement vous impose de réaliser de sérieuses économies. La question qui se pose est de savoir comment celles-ci seront réalisées.

01.68 **Frank Vandenbroucke**, ministre: La politique du gouvernement confirme les initiatives que j'avais prises bien avant que la discussion ne s'enflamme.

Jeudi soir, au conclave budgétaire, j'ai déposé une liste qui a été acceptée sans modifications.

01.69 **Luc Goutry** (CD&V): Je pense que les choses se sont passées de la même manière les années précédentes. Nous referons les comptes et nous les soumettrons au ministre.

Nous avertissons le ministre plusieurs mois à l'avance que le budget de la sécurité sociale est insuffisant. Le feu est au rouge car il y a un dépassement des dépenses de l'ordre de 10%. Le système des clignotants est activé dès qu'un dépassement atteint un certain pourcentage. Je ne comprends toutefois pas pourquoi ce sont justement et uniquement ces trois secteurs qui sont visés. S'il existe des mécanismes de

gereageerd, ook de leden van de VLD niet die goed op de hoogte zijn van de cijfers voor volgend jaar, maar bij de begrotingscontrole zeiden zij geen woord. De uitgaven van 2001 liggen 10% boven het verwachte budget en er is nu reeds een extrapolatie van 15 miljard voor dit jaar. Ik houd mijn hart vast, mijnheer de minister. Alle knipperlichten staan roodgloeiend.

Mijnheer de minister, u hebt inderdaad een paar knipperlichten in werking gesteld: de klinische biologie, de radiologie, de nierdialyse, tenzij de verspreide cijfers niet juist zijn. Uw knipperlichtensysteem werkt vanaf de overschrijding van een bepaald percentage en dan moet er onmiddellijk worden ingegrepen. Wij hebben dat mee goedgekeurd voor de klinische biologie, de radiologie en de nierdialyse. De heer Moens heeft u terzake reeds gewaarschuwd. U hebt zich iets te voortvarend uitgelaten. U zult trouwens altijd het laatste woord hebben. Ik geef de heer Moens gelijk. Ik begrijp niet waarom u voor drie sectoren ingrijpt en voor de overige sectoren met overschrijdingen van 7%, 8% tot 9% de knipperlichten laat branden. U zegt dat dit nu niet wordt gedaan, dat dit niet allemaal in één keer kan gebeuren, dat dit zal moeten worden ontzenuwd omdat de dokters al boos genoeg zijn. Mijnheer de minister, ofwel hanteert u correctiemechanismen die werken als ze moeten werken ofwel zegt u dat er een paar zullen werken en de rest zien we wel.

01.70 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mijnheer de voorzitter, het antwoord daarop is evident. In de klinische biologie en de radiologie gaat het over recuperatiemechanismen die bij wet werden vastgelegd. U weet dat die anders werken dan de correctiemechanismen. De correctiemechanismen moeten door de commissie voor de Begrotingscontrole van het RIZIV worden gelanceerd. De commissie heeft, reeds enige tijd geleden, het knipperlicht voor de dialyse opgezet. Dat is sector nummer drie. Voor de andere sectoren heeft de commissie voor de Begrotingscontrole in september 2001 geen beslissing genomen om knipperlichten op te zetten omdat de commissie voor de Begrotingscontrole – dat zijn begrotingsexperts die vrijwel onafhankelijk van de regering werken – van oordeel waren dat de cijfers onvoldoende duidelijk waren om een beslissing te nemen. Daarom werd besloten te wachten. Vandaag kan de commissie voor de Begrotingscontrole nog geen beslissing nemen omdat ze de evolutie van de uitgaven moet vergelijken met het budget-2002. Dat is echter nog niet verdeeld. Dat zal het verzekeringscomité de volgende weken doen. Ik geef toe dat er een zeer technische, juridische maar zeer logische uitleg is waarom in de andere sectoren geen knipperlichten werden opgezet. Dat zijn geen beslissingen die ik neem, maar die door de commissie voor de Begrotingscontrole worden genomen.

01.71 **Luc Goutry** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik wil nog drie besparingsmaatregelen belichten die de moeite lonen om op in te gaan. De minister zegt dat hij negen miljard frank in de geneesmiddelensector zal besparen. Ik heb het kostenplaatje gedetailleerd kunnen bestuderen. Dit gebeurt onder meer door een halve index. Er zitten ook tal van andere maatregelen in. Het treft mij dat veel maatregelen inzake geneesmiddelen de patiënt rechtstreeks treffen.

In dat verband denk ik bijvoorbeeld aan het herklasseren van geneesmiddelen, waarbij bepaalde medicamenten niet meer zullen

correction, ceux-ci doivent fonctionner. Quels mécanismes de correction sont-ils utilisés? Comment les sélectionne-t-on?

01.70 **Frank Vandenbroucke**, ministre: Ceux-ci sont fixés par la loi. Ce n'est pas moi qui les fixe, mais les commissions de contrôle budgétaire. L'année dernière, les clignotants étaient déjà au rouge pour la dialyse. Les commissions de contrôle budgétaire n'ont encore pris aucune décision puisque les chiffres ne sont pas tout à fait clairs et que nous devons attendre de voir comment évolueront les dépenses actuelles par rapport au budget 2002.

01.71 **Luc Goutry** (CD&V): Je voudrais revenir plus en détail sur trois mesures d'économie.

Le ministre veut économiser 9 milliards de francs dans le secteur des médicaments. De nombreuses mesures toucheront directement les patients. L'industrie pharmaceutique a également refusé ces mesures,

worden terugbetaald en aan de verhoging van het remgeld ingevolge de indexering ervan. Hopelijk bent u zich allen ervan bewust dat al deze maatregelen de patiënt rechtstreeks zullen treffen.

Ik heb naar uw betoog geluisterd, mijnheer Van der Maelen en meen te hebben begrepen dat u gerust bent in deze zaken. Wij zijn er ook gerust in, omdat wij niets zullen moeten uitleggen en ik hoop dat u daarmee niet te veel moeite zal hebben als het zover is.

Mijnheer de minister, tijdens de maand juni werd lang gediscussieerd over uw fameus wetsontwerp. Naar aanleiding daarvan legde u uit welke uitstekende verhoudingen tot stand waren gekomen tussen u en de farmaceutische industrie, hoe samen zou worden overlegd, hoe u het budget samenstelde en hoe u de pax farmaceutica tot stand bracht. Welnu, gisteren las ik in de krant dat ook de farmaceutische industrie een einde wil maken aan de pax farmaceutica omdat allerlei eenzijdige beslissingen worden genomen. Zij aanvaardt niet de dupe te worden van een gebrek aan overleg. Ik vermoed aldus dat de pax farmaceutica, het zo moeizaam gewonnen overleg met de farmaceutische industrie, meteen is opgeblazen. Wij zullen zien tot wat dit zal leiden.

Voorts, mijnheer de minister, kondigde u heel wat besparingen aan in de bejaardensector en in dat verband werd ik bijzonder pijnlijk getroffen. Mevrouw De Block, ik hoop dat u beseft over welke besparingen het gaat. Ik kan u hoe dan ook verzekeren dat het geen grappige zaak is. Immers, in 1997 werd een vijfjarenplan goedgekeurd met betrekking tot de reconversie van 25.000 RVT-bedden, a rato van 5.000 bedden per jaar. Dit was een noodzakelijke maatregel waarvoor destijds een bedrag van 5 miljard frank werd vrijgemaakt, in vijf schijven. Thans is de minister van oordeel dat deze reconversie moet worden vertraagd met een half jaar, omdat zulks, a rato van 90 miljoen frank per maand, meer dan een half miljard besparingen kan opbrengen. Inmiddels moeten de beheerders van de rusthuizen, die al drie jaar weten dat die bedden op komst zijn en daarmee rekening hielden in hun budget, op de hoogte worden gebracht van het feit dat de erkenningen zes maand worden uitgesteld en dat men daarna wel zal zien wat er gebeurt. Nochtans, tijdens het voorbije kwartaal werd een besparing van 1 miljard frank gerealiseerd. Toen ik dat in de zomer aan de minister zei daagde hij mij uit en viel hij mij aan, maar nadien gaf hij wel toe dat ik niet helemaal ongelijk had, maar dat een en ander moest worden herzien. Toen ik de minister waarschuwde voor een technische fout in de vorm van een onderraming steigerde hij als het ware, maar bovenop het miljard dat thans moet worden opgehoest, zowel voor de rusthuizen als voor de rust- en verzorgingstehuizen, moet er nog een miljard worden vrijgemaakt.

Het is erg wanneer aan de bejaardensector, waarvan niemand de reële behoeften kan miskennen, twee miljard worden ontnomen. Dat is tekenend voor dit beleid, maar het verbaast mij van u, mijnheer de minister. De VLD met zijn commerciële rusthuizen en zeker de Franstaligen zullen wellicht een andere kijk hebben op dergelijke zaken, maar dat u dat spel meespeelt, mijnheer de minister, dat snap ik niet.

01.72 Jef Valkeniers (VLD): Mijnheer de voorzitter, de heer Goutry vertelt onjuistheden.

pour elle la *pax pharmaceutica* est rompue.

De nombreuses mesures sont aussi annoncées dans le secteur des personnes âgées. La mise en oeuvre du plan quinquennal pour la reconversion des lits MRS est reportée. Les gestionnaires des institutions n'avaient pas pris une telle éventualité en compte. J'estime que cette mesure est incompréhensible.

01.72 Jef Valkeniers (VLD): Au CPAS, nous n'avons pas tenu

Ik ben zelf voorzitter van een OCMW en ons werden ook RVT-bedden beloofd in de toekomst, maar wij hebben daarmee geen rekening gehouden bij de samenstelling van ons budget. Het zou overigens erg onvoorzichtig zijn mocht een instelling rekening houden met beloofde bedden waarvoor nog geen precieze datum werd bepaald. Op die manier kan op alle slakken zout worden gestrooid.

01.73 Luc Goutry (CD&V): Het is toch vreemd dat de VLD die pleit voor meer rechtszekerheid, correctheid, snelheid en efficiëntie, thans van mening is dat men er niet zwaar moet aan tillen wanneer de overheid bijkomende erkenningen belooft gedurende een periode van vijf jaar, maar ervoor waarschuwt dat men daarop niet moet rekenen en dat er wel eens een jaar kan worden overgeslagen.

01.74 Jef Valkeniers (VLD): Mijnheer Goutry, men moet er zeker van zijn dat men de erkenning voor die bedden krijgt.

01.75 Luc Goutry (CD&V): Inderdaad, maar indien men er zeker van is dat men de erkenning op 1 januari zal ontvangen, maar men ontvangst ze slechts op 1 augustus, dan is dat geen rechtsonzekerheid?

01.76 Jef Valkeniers (VLD): Er werd geen datum aan vastgepind.

01.77 Luc Goutry (CD&V): Amai!

De **voorzitter:** Mijnheer Goutry, indien u uw collega's ook nog wat spreektijd gunt, dan vestig ik uw aandacht op uw spreektijd die reeds is vervlogen. Wilt u afronden, des te beter.

01.78 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik merk dat de minister niet reageert en besluit daaruit dat hij dit gesprek onbelangrijk vindt. De bejaardensector beschikt nochtans sinds 1992 slechts over een beperkt budget, in de vorm van een enveloppe, waardoor men dus niets verkeerd kan doen aangezien alles in forfaits is vastgelegd.

Ik kan u nu al voorspellen dat die mensen binnen enkele weken op straat zullen staan. Dat zal niet lang meer duren en dan zal het groot alarm zijn.

01.79 Jef Valkeniers (VLD): Dat is politiek.

01.80 Luc Goutry (CD&V): Op een budget van 30 miljard twee miljard wegpikken is natuurlijk politiek, maar u moet het wel gaan uitleggen. Mijnheer Valkeniers, ik ben erg blij dat ik dit niet in de rusthuizensector moet uitleggen. Ik hoop dat u bij de volgende verkiezingen veel succes hebt bij uw dokters, uw rusthuisbeheerders en alle mensen die daar een patiënt hebben.

Mijnheer de voorzitter, ik probeer te besluiten. Wij vinden dat de ziekteverzekering van fundamenteel belang is. Daarom vragen wij om een realistisch budget, wat betekent dat verantwoorde behoeften moeten worden gedekt. Wij beseffen uiteraard dat zo'n budget onder grote, toenemende spanning staat. Wij willen er alles aan doen om dit te steunen omdat we het systeem absoluut niet verloren willen laten gaan, maar ons is het vandaag totaal onduidelijk welk spel wij eigenlijk aan het spelen zijn.

compte des lits promis. Un hôpital ne doit pas inscrire dans son budget des lits qui n'existent pas encore.

01.73 Luc Goutry (CD&V): Le VLD, qui se veut l'apôtre de la sécurité juridique, affirme maintenant qu'il ne faut pas tenir compte de ce qui a été promis.

01.74 Jef Valkeniers (VLD): Une promesse n'offre aucune sécurité!

01.78 Luc Goutry (CD&V): Visiblement, le ministre n'estime pas que ce problème mérite une réaction. J'imagine que le personnel des soins aux personnes âgées ne va pas tarder à descendre dans la rue.

01.80 Luc Goutry (CD&V): L'assurance maladie revêt une importance fondamentale et requiert un budget réaliste. Le système doit être préservé. Il y a deux ans, le ministre avait annoncé qu'il résoudrait les difficultés que traverse l'assurance maladie en mettant sur pied une réforme de grande ampleur. Il a pris des initiatives, sans toutefois obtenir les résultats escomptés.

Je suis en mesure de prouver, chiffres à l'appui, qu'un fossé sépare manifestement les recettes

Mijnheer de minister, wij kunnen het volgende concluderen. U hebt twee jaar geleden redelijk fors aangekondigd dat u de zaken vlug zou uitkuisen. Laat ons eerlijk zijn, maar op het gebied van uitkuisen, overschrijdingen en achternalopen van budgettaire inspanningen is er niets verbeterd ten overstaan van vroeger. Het verhaal is elk jaar opnieuw hetzelfde. U hebt inspanningen geleverd om voor bepaalde groepen noodzakelijke maatregelen te nemen. Wij hebben u daar ook voor 100% in gesteund, maar u kunt niet beweren dat u inzake de grote hervorming van de ziekteverzekering – de beheersing van de budgetten, het transparanter maken, het opsporen van verspillingsmechanismen en het vermijden van overconsumptie – een groot palmares hebt ingezameld.

Collega's, ik kan met allerlei cijfers – citeren zou te lang duren – bewijzen dat er een manifest onevenwicht is tussen de uitgaven in Vlaanderen en Wallonië. Dat weet iedereen. Ik verwijs naar de rapporten Jadot, die we al herhaaldelijk hebben bekeken. Iedereen klasseert dat een beetje en de minister praat er liever niet over. Hij zegt dat er ook verschillen tussen Antwerpen en Diksmuide zijn.

01.81 Maggie De Block (VLD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer Goutry, wij hebben geduldig naar u geluisterd, maar voor u wilt besluiten, wil ik de volgende opmerking maken. U hebt alles afgebroken wat in de begroting en de regeringsverklaring wordt vermeld, maar in dit debat zouden wij graag van uw wijze raad gebruik maken. Kunt u enige constructieve maatregelen voorstellen die u zelf ziet zitten om deze overconsumptie en het ontsporend budget aan te pakken? Ik denk dat u daarover zeker al hebt nagedacht. Mocht uw partij morgen in de regering geraken, dan zullen uw plannen zeker klaar liggen op uw zolder. Ik zou graag weten welke maatregelen u zou voorstellen.

De **voorzitter**: Mijnheer Goutry, u hebt vier dokters voor u zitten.

01.82 Luc Goutry (CD&V): Mevrouw De Block, denk toch niet dat ik zo naïef ben als uzelf. Ik heb in de commissie al veel meer dan u mijn mond opengedaan. Als u hebt geluisterd – wat u meestal doet – zult u al lang onze visie op de ziekteverzekering kennen. Ik kom hier niet als lid van de meerderheid vertellen hoe wij de zaken zouden aanpakken. Ik kom u zeggen wat ik vind van het wapengekletter en uw uitspraken van de laatste dagen. Dat is mijn enige taak vanavond. Dit is hier geen CD&V-congres. Ik moet ons programma niet komen toelichten. Ik moet alleen aantonen hoe u blundert en flaters maakt, maar dat doet waarschijnlijk zo'n pijn dat u nog denkt mij op die manier in verlegenheid te moeten brengen.

Mijnheer de voorzitter, om deze en andere goede redenen bepleiten wij ons standpunt inzake de sociale zekerheid van 1996 voor een regionalisering van de gezondheidszorgen. Dat is een concreet voorstel, mevrouw De Block. Wij zeggen dat al van in 1996 en niet zoals De Gucht, sinds drie weken geleden en na het Lambermont-akkoord.

Een paar maanden geleden hebt u vanop de tribune de regionale verschillen en ook de staatshervorming aangeklaagd. U hebt echter niets gedaan. U hebt een zwak Lambermontakkoord goedgekeurd en u zit voor jaren gebetonneerd, zodat u niets kunt waarmaken inzake regionalisering van de gezondheidszorg hetgeen niet eens een

et les dépenses.

01.81 Maggie De Block (VLD): M. Goutry critique à tout va. Mais peut-il formuler des propositions constructives qui permettraient de remédier au problème de la surconsommation? J'aimerais qu'il nous en fasse part. Le CD&V a-t-il défini une stratégie?

01.82 Luc Goutry (CD&V): Je ne suis pas naïf. On connaît depuis longtemps la position du CD&V en ce qui concerne l'assurance-maladie. Nous ne nous trouvons pas ici à un congrès du CD&V où nous devons exposer nos conceptions personnelles. Nous plaidons depuis plusieurs années, plus précisément depuis 1996, en faveur d'une régionalisation des soins de santé. En signant l'accord du Lambermont, le gouvernement s'est lui-même placé dans une situation des plus inconfortables car il ne détient plus aucun instrument politique.

politieke materie is. Dat is de evidentie zelf: het is een persoonsgebonden materie die volledig aansluit bij het welzijns-, bejaarden- gehandicaptenbeleid van de gemeenschappen. Er ontbreekt daar één luik, namelijk de gezondheidszorg, die heel vlug regionale materie zou moeten worden. Pas dan zouden wij over alle instrumenten beschikken om een goed beleid te kunnen voeren en niet door steeds weer te proberen een deksel te vinden voor twee potten....

01.83 Jef Valkeniers (VLD): U hebt vijftig jaar deel uitgemaakt van de regering. Wat heeft u belet om te doen wat u nu zegt? Het spijt mij, ik heb de indruk dat u anders praat in de oppositie dan in de meerderheid.

01.84 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer Valkeniers, als het zo voortgaat, zult u ook snel aan vijftig jaar zijn; u zetelt al twee jaar en u hebt nog niet veel gedaan van al hetgeen u ons verwijt. Bovendien hebt u hier, naar aanleiding van Lambermont, zowat een halve verontschuldiging geformuleerd, maar in feite bent u afgegaan. Immers, u voert hier al twintig jaar een discours, inzake de splitsing van de gezondheidszorg in een andere en veel ophitsender taal dan de mijne, en u hebt u nog niets gerealiseerd. U zou mij dan lessen komen geven op dat vlak. Dat klinkt zeer ongeloofwaardig.

De **voorzitter**: De heer Goutry heeft zijn betoog beëindigd.

01.85 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik wens eenieder nog te danken voor de sympathie en de aandacht.

01.83 Jef Valkeniers (VLD): Qu'avez-vous fait, pendant le demi-siècle où vous avez participé au gouvernement, pour concrétiser les mesures que vous prônez aujourd'hui?

01.84 Luc Goutry (CD&V): Vous êtes bien partis pour ne rien changer à l'assurance maladie pendant un demi-siècle.

01.85 Luc Goutry (CD&V): Je voudrais conclure en remerciant tous les membres pour leur bonne attention.

Le **président**: Chers collègues, je voudrais vous faire remarquer, tout en appréciant tous les services, que trois heures après le débat de cet après-midi, vous avez reçu le compte rendu intégral que j'ai fait distribuer sur les bancs. Vous pouvez également le consulter sur Internet. Ce fait valait la peine d'être mentionné. Je remercie particulièrement ce service.

01.86 Jean-Jacques Viseur (PSC): Monsieur le président, madame, monsieur le ministre, chers collègues, avant d'entamer le plat de résistance de mon intervention axée sur les soins de santé, je voudrais apporter quatre remarques générales, qui ont évidemment une incidence sur le problème soins de santé et qui touchent à l'ensemble économique ou à l'arrière-fond économique de la déclaration du gouvernement.

Le premier point concerne la croissance du PIB. Je me refuse d'entrer dans la polémique autour du taux de croissance de 1,3%. Nous sommes à un moment où personne et surtout pas les prévisionnistes ne peuvent estimer la situation future.

La seule remarque que l'on peut apporter – ce qui est critiquable dans l'attitude du gouvernement –, c'est de présenter ce choix de 1,3% de croissance économique comme un choix prudent et situé dans la ligne des choix opérés dans le cadre de cette politique dite du "hamster doré". En effet, s'il y a un an, le gouvernement avait fait preuve de prudence en optant pour une croissance de l'ordre de 2,5%, cet optimisme modéré a été démenti.

01.86 Jean-Jacques Viseur (PSC): Ik zal niet redetwisten over het door de regering aangehouden groeicijfer, aangezien het momenteel bijna onmogelijk is economische vooruitzichten te maken. Waarschijnlijk zullen de terzake gespecialiseerde instituten hun vooruitzichten herzien afhankelijk van de wijze waarop de economische actoren op de recente gebeurtenissen reageren. De begrotingscontrole gebeurt op grond van meer stabiele vooruitzichten.

Een jaar geleden loofde ik de voorzichtigheid van de heer Vande Lanotte. Als hij even voorzichtig was gebleven, zou hij nu voor een

Aujourd'hui, s'il avait fait preuve de la même prudence que celle qu'il proclamait, ce taux se situerait certainement en deçà de 1,3% pour vraisemblablement osciller autour de 1%. Quoi qu'il arrive, dans quelques semaines, nous en serons à l'examen du budget. Et je suis persuadé que les prévisions avancées au moment du contrôle budgétaire seront totalement étrangères à celles avancées aujourd'hui.

Ma deuxième remarque porte sur le programme de stabilité. Le gouvernement a tort de présenter la situation comme étant une situation qui le range parmi les meilleurs élèves de la classe européenne. Il est évidemment très différent de présenter un budget en léger déficit avec une dette publique inférieure à 60% du PIB ou de présenter un budget en équilibre avec un déficit inférieur à 35% du PIB et de présenter, par rapport à la situation belge, un budget en équilibre avec une dette publique supérieure à 100%.

Ce qui est certain, c'est qu'à travers les programmes de stabilité successifs de la Belgique, nous avons pris l'engagement de maintenir le taux de surplus des dépenses primaires de 6%. Or, je constate que si ce taux a été très largement dépassé en l'an 2000, puisqu'il a atteint, 6,9%, aujourd'hui, on nous présente un budget dans lequel l'entité 1 retombe à 5,3%. Cette situation paraît relativement stable et montre un élément qui a une très grande importance sur ce dont on va parler en matière de sécurité sociale: c'est qu'en réalité, les bonis de l'entité 2 croissent par rapport à la situation de l'entité 1.

Cela signifie également que l'assainissement structurel se trouve dans les entités fédérées et dans le transfert aux entités fédérées et que l'entité 1, comprenant le volet sécurité sociale, se trouve davantage exposée que les entités fédérées au retournement conjoncturel. Pour un pays comme la Belgique, cette situation est dangereuse, parce que les revendications des entités fédérées, notamment de la Flandre, risquent de peser entre autres sur la sécurité sociale.

La troisième remarque a trait aux prévisions budgétaires. Celles-ci sont exagérément optimistes, alors que nous sommes dans une situation où le "hamster doré" est rentré dans sa cage et a laissé la place à la cigale impétueuse.

Le premier exemple: le gouvernement prévoit une croissance des dépenses primaires de l'Etat fédéral pour l'année 2002 de 0,5%, c'est-à-dire 24 milliards de réduction par rapport aux crédits demandés alors que dans tous les domaines pratiquement, les économies deviennent impossibles. La liste des économies décidées porte atteinte à une série d'axes de la politique du gouvernement.

Le gouvernement veut moderniser l'administration en arrêtant le recrutement des statutaires – 840 millions d'économies –, en réduisant l'engagement des contractuels – 700 millions d'économies –, en ne remplaçant pas les départs à la retraite anticipée – 300 millions – et il réduit les crédits de fonctionnement des départements fédéraux de 2,8 milliards.

Dans le même temps, il prétend mener une politique copernicienne de modernisation de l'administration et placer des top managers

groeicijfer dat dicht bij 1% ligt, hebben gekozen.

De regering beweert dat zij zich thans met haar begroting in evenwicht tot de goede leerlingen van Noord-Europa rekent. Een evenwichtige begroting voorleggen maar anderzijds opgezaaid zijn met een overheidsschuld van meer dan 100% van het BBP, is echter niet zo'n buitengewone prestatie.

België is anderzijds de verbintenis aangegaan, de meerkosten van de primaire uitgaven te beperken tot 6%. In 2000 werd die kaap van 6% overschreden, in 2001 wordt dat percentage 5,3%. De voorsprong die in het verleden werd geboekt, was een gevolg van de lage rentevoeten. Een plan om dat percentage te stabiliseren op 6% is er niet.

De begrotingsprognoses zijn overdreven optimistisch. Zo vermindert de regering de primaire uitgaven van de federale Staat met 24 miljard en brengt zij aldus haar eigen beleidslijnen in gevaar. Hoe kan men een administratieve hervorming doorvoeren en tegelijkertijd de wervingen blokkeren, het aantal contractuelen verminderen enz.? Hoe zullen de openbare beheerders reageren als zij moeten werken met een fors verminderd personeelsbestand, onder het gezag van superstar-managers? Trouwens, het effect zal hetzelfde zijn bij het gerechtelijk apparaat, bij de NMBS. Daarbij komt dat een aantal openbare gebouwen verkocht zullen worden, waarbij geen rekening wordt gehouden met de toekomstige huurkosten.

De wijze waarop fiscale en sociale problemen worden behandeld, is zeer ongelijk. De 10 miljard tegemoetkomingen worden alsmaar uitgespeeld tegen fiscale hervormingen. Deze laatste worden trouwens in een wet gegoten, terwijl het voor de sociale

particulièrement bien payés alors que les candidats lauréats des examens ne seront pas recrutés cette année et que les contractuels seront virés parce qu'on n'a plus besoin d'eux. Ces top managers seront dans une situation de diminution drastique des moyens d'action de l'administration, ce qui aura pour conséquence de handicaper la politique, pourtant déjà largement critiquable, qui a été mise en place.

On prétend par ailleurs réduire l'arriéré judiciaire en commençant par réduire la dotation du personnel de la justice à concurrence de 500 millions. On veut redéployer la SNCB mais en réduisant l'enveloppe d'investissements 2002 de 2,8 milliards. On veut être très prudent mais la provision d'index des fonctionnaires fédéraux est réduite de 961 millions et l'on prétend qu'on va vendre, l'année prochaine, pour 19 milliards de bâtiments publics alors qu'aucune vente supérieure à 9 milliards n'a été réalisée cette année. Or s'il y a vente, il faut intégrer des frais de location. C'est dire que le budget, en dehors de celui des soins de santé, est un budget qui pêche par optimisme.

La loi de réforme fiscale est une loi arrêtée et ne se rediscute pas chaque année comme les interventions sociales. Les conséquences de cette loi sont une montée en puissance extraordinaire indépendamment de la suppression de la cotisation sociale de crise. Cela va coûter - et ce quelle que soit la structure de la croissance du PIB - 10 milliards en 2002, 34 milliards en 2003, 40 milliards en 2004, 63 milliards en 2005 et 134 milliards en 2006 auxquels il faut ajouter l'effet récurrent de la diminution de la taxe de crise représentant 30 milliards par an. Face à cela, on fait tourner en boucle les dix milliards de promesse d'intervention sociale.

Je ne vois pas où il y a équité entre le fiscal et le social. D'un côté, c'est un acquit et chacun est conscient qu'il est difficile de revenir en arrière par rapport à cette loi parce qu'il faut par une autre loi défaire la réforme fiscale. Pour le reste, ces promesses reviendront régulièrement.

En ce qui concerne la réforme de l'ISOC, je promets bien du plaisir à la partie gauche de cette assemblée. Je suis à l'aise pour en parler parce que je suis d'accord avec le premier ministre lorsqu'il dit que le taux nominal de l'impôt sur les sociétés est, par rapport aux pays voisins, trop élevé.

C'est une mauvaise carte de visite pour la Belgique alors que tous nos pays voisins présentent, dans un premier temps, un taux nominal plus faible. Vous vous leurrez complètement, pour reprendre l'expression de mon collègue Langendries, en prétendant que l'on peut faire une réforme de l'ISOC en ramenant de quelque 40 à 34% le taux sans incidence sur le plan budgétaire. C'est totalement impossible. Pourquoi? D'abord, j'attire votre attention sur le fait que réduire de près de 7% le taux de l'ISOC entraîne une diminution de recettes de l'ordre de 45 à 50 milliards de francs. Et pour retrouver ce montant à l'intérieur de l'impôt des sociétés, il n'y a pas 36 solutions: il faut cumuler toute une série de mesures. En énonçant les pistes, on se rend compte qu'elles sont impossibles, au risque de déséquilibrer l'ensemble de l'économie. Quelles sont ces pistes? On peut, par exemple, dans certains secteurs, supprimer l'amortissement dégressif ou la déduction de base pour l'investissement. Cela fait hurler les petites et moyennes entreprises qui, à juste titre, investissent sur

tegemoetkomingen bij mooie beloftes blijft. Ik ben van oordeel dat het gezond is, de nominale belastingtarieven van de vennootschappen te doen zakken tot het peil dat in onze buurlanden geldt. Om daarin te slagen, zou men talrijke maatregelen moeten samenvoegen die, afzonderlijk genomen, reacties zouden teweegbrengen in een hele reeks sectoren - of het nu de afschaffing van de degressieve afschrijvingen of de maatregelen gekoppeld aan de dubbele belasting en dies meer betreft. Wat zal men aanvangen met preferentiële stelsels zoals de coördinatiecentra?

De eerste minister verwijst naar het Nederlandse systeem van de *ruling*, maar zal de Europese Commissie dit aanvaarden? Bovendien druist dat systeem in tegen artikel 172 van de Grondwet dat fiscale privileges verbiedt.

Door de begroting voor de gezondheidszorg te begrenzen tot 581,5 miljard neemt de regering de historische verantwoordelijkheid op zich het afbouwproces van ons gezondheidszorgsysteem in te zetten.

Ik onderschrijf voor 80% de verklaringen van minister Van den Broucke aan 'De Morgen' van vanochtend en deel ook de bekommernis van de heer di Rupo. Een regering met zin voor verantwoordelijkheid zou een klassiek sociaal-democratisch beleid moeten nastreven en tegelijkertijd de nodige bemiddelingen moeten voeren opdat onze regeling die op internationaal vlak bewondering afdwingt zijn eigen kenmerken zou behouden.

Dit impliceert dat naar de reële oorzaken voor het ontsporen van de begroting voor gezondheidszorg moet worden gezocht. Door de actoren van de gezondheidszorg met de vinger te wijzen, vergist de regering zich omtrent de oorzaken en dus ook

cette base. Va-t-on éliminer les mesures liées à la double imposition? Je souhaite bien du plaisir à celui qui osera le faire. Va-t-on renforcer les conditions de taxation des plus-values? On le dit depuis si longtemps et c'est tellement complexe techniquement que c'est pratiquement impossible à réaliser.

Va-t-on limiter, en ce qui concerne les pensions complémentaires, les cotisations en pourcentage des salaires? Nous verrons les réactions des entreprises. Va-t-on assujettir les intercommunales à l'ISOC, avec les conséquences politiques que cela peut avoir? Va-t-on supprimer le régime des revenus définitivement taxés? Va-t-on supprimer les incitants fiscaux en matière de recherche et de développement ou d'investissements en matière d'économie d'énergie? En ce qui concerne les petites entreprises, va-t-on refuser que l'ISOC – surtout à son nouveau taux – soit utilisé pour échapper à la progressivité de l'IPP? Enfin, que va-t-on faire de ce monstre du Loch Ness que sont les régimes préférentiels tels les centres de coordination, le capital informel et tous les éléments qui font de la Belgique, dans la compétition fiscale européenne, un lieu relatif d'attractivité vis-à-vis des entreprises étrangères et des capitaux internationaux? Il faudrait prendre toutes ces mesures simultanément pour trouver les 45 milliards. Modifier l'une de ces mesures serait défavoriser totalement un secteur. Il faudrait alors annuler la mesure.

Il y a une nouveauté. Le premier ministre a fait la comparaison entre les investissements américains aux Pays-Bas et en Belgique. Il en tire comme conclusion que la solution est l'introduction d'un nouveau régime préférentiel, le système du ruling, sur la base du modèle hollandais. Je doute personnellement que ce système soit admis par la Commission européenne. Alors qu'elle veut démanteler les régimes préférentiels, elle ne va pas accepter que l'on en introduise un nouveau. Il serait intéressant de savoir si, effectivement, les 116 milliards de dollars d'investissements américains aux Pays-Bas contre les 16,4 milliards en Belgique ne sont pas accompagnés, avec ce ruling hollandais, d'un système d'imposition applicable à ces entreprises, évidemment très préférentiel et largement comparable à nos centres de coordination, même s'il est plus discret. Par ailleurs, ce ruling hollandais est contraire à la Constitution puisque l'article 172 dispose qu'il est interdit d'établir des privilèges en matière d'impôts et que toute exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi. Si vous croyez qu'en troquant les centres de coordination contre le ruling hollandais, vous allez lutter contre les multinationales, je vous préviens: vous allez en fait renforcer très nettement les régimes préférentiels en leur faveur.

Voilà les considérations que je voulais faire avant d'aborder le problème des soins de santé.

Sur ce plan, je voudrais dire qu'en limitant le budget des soins de santé à 581 milliards, le gouvernement prend une responsabilité historique. Je crains que par cette mesure, on n'amorce une décomposition de notre système de soins de santé.

J'ai par ailleurs un vrai problème avec ce dossier. Lorsque je lis ce matin l'interview du ministre des Affaires sociales dans "De Morgen", je peux dire que contrairement à M. De Gucht, je partage à 80% ce que le ministre a dit. Manifestement, sur ce plan, l'opposition est beaucoup plus proche du ministre que ne le sont les partis de la

inzake de te nemen maatregelen.

Het is niet uw ultimatum aan het adres van de commissie artsen-ziekenfondsen dat de gemeederen zal bedaren.

Vraag bij dit alles is waaraan de uitzonderlijke groei van de gezondheidszorg te wijten is. Vijf gecumuleerde factoren liggen aan de grondslag van die stijging.

Eerst en vooral is er het effect van de inflatie dat goed is voor 36,2% van de gestegen uitgaven.

Vervolgens het prijseffect: de verhoogde prijs van de verstrekkingen en de hogere loonkosten die samen goed zijn voor 41,2% van de uitgavenstijging. De houding van de regering is in deze schizofreen vermits zij mede de herwaardering van de lonen heeft bepaald! Bovendien is de jongste jaren de kostprijs van de geneesmiddelen met 112,4% gestegen. Al onze suggesties terzake werden van de hand gewezen en de a posteriori door de regering voorgestelde compenserende maatregelen zullen slechts weinig effect sorteren. Het prijseffect is geenszins te wijten aan het voorschrijfgedrag of aan de ziekenhuizen.

Voorts vertegenwoordigen de nieuwe prestaties die nieuwe noden moeten dekken 3% van de verhoging. Van die 3% verhoging kan echter niet worden afgezien, aangezien deze een moderne kwaliteitsgeneeskunde waarborgt.

Bovendien kan ongeveer 50% van de toename in volume, die een kostenverhoging van 12,8% vertegenwoordigt, aan de vergrijzing van de bevolking worden toegeschreven. Deze vierde oorzaak hebben wij vanzelfsprekend niet in de hand.

De overblijvende 6% van de toename in volume is niet aan de vergrijzing te wijten. De oorzaken ervan zijn complex en kunnen niet zomaar worden weggetoverd. Het verlagen van dit volume vergt tijd

majorité. Ma crainte est que, dans ce dossier, le ministre des Affaires sociales ne ressemble un peu à la chèvre de M. Seguin, c'est-à-dire qu'il s'est battu et il se bat très fort mais, hélas, vous connaissez tous l'issue de ce combat. Je rappelle que M. Di Rupo, comme le ministre, comme nous, estime qu'avec 581 milliards, on n'y arriverait pas. Et ne pas y arriver en matière de sécurité sociale, ce n'est pas quelque chose qui fonctionne comme un infarctus, cela ne s'effondre pas, le problème est que cela ressemble très fort à un cancer et cela pervertit complètement l'organisme.

Je trouve que la démarche qu'aurait dû adopter le gouvernement en la matière est une démarche qui est classique de la sociale-démocratie, peut-être pas la démarche classique de l'état social actif. C'est-à-dire analyser les causes réelles de l'explosion des dépenses, et ce sur une période suffisamment longue, réaliser les arbitrages nécessaires pour que le budget soit économiquement tenable à l'intérieur d'un système de soins de santé conforme à ce qu'il a toujours été en Belgique, c'est-à-dire de grande qualité, moins cher que chez nos voisins, accessible à tous et acceptable par les acteurs de la santé.

Cela implique de déterminer les vraies raisons du dérapage du budget des soins de santé. Sur ce plan, lorsque j'entends non pas le ministre des Affaires sociales mais le premier ministre exprimant la déclaration gouvernementale, je me dis que ce n'est pas le même langage. D'un côté, le gouvernement dit que l'explosion du budget est essentiellement justifiée par l'existence d'abus ou de prestations exagérées et par des pratiques médicales individuelles exagérément onéreuses. Je trouve que ce n'est pas exact et c'est démenti totalement par les chiffres. Quelles sont les causes de l'inflation et de la croissance des soins de santé? Si on prend une période de dix ans, et c'est cela qu'il faut prendre, on constate qu'il y a cinq effets.

L'effet inflation représente, dans l'augmentation des soins de santé, 36% des dépenses. Ce n'est pas le gouvernement qui peut empêcher qu'il se produise.

Ce qui représente 41,2% de l'augmentation, c'est ce qu'on appelle l'effet prix. C'est-à-dire l'augmentation du prix des prestations, l'augmentation du coût salarial lié aux accords sociaux qui ont revalorisé les traitements des travailleurs et l'augmentation du prix des médicaments. La question n'est évidemment pas de contester les accords sociaux. S'il n'y avait pas eu ces accords sociaux de 1995-96 et ces accords sociaux de l'année passée visant à revaloriser les fonctions exercées au sein des hôpitaux, il est clair que nous aurions manqué, que vous auriez manqué, que les partenaires auraient manqué à leur devoir à l'égard de ce personnel. Mais il est impossible de dire d'un côté qu'on accepte de revaloriser – la dernière hausse a représenté 23,3 milliards – et puis qu'on l'oublie au moment où l'on forme le budget. Une fois que c'est acquis, c'est acquis.

En ce qui concerne le second point des prix, ce sont les prix des médicaments. Là il est clair que la hausse moyenne annuelle est largement supérieure au PIB puisque, en dix ans, l'augmentation du coût des médicaments a été de 112,4%.

Encore une fois, la responsabilité n'est pas imputable, en la matière, aux prescripteurs. En fait, la situation est extrêmement complexe car

en moet ruime steun genieten bij de artsen - wat een dialoog veronderstelt die hen respecteert - en zal maar een of twee miljard opbrengen.

De beheersing van de kosten veronderstelt een optimale participatie van de betrokkenen. De regering zal hier niet in slagen als zij een ondergeschikt probleem opblaast, alle actoren tegen haar in het harnas jaagt, de geldkraan van de ziekenhuizen dichtdraait en hen aan leningskosten blootstelt.

Het is een illusie te denken dat de groei van de uitgaven zonder wijziging van het stelsel tot 581 miljard kan worden beperkt. Een op deze cijfers gebaseerde begroting zal noodgedwongen worden overschreden. Wie de patiënt meer doet betalen, organiseert een geneeskunde met twee snelheden.

De sector van de gezondheidszorg loopt het gevaar de inzet te worden van een ideologische confrontatie waarbij fundamentele spanningen en voornamelijk de spanning tussen het noorden en het zuiden spelen.

les nombreux acteurs concernés ne sont pas tous responsables devant la sécurité sociale.

Les amendements que nous avons déposés concernant le droit de substitution du pharmacien et l'obligation de prescrire en désignant la molécule suivant la dénomination commune internationale - mesures qui avaient rencontré un vif succès au Danemark, en Espagne et en France, pays confrontés également à des problèmes en matière de soins de santé - ont été rejetés par la majorité.

Ce ne sont pas les médecins qui sont responsables de l'augmentation de 112,4%.

Quant au problème des hôpitaux, un des éléments de croissance est le fait que l'INAMI se trouve toujours dans une situation de retard de paiement. Ces retards de paiement entraînent l'obligation pour les hôpitaux de recourir à des emprunts à des taux de crédits de caisse, supérieurs à ceux des emprunts contractés par l'INAMI. Sur un montant de 80 milliards de francs, ces intérêts représentent annuellement 5 milliards qui se répercutent immédiatement dans le prix de la journée. Ici aussi, les prescripteurs ne sont en rien responsables et ce n'est pas en désignant un groupe social que l'on aboutira à une solution.

Les nouvelles prestations qui représentent 3% de l'augmentation des dépenses couvrent l'utilisation de nouvelles techniques. En l'occurrence, il est évidemment impossible que notre pays renonce aux progrès techniques, un des mérites de notre système étant que la médecine de qualité est capable d'intégrer les techniques les plus modernes au service des malades.

Le vieillissement de la population représente 6% de l'augmentation du volume des prestations. Toutes les études démontrent que l'augmentation du groupe des personnes de plus de 60 ans et surtout du groupe des personnes de plus de 80 ans entraîne une augmentation des coûts. Cette dernière, inéluctable dans notre société, est en relation directe avec l'évolution de la démographie. Elle n'est pas directement maîtrisable; en fait, elle doit être maîtrisée dans une perspective qui augmente la part des soins de santé dans le produit intérieur brut.

Reste enfin l'augmentation – moins de 6% soit environ 30 milliards - due à ce qu'on appelle l'effet volume qui ne trouverait pas son explication dans le vieillissement de la population. A cet égard, comme le dit le gouvernement, on peut essayer de lutter contre les prescriptions abusives etc. Mais il faut savoir qu'on se trouve là en présence de millions de micro-décisions et que les causes de l'augmentation sont dès lors complexes. Il est donc illusoire de croire que l'on peut les réduire par un coup de baguette magique.

Pour ne prendre qu'un seul exemple mais qui démontre bien la complexité du problème, parlons du diagnostic anténatal et plus particulièrement de l'arrêt "Perruche" de la Cour de cassation de France qui établit la responsabilité des médecins quand un enfant atteint d'une malformation naît avec cette malformation.

Les effets de l'arrêt "Perruche" en Belgique sont évidents et ils le sont aussi dans la plupart des pays développés. Presque tous les médecins gynécologues se sentent obligés de poser toute une série

d'actes médicaux ou de prévisions anténatales. Cela a évidemment un coût. Cela veut-il dire que les prescripteurs doivent s'abstenir demain de travailler de la sorte alors qu'il y a une demande évidente? Mais non! Voilà une des causes de l'augmentation "volume" et nous avons une multitude d'actes dont l'augmentation est ainsi liée à la combinaison de facteurs extrêmement difficiles à maîtriser. S'il faut discuter de ces pratiques, s'il faut multiplier tous les éléments qui permettent aux prestataires de discuter de la meilleure voie économique pour atteindre le résultat optimal sur le plan de la santé, cela prend du temps. Sans effets matamoresques, tout cela exige une participation active du secteur. Sinon, il n'y a pas de miracle. Si tous les prestataires sont de bonne volonté, ce qui n'a pas l'air d'être le cas pour le moment, et assument leurs responsabilités, on peut gagner 1 ou 2 milliards mais guère davantage.

Dès lors, il faut bien se résigner à dire que, dans ce secteur, la norme de croissance est indispensable mais qu'elle n'est qu'indicative et qu'il faut laisser des ballons d'oxygène pour permettre d'assurer l'équilibre. S'il est indispensable, dans toute société, que l'on s'attache à maîtriser l'explosion des coûts, cela ne peut se faire que dans un climat de grande cohésion et de participation optimale des acteurs de la santé. Ce n'est pas en stigmatisant un aspect objectivement marginal que le gouvernement pourra s'assurer le concours de tous pour essayer de mieux maîtriser les soins de santé.

Les solutions évoquées dans la déclaration du premier ministre ne me paraissent donc pas réalistes. Recourir à une lutte contre les recours abusifs aux soins de santé, qu'est-ce que cela veut dire? Il faut s'entendre sur ce que l'on met derrière le mot. Il y a une façon de freiner les pratiques médicales individuelles, c'est le rationnement des soins. Cela signifie inévitablement l'instauration d'une médecine duale et nous avons à nos portes des pays qui y sont confrontés. Est-ce cela que l'on veut?

Par ailleurs, le gouvernement annonce de nouvelles techniques qui responsabilisent davantage les prescripteurs, les prestataires de soins, les gestionnaires et les patients quant aux coûts qu'ils génèrent. Je pense que les gestionnaires d'hôpitaux vont apprécier, alors qu'actuellement les hôpitaux supportent les retards des paiements et qu'ils sont tous au bord de l'asphyxie par manque de trésorerie, même s'ils savent qu'ils récupéreront ultérieurement ces sommes dans le prix de journée. Cela dit, le premier bénéficiaire de la politique des soins de santé est le secteur bancaire. Encore une fois, ce n'est ni la responsabilité des médecins, ni celle des hôpitaux. Nous sommes dans une situation où cette augmentation du coût des soins de santé rend impossible le budget qui a été arrêté.

Le vrai danger qui guette le budget des soins de santé, ce n'est pas un infarctus mais bien un cancer qui va transformer le secteur en un lieu de tous les affrontements idéologiques. C'est cela qu'il faut craindre maintenant.

Le premier risque que nous courons, Monsieur Valkeniers, c'est d'aller directement vers un affrontement nord/sud. Il suffit de lire les déclarations tenues par le président de votre parti pour le comprendre. Je vous renvoie ici à l'interview du ministre parue ce matin dans le journal "De Morgen".

01.87 Jean-Pol Henry (PS): Comment expliquez-vous alors que lorsque nos deux partis étaient partenaires au sein du gouvernement, nous n'avons pas pu obtenir ce que vous proposez maintenant?

01.87 Jean-Pol Henry (PS): Hoe verklaart u dan dat toen we samen regeringspartners waren wij nooit hebben kunnen verkrijgen wat u vandaag vraagt?

01.88 Jean-Jacques Viseur (PSC): Monsieur Henry, nous avons réussi à maintenir un système de sécurité sociale et de soins de santé qui était apprécié de l'OCDE ou de l'UNESCO puisque considéré comme le troisième au monde dans son classement de qualité. Je suis donc particulièrement fier de ce que nous avons réalisé ensemble.

01.88 Jean-Jacques Viseur (PSC): Destijds zijn we erin geslaagd een stelsel op te richten dat door de UNESCO als derde beste stelsel ter wereld werd beschouwd, met duidelijk minder middelen.

01.89 Jean-Pol Henry (PS): Mais le système reste bon.

01.90 Jean-Jacques Viseur (PSC): Il ne va plus l'être avec un budget tel que celui-là. Ce que nous avons réalisé, nous l'avons fait avec un taux inférieur à la moyenne européenne. C'est un exploit. La médecine "à l'anglaise", c'est moins cher mais vous constatez ce que cela donne. Et la médecine américaine, on voit ce que cela donne mais elle correspond à 14% du PIB.

01.91 Jef Valkeniers (VLD): Mais votre taux n'est plus juste. En quelques années, il est passé de 7,5% à 9%.

01.92 Jean-Jacques Viseur (PSC): Une somme de 581 milliards sur un PIB de 10.000 milliards, cela ne correspond pas à 7,9%. A charge de l'Etat, il s'agit en tout cas d'un taux inférieur à 6%. Il faut évidemment ajouter la part des particuliers. Le grand danger est le lieu d'affrontement idéologique. Il y a quatre possibilités d'affrontement. La première est l'affrontement nord/sud. Cet affrontement est une fausse solution à un problème général qui touche l'ensemble de l'Europe. En ce qui nous concerne, la question n'est pas de savoir si la Flandre dépense moins et la Wallonie davantage. On peut toujours isoler une prestation mais si vous lisez le rapport Jadot, vous constaterez à quel point tout se rapproche.

01.92 Jean-Jacques Viseur (PSC): In feite wil ik erop wijzen dat het risico van ideologische confrontaties niet denkbeeldig is. Allereerst zouden er de Noord-Zuidconfrontaties zijn.

01.93 Yvan Mayeur (PS): La différence nord/sud que vous invoquez n'est absolument pas liée à ce budget-ci. Elle n'est pas liée aux 581 milliards puisque le CD&V revendique depuis des années la régionalisation des soins de santé. C'est une position idéologique qui est la leur. Cela n'a donc absolument rien à voir avec le montant du budget actuel.

01.93 Yvan Mayeur (PS): Maar de Noord-Zuidconfrontaties hebben niets mee te maken met de voorgestelde begroting!

01.94 Jean-Jacques Viseur (PSC): Monsieur Mayeur, ce positionnement idéologique a été renforcé sérieusement depuis que l'on parle d'un budget en déficit qui est devenu intenable.

(Protestations de M. Mayeur)

01.95 Jean-Jacques Viseur (PSC): Monsieur Mayeur, le ministre lui-même et le président de votre parti ont reconnu qu'un budget de 581 milliards n'était pas tenable.

01.96 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer Mayeur, uw interventie illustreert dat dit punt u dwarszit. Er werd een

01.96 Luc Goutry (CD&V): Le fait que le PS interrompe M. Viseur

berekening gemaakt. Als Brussel en Wallonië presteren a rato van het algemeen gemiddelde waarin de uitgaven van het zuiden van het land mee verrekend zijn, is geen verdere besparing nodig. Ik begrijp niet dat u komt beweren dat dit geen invloed heeft op het budget.

01.97 Jean-Jacques Viseur (PSC): Monsieur le président, il y aura des affrontements, mais c'est l'insuffisance du budget qui les provoquera.

01.98 Frank Vandenbroucke, ministre: Monsieur le président, j'ai attentivement écouté les propos de M. Viseur. Tout d'abord, il a dit des choses que, personnellement, je ne saisis pas. Je n'ai jamais dit qu'un montant de 581 milliards était insuffisant. J'ai dit qu'il s'agissait d'un budget serré et sans doute d'un passage difficile. Dans le contexte économique et budgétaire actuel, nous ne pouvons nous permettre d'essayer d'alléger une série de problèmes en injectant des milliards.

Par ailleurs, l'augmentation du budget de l'ordre de 80 milliards a été étalée sur deux ans. Cela représente une augmentation très importante et a fortiori un investissement très important.

Troisièmement, vous avez parlé de contradictions entre l'interview que j'ai accordée, notamment ce matin, dans "De Morgen" et le discours du premier ministre. Les discours sont identiques. D'ailleurs, le discours du premier ministre est basé sur les propositions que j'ai faites en Conseil des ministres. Il s'agit donc exactement de la même pensée, de la même stratégie.

A vrai dire, j'ai entendu de nombreuses critiques mais où sont vos propositions concrètes pour mieux gérer le système? Car, monsieur Viseur, quelque chose me dérange. Nous sommes dotés d'un système très performant, mais la complaisance ne nous sert pas. Il faut aussi y apporter des modifications. Voilà ce que le gouvernement veut. Comme l'a d'ailleurs dit M. Mayeur, qu'il s'agisse de 581, de 590 ou de 570 milliards de francs, cela ne modifie en rien les données politiques et les enjeux réels. Ce qui me frappe, c'est que vous semblez être aveugle à cet égard. Pour vous, tout dépend du chiffre magique de 581 milliards. Certes, c'est un accroissement très important, mais ce n'est pas un chiffre qui indique une quelconque scission ou privatisation.

01.99 Jean-Jacques Viseur (PSC): Cela, je ne l'ai pas dit. J'ai dit que l'échec de ce chiffre par rapport aux résultats amènera à des revendications. Sur ce plan, je veux être clair. Moi non plus, je ne suis pas complaisant dans ces matières et j'estime également les modifications nécessaires, mais en réalité, les causes que je viens d'énoncer montrent que si vous désignez les prescripteurs comme seuls responsables, vous n'y arriverez pas et vous n'arriverez pas à maintenir votre budget à 581 milliards.

01.100 Frank Vandenbroucke, ministre: Mais, ce n'est pas ce que je fais non plus! Il est évident que les médias - ce n'est pas un reproche adressé à l'encontre des journalistes, car ils doivent synthétiser les messages - transcrivent des échanges de vues qui ont eu lieu entre le corps médical et moi. Je persiste à dire que tous les acteurs

indique que les propos de ce dernier le met mal à l'aise. Si Bruxelles et la Wallonie atteignaient la moyenne nationale, il ne faudrait même pas réaliser d'économies!

01.98 Minister **Frank Vandenbroucke:** Ik heb alleen gezegd dat in de huidige economische en budgettaire context het onmogelijk is de bestaande problemen op te lossen door bijkomende miljarden in de ziekteverzekering te pompen.

Daarenboven stegen de uitgaven met 82 miljard in twee jaren, wat niet te verwaarlozen is. In mijn interview dat deze morgen gepubliceerd is, heb ik herhaald wat de eerste minister zei. Ik heb veel kritiek gehoord maar geen enkele concrete oplossing. Welke oplossingen stelt u voor? Voor u hangt alles van het bedrag af.

01.99 Jean-Jacques Viseur (PSC): Dat bedrag is onvoldoende, de mensen zullen meer eisen.

01.100 Minister **Frank Vandenbroucke:** De media tonen alleen gesprekken tussen de sociale partners en mezelf. Ik weet echter welke misbruiken worden

doivent assumer leur part de responsabilités: les gestionnaires des hôpitaux, les médecins prescripteurs, les médecins prestataires ainsi que les patients.

Je n'ignore pas que les médecins généralistes sont parfois sous la pression de leurs patients, ce qui est très difficile à soutenir et il faut être capable de gérer cette situation. Je sais très bien qu'il convient d'agir en ce qui concerne l'appel lancé aux services d'urgence par les patients, appel qui n'est pas toujours nécessaire.

Tout cela figure dans nos documents, dans notre stratégie, pour laquelle un consensus unanime a été rencontré au sein du gouvernement. Donc, je soutiens à 100% les propos que le premier ministre a tenus, tout comme il a d'ailleurs soutenu à 100% dans son discours la stratégie que j'ai développée il y a quelques semaines déjà en ce qui concerne les réformes nécessaires dans le secteur.

Je crois qu'il serait préférable d'avoir un débat sur les lacunes du système, tant en ce qui concerne l'accessibilité que la qualité et la gestion, au lieu de faire un débat fétichiste sur les chiffres.

01.101 Jean-Jacques Viseur (PSC): Je ne suis pas fétichiste à l'égard des chiffres. Le MRS a augmenté de 267% en dix ans. Des efforts peuvent être faits à ce niveau-là. Les médicaments ont augmenté de 112% en dix ans. Je ne parle pas des soins à domicile qui ont augmenté de 122% parce qu'ils ont économisé davantage. Mais lorsque l'on s'adresse à des prescripteurs, leur réaction est de dire que si on les traite de cette manière, ils iront vers un système de déconventionnement et feront des grèves.

01.102 Daniel Bacquelaine (PRL FDF MCC): Monsieur le président, apparemment, M. Viseur a fait l'effort d'une analyse sérieuse des problèmes et je porte de l'intérêt à son discours. Je ne laisserai néanmoins pas dire des choses qui sont inexactes. Les prescripteurs reprochent, dans le cadre du conflit actuel, l'application de mesures linéaires. Ils veulent que l'on recherche de façon individuelle les responsabilités. Ils sont demandeurs de cela contrairement à ce que vous dites. La raison en est que les mesures linéaires ont cet effet pervers de faire que, comme tout le monde est puni, personne n'a intérêt à faire d'efforts. Qu'ils en fassent ou pas, de toute façon les honoraires seront diminués. Les prescripteurs sont donc demandeurs d'un système qui élimine les surconsommations individuelles et les mauvaises pratiques médicales. C'est donc l'inverse de ce que vous prétendez.

01.103 Jean-Jacques Viseur (PSC): Monsieur Bacquelaine, tout le monde sait qu'il n'y a pas 20 milliards à trouver. Ils veulent être considérés comme de vrais partenaires. Ils ne le sont pas à partir du moment où on part d'un budget insuffisant. Nous reprendrons cette discussion dans 6 mois sur la base de la réalisation du budget 2001. Ce sera insuffisant. Et si c'est le cas, si on n'arrive pas à un niveau minimum, des distorsions et des dérives s'annoncent. Alors on arrive à des solutions comme de retirer tel paquet de soins de l'assurance-maladie. La victime en est le patient. Si demain, il y a une campagne de déconventionnement, il est certain que la sécurité tarifaire dont parlait M. Valkeniers n'existera plus, avec des suppléments qui permettront de maintenir l'apparence d'un système et d'avoir derrière tous les problèmes que l'on a connus en Angleterre ou aux Pays-Bas.

vastgesteld. De regering heeft daar rekening mee gehouden en heeft een strategie uitgewerkt om die te bestrijden. In plaats van fetsijst met betrekking tot het bedrag te zijn, zou men beter over de problemen debatteren.

01.101 Jean-Jacques Viseur (PSC): De uitgaven in de RVT-sector en de geneesmiddelensector zijn aanzienlijk gestegen en de voorschrijvers voorspellen dat een en ander uit de hand zal lopen.

01.102 Daniel Bacquelaine (PRL FDF MCC): Ik denk dat de heer Viseur een ernstige analyse tracht te maken, maar ik moet er hem op wijzen dat wat hij zegt onjuist is. De voorschrijvers verwijten de regering lineaire maatregelen toe te passen en willen dat de actoren worden geresponsabiliseerd, omdat lineaire maatregelen tot gevolg hebben dat iedereen wordt "bestraft".

01.103 Jean-Jacques Viseur (PSC): Wat de individuele gevallen betreft is er een consensus. De voorschrijvers willen als partners worden beschouwd. Volgens hen is het bedrag ontoereikend, wat tot scheeftrekkingen zal leiden. In dat geval dreigt het gevaar van een opzegging van de overeenkomst, wat het einde van de tariefzekerheid zou betekenen. Ik stel voor dat een discussie zou worden gevoerd met als

Mon objectif n'est pas d'avoir un discours démagogique et je n'ai pas d'obsession des chiffres. Mais s'il n'est pas tenu compte des éléments qualifiés auparavant d'exogènes pour discuter avec les acteurs de la santé, on aboutira à un dialogue de sourds. Il y aura toujours quelqu'un pour dire qu'il a la solution. La solution sera soit la régionalisation, soit la privatisation, soit les deux. Ce n'est pas acceptable. Vous avez pris des risques énormes. Mes solutions sont des discussions avec les acteurs sur la base d'un budget réaliste et raisonnable.

uitgangspunt een realistische begroting van 590 miljard.

01.104 Daniel Bacquelaine (PRL FDF MCC): Monsieur le président, pourquoi serait-ce 590? Pourquoi pas 600, 610 ou 620? Jamais depuis la guerre, sur une période de deux ans, on n'a augmenté d'une telle façon le budget des soins de santé: 80 milliards en deux ans, ce n'était jamais arrivé précédemment. Ce dont je suis aussi persuadé, c'est que, que ce soit 570, 580, 590, 600 ou 610, de toute façon – et vous avez expliqué les causes de la croissance du secteur des soins de santé et beaucoup d'entre elles sont bien réelles –, quel que soit le budget que l'on fixe, si l'on n'aborde pas la nécessité de certaines réformes structurelles, ce sera toujours trop peu. Il ne s'agit pas de fétichisme sur l'un ou l'autre chiffre, il s'agit simplement d'aborder les choses dans un esprit dynamique et non pas de considérer que les choses sont statiques une fois pour toutes et que l'on ne pourra pas les changer. Non, on va les changer, on va progressivement adapter le système aux nouvelles contraintes et nous pourrons, de cette façon, contrôler effectivement le budget. Par contre, vous avez raison quand vous dites qu'il faut rétablir une meilleure confiance, un meilleur dialogue entre tous les acteurs. Le gouvernement s'est engagé à rétablir ce dialogue et cette confiance. Je pense que c'est la clé de la réussite des réformes.

01.104 Daniel Bacquelaine (PRL FDF MCC): En waarom geen 570, 580, 600 of 620 miljard? Sinds de oorlog is de begroting nog nooit met 80 miljard gestegen. Het zal hoe dan ook altijd te weinig zijn. Het systeem moet worden hervormd; het is dynamisch. U heeft echter gelijk wanneer u stelt dat het vertrouwen en dialoog tussen de actoren in de sector moeten worden hersteld.

01.105 Yvan Mayeur (PS): Vous préconisez comme solution le recours aux acteurs du système. Les partenaires sociaux qui sont les financiers du système fixent la barre à 581 milliards. En médico-mut, sous l'impulsion de M. Perl, les médecins et les mutuelles acceptent la responsabilisation individuelle dont on vient de parler du contrôle de leurs actes, etc. Que voulez-vous que l'on fasse de plus? A quel autre acteur faut-il faire appel? Pour moi aussi, on peut dire que 600 ou 620 milliards sont nécessaires. Dans mon hôpital, on saurait certainement quoi faire avec 2 ou 3 milliards supplémentaires! La question est évidemment de contrôler une évolution qui est effectivement liée à de nombreux facteurs sociaux et autres. Mais à un moment donné, il faut savoir maîtriser l'évolution du système. C'est en faisant confiance aux acteurs, comme vous le dites, que nous arrivons à ces montants. Pour le reste, je ne vois vraiment pas où vous voulez en venir.

01.105 Yvan Mayeur (PS): Uw oplossing bestaat erin een beroep te doen op de actoren van het systeem. In de commissie artsen-ziekenfondsen hebben de artsen en de ziekenfondsen met de responsabilisering en de controle van hun handelingen ingestemd. Op wie anders wil u nog een beroep doen? Men moet de evolutie controleren maar op een bepaald ogenblik moet men ze in de hand houden.

01.106 Jean-Jacques Viseur (PSC): Les acteurs vous répondent que, à 581 milliards dans la situation actuelle et compte tenu d'augmentations qu'ils doivent supporter sans les avoir décidées – ce ne sont pas eux qui ont décidé des accords sociaux –, ils ne pourront pas nouer les deux bouts. Si vous voulez établir un dialogue avec des gens qui disent qu'ils n'y arriveront pas, je vous promets bien du plaisir. Nous verrons où nous en serons dans six mois et vous serez alors avec nous pour regretter que certains attisent les feux pour un autre système.

01.106 Jean-Jacques Viseur (PSC): De betrokken actoren zeggen u nu al dat men daarin niet zal slagen. Wij zullen over zes maanden zien hoever wij staan.

01.107 Maggie De Block (VLD): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de

01.107 Maggie De Block (VLD):

minister, heren ministers, politiek is het maken van keuzes. Dat betekent dat hetgeen wordt geboden nooit is en kan zijn wat was gevraagd. Het is duidelijk dat dit in de komende jaren of decennia niet anders kan zijn.

De regering heeft gekozen voor een realistisch budget voor de gezondheidszorgen in het licht van de huidige economische stagnering. In 2000 was de officiële begrotingsdoelstelling 501 miljard frank. Twee jaar later is het 581 miljard frank. Dit is een stijging van 80 miljard frank op twee jaar tijd, ruim boven de 2,5%-norm zoals vastgelegd in het regeerakkoord.

Veel belangrijker dan de discussie over de beschikbare middelen zijn, mijns inziens, de acties die vanaf vandaag moeten worden ondernomen om het budget onder controle te krijgen. Het zou een illusie zijn te denken dat de budgetproblematiek van dit jaar zich de volgende jaren niet zal herhalen. De vooruitgang van de medische wereld is spectaculair, de vergrijzing moet haar hoogtepunt nog bereiken en de verwachtingen van de patiënten inzake behandelingen nemen toe.

De budgetoverschrijdingen werden de voorbije jaren in de vele rapporten-Jadot beschreven. Allerhande misbruiken kwamen aan het licht. Niemand had de moed om mogelijke oplossingen aan te brengen.

Deze jaarlijkse budgetoverschrijdingen zijn in niemands belang. Niet in het belang van de overheid die jaarlijks enorm veel energie moet besteden aan het opleggen van besparingsmaatregelen. Niet in het belang van de zorgenverstrekkers die geconfronteerd worden met terugvorderingen, verlagingen van tarieven en zich tegen elkaar voelen opgezet. En vooral niet in het belang van de patiënt voor wie de gezondheidszorg betaalbaar en toegankelijk moet blijven en die bij een ontsporend budget uiteindelijk zelf meer dreigt te betalen. De huidige toestand kan niet blijven duren. Er moet een kentering komen en die kan er alleen komen mits enkele fundamentele ingrepen.

De regeringsverklaring is terzake hoopgevend. Nooit tevoren werd in een beleidsverklaring zoveel belang gehecht aan het correct en doelmatig aanwenden van de middelen in de ziekteverzekering. Ik denk dat dit inderdaad het uitgangspunt en tegelijk de doelstelling moet zijn. Het komt er nu op aan dat regering en Parlement samen de grondvoorwaarden invullen opdat wij deze doelstelling kunnen realiseren. Het beschikken over gegevens is de *conditio sine qua non* om in deze opdracht te kunnen slagen. Dat betekent dat we weten wat er met het geld van de ziekteverzekering gebeurt. Wie, wat, hoeveel en waar men het uitgeeft en of dat hetgeen wordt uitgegeven op een verantwoorde wijze wordt besteed. Dat is van belang. Vooral het snel beschikken over deze gegevens is ook belangrijk om mogelijke misbruiken op te sporen en te bestrijden. Iedereen is het daarover eens. Maar over de manier waarop die gegevensverwerking dient te gebeuren bestaan er enkele verschillende visies.

Mevrouw Avontroodt heeft namens de VLD enige maanden geleden een voorstel tot resolutie ingediend in de Kamer die een aantal voorstellen formuleert rond de problematiek van de gegevensverwerking. De VLD wil de gegevensverwerking toevertrouwen aan een onafhankelijk orgaan waarin alle actoren in de

Le gouvernement a opté pour un budget réaliste pour les soins de santé. Les mesures qu'il faudra prendre à l'avenir pour conserver la maîtrise du budget sont importantes dès lors que le problème budgétaire ne manquera pas de se représenter. Le nombre des inventions médicales augmente et le vieillissement va encore se poursuivre. Les dépassements budgétaires ne sont profitables à personne, surtout pas au patient qui, en définitive, payera plus. Des interventions fondamentales s'imposent. A cet égard, le budget qui nous est proposé est porteur d'espoir.

Le gouvernement et le Parlement doivent, ensemble, remplir les conditions fondamentales. L'information revêt une importance cruciale. Il faut dire comment et où l'argent de l'assurance maladie est affecté. Il est important aussi que les informations soient transmises rapidement pour pouvoir déceler les abus. Tout le monde est d'accord sur ce point. On ne voit pas encore précisément comment il convient de traiter les données. Les opinions divergent à ce sujet.

Une proposition de résolution relative à la collecte de données a été déposée par Mme Avontroodt qui souhaiterait confier cette mission à un organe indépendant au sein duquel tous les acteurs seraient représentés d'une manière équilibrée.

gezondheidszorg betrokken worden: ziekenfondsen, artsen, overheidsziekenhuizen en alle andere zorgverstrekkers. De VLD bepleit die openheid opdat de gerealiseerde cijfers tot stand kunnen komen zonder dat er telkens door de ene of de andere groep een discussie wordt geopend over de betrouwbaarheid van de cijfers.

Wij menen ook dat de actoren deze gegevens zelf nodig hebben om zich op een correcte wijze te positioneren in het gezondheidslandschap. Bovendien mag het bezit van die gegevens geen machtsinstrument worden in de handen van de ene of de andere groep actoren. Dit is niet gezond en leidt alleen maar tot nog meer conflicten. Openheid kan bijdragen tot een goede discussie en vermijdt dat sommigen hun kennis misbruiken om de eigen positie te versterken en die van anderen op onterechte wijze te ondergraven.

01.108 Luc Goutry (CD&V): Mevrouw De Block, ik wens u erop te wijzen dat iedereen het eens is met dit voorstel voor gegevensinzameling en een instituut op te richten voor het beheer ervan. Alleen, mevrouw Avontroodt wil dat strikt doen door private ondernemingen. Dat is uw zoveelste uiting van drang naar privatisering: stukje bij beetje. Zoals de Vlaamse zorgenverzekering waar u ook door uw tussenkomst in het Vlaams Parlement ervoor gezorgd hebt dat DKV 800.000 polissen probeert af te sluiten. Dat zijn allemaal kleine stapjes in de privatisering. Wij zijn voor dat gegevensbeheer maar laten we het maar intermutualistisch doen. Die mensen hebben vandaag de gegevens in hun bezit en ze misbruiken ze niet. Integendeel, de overheid gebruikt ze niet. Dat is nog iets anders.

01.109 Minister Frank Vandenbroucke: Mijnheer de voorzitter, ik heb al de gelegenheid gehad om dit punt zeer uitvoerig met mevrouw Avontroodt te bespreken. Er is inderdaad een discussie mogelijk over wie men daar allemaal bij betreft. De essentiële gedachte van mevrouw Avontroodt is een zeer goede gedachte. Daarover bestaan niet veel problemen. Het is niet haar bedoeling om iets te privatiseren in deze. Zij wil alle relevante actoren samenbrengen in het verzamelen van gegevens. Dat lijkt mij een zeer goed idee.

01.110 Maggie De Block (VLD): Mijnheer Goutry, u gebruikt het woord privatiseren mijns inziens vandaag te pas en te onpas, bij alle mogelijke onderwerpen in verband met de ziekteverzekering. Beschikken over gegevens is noodzakelijk om de artsen te kunnen responsabiliseren. Dat is een doelstelling die de regering heeft geformuleerd en waarbij er een akkoord is over de taalgrenzen heen.

Er is echter meer nodig. Wij zijn vragende partij voor het opstellen van zogenaamde good practice-richtlijnen voor een aantal frequente aandoeningen. Natuurlijk beseffen we dat responsabilisering van de patiënten evenzeer nodig is.

In dat verband maak ik toch de volgende kanttekening. De minister verleende aan het Leuvense Centre for Evidence Based Medicine vanaf 1 oktober een subsidie van 8 miljoen frank. Met het initiatief wordt een stap in de goede richting gedaan, want er is nood aan een organisatie die zich toelegt op het formuleren van die richtlijnen.

Ik heb er wel een probleem mee dat de mentor van het centrum in een artikel stelt dat het voor hem niet zo belangrijk is dat dergelijke

01.108 Luc Goutry (CD&V): En réalité, la proposition de Mme Avontroodt tend à la privatisation de cette collecte de données. Le CD&V est également partisan de la constitution d'une banque de données de ce type mais celle-ci pourrait parfaitement être gérée par les mutualités. La privatisation de la sécurité sociale constitue un véritable cheval de bataille des libéraux.

01.109 Frank Vandenbroucke, ministre: Je me vois contraint de vous contredire. La résolution tend uniquement à associer, sur un pied d'égalité, l'ensemble des acteurs concernés à la collecte de données. Il n'est aucunement question de privatisation.

01.110 Maggie De Block (VLD): M. Goutry semble avoir aujourd'hui une véritable prédilection pour le terme "privatisation". Le VLD, quant à lui, préfère parler de la "responsabilisation" tant des prestataires de soins que des patients en vue d'assurer une meilleure maîtrise des dépenses.

richtlijnen al dan niet leiden tot een goedkopere gezondheidszorg. Mijns inziens speelt het gezondheidseconomisch aspect hierin toch een rol en is zo'n uitspraak niet aanvaardbaar op een ogenblik dat de regering zich tot doel stelt de verschillen in medische praktijk weg te werken en de zorgverstrekkers voor buitensporige uitgaven aansprakelijk te maken.

01.111 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mevrouw De Block, we moeten ervoor waken aan de medische gemeenschap het signaal te geven dat, wanneer we spreken over evidence based medicine, we alleen in besparen geïnteresseerd zijn. Ik denk dat dat de strekking was van de verklaring van de mentor.

01.111 **Frank Vandenbroucke**, ministre: Nous ne pouvons donner au monde médical l'impression qu'en nous référant à la "evidence based medicine", nous cherchons uniquement à réaliser des économies.

01.112 **Maggie De Block** (VLD): Mijnheer de minister, wij zijn het ermee eens dat evidence based medicine niet altijd goedkoper is. Het kan soms duurdere geneeskunde zijn.

01.112 **Maggie De Block** (VLD): Je suis entièrement d'accord avec vous.

Uiteraard moet het formuleren van richtlijnen ook resulteren in een aanpassing van de nomenclatuur. In de regeringsverklaring wordt onderstreept dat er werk moet worden gemaakt van de herijking van de nomenclatuur. In het kader van een doelmatig gebruik van de middelen en het formuleren van richtlijnen om zulks mogelijk te maken, moet de nomenclatuur inderdaad opnieuw worden geëvalueerd en zullen bepaalde behandelingen en technische prestaties een nieuw waarderingscijfer krijgen.

Par ailleurs, nous plaçons en faveur d'une révision de la nomenclature.

01.113 **Luc Gouty** (CD&V): Mevrouw De Block, u raakt een interessant thema aan met de herijking van de nomenclatuur, waarover ik vanochtend nog een artikel in de Artsenkrant heb gelezen.

01.113 **Luc Gouty** (CD&V): Quel est l'état d'avancement de l'arrêt royal qui doit être publié à ce sujet? Cela fait des années que l'on parle de la révision de la nomenclature et rien ne permet d'espérer une accélération du mouvement. Il est temps de joindre l'acte à la parole.

Graag verneem ik van de minister hoever het staat met het koninklijk besluit terzake. Wanneer zal het worden gepubliceerd? De regering spreekt al twee jaar over de herijking van de nomenclatuur. Dat zulks moet gebeuren, daarover zijn we het allen eens. Over evidence based medicine wordt al tien jaar gesproken. Ik heb daar geen enkele moeite mee; we kunnen dat allen samen nog 20 jaar proclameren. Er komt echter een moment waarop een beslissing moet worden genomen om de instrumenten in het leven te roepen. Welnu, hoever staat het met de herijking van de nomenclatuur?

01.114 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mijnheer Gouty, ik heb nog op 1 oktober de vergoedingen voor de pediaters verhoogd. Dat is een zeer concreet voorbeeld van de herijking van de nomenclatuur. De pediaters waren ondergewaardeerd voor de tijd die ze besteden aan de behandeling van de kinderen-patiënten. Met de herijking van de nomenclatuur is het de bedoeling om de tijd die een arts besteedt aan zijn patiënten, beter te waarderen en om minder eenzijdig de klemtoon op techniek te leggen.

01.114 **Frank Vandenbroucke**, ministre: Le 1^{er} octobre dernier, nous avons procédé à l'amélioration des indemnités des pédiatres. Voilà un exemple par excellence des mesures à prendre dans le cadre de la révision de la nomenclature. Je sais que vous faites référence à la commission pour la révision de la nomenclature qui n'a, il est vrai, pas encore été mise sur pied. Je n'ai toutefois pas attendu sa création pour prendre une série de mesures concrètes.

Met uw opmerking doelt u ongetwijfeld op de op te richten afdeling doorlichting van de nomenclatuur. Dat is inderdaad nog niet gebeurd. Het is een lange, juridische weg, maar ik wacht daar niet op om maatregelen te nemen. Vergeet overigens niet dat de regering de artsen en de ziekenfondsen heeft gevraagd de nomenclatuur grondig te hervormen.

01.115 Maggie De Block (VLD): Mijnheer de voorzitter, ik wil ook pleiten voor een doelmatig gebruik van de middelen in de acties die de bevoegdheid van de federale overheid overstijgen. Ons land kent een ingewikkelde bevoegdheidsverdeling, ook inzake gezondheidszorg. Er moet absoluut nog meer werk gemaakt worden van een intensief overleg met de Gemeenschappen inzake de organisatie van de eerste lijn en de preventie. Het opzetten van dubbele circuits is zowel contraproductief als inefficiënt. De parallelle opstelling van overlegplatforms in de eerstelijnszorg zorgt ervoor dat artsen meer tijd investeren in het deelnemen aan overlegmomenten dan in het verstrekken van zorg aan hun patiënten.

Een ander belangrijk thema voor de liberalen is de verbetering van het sociaal statuut van de zelfstandige. Een verhoging van de uitkeringen in geval van ziekte en invaliditeit was absoluut noodzakelijk geworden. Wie vandaag als zelfstandige ziek wordt, ontvangt een uitkering lager dan het bestaansminimum. Dat is voor ons onaanvaardbaar. De VLD hecht dan ook bijzonder veel waarde aan het engagement van de regering om die uitkeringen gevoelig te verhogen. In dat kader hoop ik nog altijd dat zeer snel gesleuteld kan worden aan de verbetering van het stelsel van de maximale factuur, ook voor de gezondheidszorg en voor de zelfstandigen. Wij willen dat de zelfstandigen in de maximale factuur opgenomen kunnen worden. Wij wachten nog op de conclusies van mevrouw Bea Cantillon over haar onderzoek in verband met de pensioenen. Wij hopen dat de regering ook op dat vlak maatregelen wil nemen.

De **voorzitter**: De heer Goutry wil graag reageren. Mijnheer Goutry, u kan niet stilgelegd worden.

01.116 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijn interventies zijn zeer bescheiden in vergelijking met wat de heer Valkeniers daarnet allemaal uitgehaald heeft. Ik wil iets essentieels zeggen.

Mevrouw De Block, u zegt dat de zelfstandigen moeten kunnen deelnemen in het systeem van de maximale gezondheidsfactuur. Welk standpunt hebt u tegenover de grote en kleine risico's? Gaat u ervan uit dat de zelfstandigen over de hele lijn verplicht verzekerd moeten worden?

01.117 Maggie De Block (VLD): Mijnheer Goutry, de zelfstandigen zouden verplicht worden zich te verzekeren voor de kleine risico's.

01.118 Luc Goutry (CD&V): Mevrouw De Block, hoe wilt u dat in de praktijk uitvoeren?

01.119 Maggie De Block (VLD): Mijnheer Goutry, op dit moment is 75% van de zelfstandigen al verzekerd voor de kleine risico's. Een aantal zelfstandigen kan zich niet meer verzekeren omdat zij een bepaalde leeftijdsgrens overschreden hebben. Gepensioneerden zijn bijvoorbeeld te oud om zich nog te kunnen verzekeren. Wij willen dat alle zelfstandigen de kans krijgen om zich tegen de kleine risico's te verzekeren. Daarna willen wij de gelijkschakeling voor de maximale factuur.

01.115 Maggie De Block (VLD): Les libéraux attachent une grande importance à l'amélioration du statut social des indépendants. C'était en effet plus que nécessaire. Les allocations ont ainsi été sensiblement augmentées. Nous espérons également que les propositions de la commission Cantillon en matière de pensions s'appliqueront également aux indépendants. Nous voulons par ailleurs que les indépendants bénéficient du système de facture de santé maximale.

01.116 Luc Goutry (CD&V): Comment pensez-vous concrétiser cette dernière mesure, madame De Block?

01.119 Maggie De Block (VLD): En reprenant tous les indépendants, y compris les pensionnés, dans le calcul des petits risques. C'est déjà le cas pour 75% des indépendants, sur une base volontaire. L'augmentation du montant que les retraités peuvent toucher en plus de leur pension est une bonne chose.

L'objectif du VLD consiste toujours à assurer à chacun des soins de santé optimaux.

01.120 Luc Goutry (CD&V): Mevrouw De Block, zullen de voorwaarden dan ook precies dezelfde zijn zoals de maximale factuur nu is ingesteld?

01.121 Maggie De Block (VLD): Mijnheer Goutry, die voorwaarden kunnen nog bepaald worden naargelang het uitgangspunt.

01.122 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik begrijp die uitleg niet maar ik zal het hierbij laten.

01.123 Maggie De Block (VLD): Mijnheer de voorzitter, ik zou de raad van de heer Valkeniers nog willen vermelden. Hij adviseert om het systeem van de maximale factuur zeer sluitend te maken om eventuele misbruiken te voorkomen.

Ik wil nog verwijzen naar het bedrag dat de gepensioneerden mogen bijverdienen. De regering zal dat bedrag nog optrekken. De VLD vindt dat positief. Wij zien dat als een eerste stap naar de opheffing van de grens van de toegelaten arbeid. Daartoe heeft mevrouw Fientje Moerman onlangs een voorstel ingediend.

Ten slotte is de uitbreiding van de dekking inzake gezondheidszorgen tot de kleine risico's nog steeds belangrijk in het kader van het debat over de toegankelijkheid van de gezondheidszorgen, in het bijzonder voor de zelfstandigen. Daaraan moeten wij de komende jaren blijven werken. Rekening houdend met het feit dat wij de komende maanden nog heel wat werk voor de boeg hebben, hoop ik dat in de beste verstandhouding met alle actoren op het terrein onderhandeld blijft worden. Het doel van de VLD blijft hetzelfde, namelijk de rationele en optimale gezondheidszorg verzekeren voor de volgende generaties.

(Mevrouw De Block maakt nog een opmerking tegenover de voorzitter)

De **voorzitter**: Mevrouw De Block vraagt waarom zij zich zo moet haasten als de andere sprekers altijd hun spreektijd overschrijden. Zij heeft gelijk met die opmerking.

01.124 Jef Valkeniers (VLD): Mijnheer de voorzitter, u bent strenger voor uw eigen partij dan voor de anderen.

De **voorzitter**: Qui aime bien, châtie bien!

01.125 Colette Burgeon (PS): Monsieur le président, madame et messieurs les ministres, chers collègues, mon intervention portera sur l'emploi ainsi que sur certains aspects de la protection sociale. Mon collègue Yvan Mayeur abordera la sécurité sociale et les problèmes relatifs aux soins de santé.

Force est de constater que notre vice-première ministre et ministre de l'Emploi Laurette Onkelinx a effectué un travail remarquable, remplissant déjà à la mi-législature l'essentiel du programme qu'elle s'était fixé en accord avec le gouvernement. Que ce soit sur

01.125 Colette Burgeon (PS): De helft van de legislatuur is nu voorbij en de minister van Werkgelegenheid, mevrouw. Laurette Onkelinx, heeft al de voornaamste punten van haar programma verwezenlijkt. In deze tijdspanne zijn er belangrijke vorderingen gemaakt en heeft een trendbreuk plaatsgevonden op

l'augmentation du taux d'emploi, sur l'aspect qualitatif du travail ou sur le volet social de l'emploi, il y a des avancées significatives qui constituent aussi autant de ruptures avec le passé, en particulier avec l'orientation de Mme Smet, laquelle fut pourtant durant huit années à la tête de ce département difficile.

J'en veux pour preuve le plan "Rosetta" qui a déjà permis à presque 70.000 jeunes de trouver leur premier emploi, mais aussi le déminage systématique de tous les pièges à l'embauche, le développement des services de proximité et enfin les deux derniers grands acquis de la session 2000-2001 qui méritent, ici, une attention toute particulière.

Primo, le passage généralisé aux 38 heures, d'ici au premier janvier 2003, est inscrit dans la loi et la réduction collective du temps de travail est encouragée par de réels incitants financiers, tout comme d'ailleurs la semaine des quatre jours qui dispose désormais d'un cadre légal cohérent et attractif.

Secundo, face à l'autre grand défi de la législature, celui du relèvement du taux d'activité des aînés, ont été prises à la fois des mesures préventives pour les travailleurs encore actifs – ainsi le droit à la réduction des prestations à mi-temps, sans limite dans le temps, ou encore le droit à l'outplacement – et des mesures incitatives pour les autres mais, sur ce dernier point – et nous nous permettons d'insister –, toujours par rapport à leur compétence, leur expérience et leur état physique.

Nous pensons que le plus grand mérite de ce gouvernement est de démontrer que le renforcement de la compétitivité de nos entreprises n'est nullement incompatible avec une société de plus de temps libre et que la diminution du chômage ne résulte pas uniquement de la croissance économique mais aussi du concours et de la détermination de tous les acteurs de ce pays.

Tout le travail n'est évidemment pas terminé. Il existe encore des chantiers importants comme celui de la réforme du travail à temps partiel ou encore celui de la valorisation de la formation en alternance en liaison avec un contrat de travail.

Mais le temps est aussi venu d'affiner et de consolider les acquis à la lumière d'une évaluation qui devra être aussi systématique que possible.

En matière de réduction des charges des entreprises, nous constatons avec satisfaction que le gouvernement allie en ce domaine rationalité et efficacité. Nous avons toujours dit qu'il était indispensable de tourner le dos à une politique consistant à disperser les efforts sur une multitude de mesures de remédiation, avec l'effet désastreux de rendre la politique de l'emploi totalement illisible pour les acteurs. C'est assurément une politique intégrée qui s'impose, une politique qui ne superpose plus des mesures disparates, qu'elles soient fédérales ou régionales, mais qui les coordonne dans une suite logique et qui les simplifie au maximum. Des efforts importants ont déjà été accomplis mais ils doivent être poursuivis. Dès lors, nous partageons pleinement l'option selon laquelle tous les plans d'embauche doivent être intégrés dans une seule réduction structurelle des charges, que celle-ci doit être accordée automatiquement et qu'elle doit être renforcée par le remboursement

diverse gebieden: de tewerkstellingsgraad is gestegen, de arbeidskwaliteit is verbeterd en het sociaal luik van de werkgelegenheid is uitgebreid. Ik denk aan het Rosetta-plan waaraan men de twee laatste grote verworvenheden van de zitting 2000-2001 te danken heeft. Ten eerste is er de veralgemeende overgang naar de 38 uren-week tegen januari 2003, een maatregel die kadert in het stimuleringsbeleid met het oog op de vermindering van de arbeidsduur. Vervolgens is er het optrekken van de arbeidsgraad bij oudere werknemers. De grootste verdienste van deze regering is dat zij aangetoond heeft dat de versterking van het concurrentievermogen van de bedrijven niet onverenigbaar is met een samenleving die over meer vrije tijd beschikt. Wij hebben nog heel wat voor de boeg, maar nu moeten wij de voltooide hervormingen verfijnen en bestendigen op grond van een systematische evaluatie. Inzake de lastenverminderingen ten gunste van de ondernemingen voert de regering een beleid dat terzelfdertijd rationeel en doeltreffend is. Wij steunen bijvoorbeeld de beleidsoptie volgens welke alle wervingsplannen moeten worden geïntegreerd binnen één structurele lastenvermindering.

Om de werkgelegenheidsgraad te verhogen heeft de regering terecht beslist de nieuwe verlaging van de sociale bijdragen prioritair toe te kennen aan jongeren en oudere werknemers.

Wat het sociale aspect betreft, verbindt de regering zich ertoe het probleem van de collectieve sociale conflicten op te lossen. Het is voor onze democratie van cruciaal belang dat de syndicale vrijheid en de eruit voortvloeiende fundamentele waarden gevrijwaard blijven. Het is in een

des aides Maribel d'avant 1997.

Dans le droit fil des mesures qui ont été adoptées en vue d'augmenter le taux d'emploi, nous nous félicitons que le gouvernement entende réserver prioritairement les nouvelles réductions de cotisations sociales à la fois sur les jeunes et sur les travailleurs les plus âgés. Car, en définitive - et il ne faudrait pas l'oublier -, c'est bien le relèvement du taux d'activité de ces deux catégories qui constitue les principaux défis de cette législature, défis sur lesquels les efforts de notre pays ont été et seront encore appréciés par l'Europe.

En ce qui concerne l'aspect social de l'emploi, nous constatons que le gouvernement s'engage à résoudre le problème des conflits collectifs sociaux. Ceux-ci - comme tout conflit d'ailleurs - présentent des aspects positifs et négatifs et sont source d'évolution de notre droit social. Il est donc essentiel, pour notre démocratie, de préserver les libertés syndicales et les valeurs fondamentales qui s'y rattachent parmi lesquelles se trouve notamment - et non pas uniquement - le droit de grève. Ce qui se passe aujourd'hui - l'actualité en témoigne presque quotidiennement - est inadmissible dans un Etat de droit: l'utilisation de la requête unilatérale auprès des tribunaux civils bafoue les principes fondamentaux du contradictoire et du droit de la défense et court-circuite les mouvements sociaux. Ce faisant, les juges se prononcent, par voie d'ordonnance, dans une matière qui relève du pouvoir législatif et mettent ainsi un point final, du moins en apparence, aux conflits collectifs au nom du « préjudice économique ».

Dans cette matière, il faut rompre avec toute justice « expéditive ». La seule solution se trouve dans la négociation et dans la conciliation sociale. Aussi, nous approuvons l'orientation du gouvernement qui est celle de faire intervenir un médiateur social lorsqu'une des parties en appelle au pouvoir judiciaire et de faire trancher les litiges par les tribunaux du travail dont la compétence doit être exclusive en cette matière.

Un dossier qui nous tient particulièrement à cœur - dossier « historique » s'il en est - est celui des créances alimentaires impayées dans lequel j'ai été la première à déposer une proposition de loi simple et efficace.

Ce problème, qui est un véritable défi à notre Etat de droit lorsqu'il a pour effet de mettre des enfants dans un état de besoin, devra impérativement trouver une solution acceptable sous cette législature. La position des socialistes a toujours été claire: l'époque de l'assistance via les CPAS est, pour nous, révolue. Nous ne voulons plus d'une approche « confortable » qui sous-entend que si les obligations alimentaires ne sont pas remplies, le système judiciaire est là pour en garantir le respect quitte à ce que l'on remédie aux situations les plus dramatiques dans le cadre d'un programme de lutte contre la pauvreté.

Nous partons du principe que la société et l'Etat ont une responsabilité globale dans cette problématique et que seule la création d'un fonds au sein du ministère des Finances pourra rencontrer, sans sélectivité et sans pour autant déresponsabiliser les débiteurs défaillants, cet important problème de société.

rechtsstaat onaanvaardbaar dat sociale actie door een eenzijdig verzoek bij de rechtbank belet kan worden op grond van de "economische schade". Sociale verzoening, via een sociaal bemiddelaar zoals de regering suggereert, en onderhandelingen zijn de enige oplossing.

Het dossier van de alimentatievorderingen ligt ons, en ook mij persoonlijk, bijzonder na aan het hart. Wij vinden dat de samenleving en de staat een algemene verantwoordelijkheid dragen in deze problematiek. Alleen de oprichting van een fonds bij het ministerie van Financiën zal hier een uitweg kunnen bieden.

Nog zo'n belangrijk dossier: de hervorming van het bestaansminimum. Het recht op maatschappelijke bijstand en op een bestaansminimum is een grondrecht.

Met een "OCMW - Mister Cash" kunnen we geen genoegen nemen. Het recht op maatschappelijke integratie moet méér behelzen dan dat.

Tot slot stip ik nog even het probleem van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen aan. Ik ben blij met de oprichting van een Instituut voor gelijke kansen, dat het instrument bij uitstek moet zijn voor het aan het licht brengen van ongelijkheid. In die strijd kadert ook het uitroeien van geweld op het werk. Wij zullen er waakzaam op toezien dat dit aspect niet vergeten wordt bij de bespreking van de twee wetsontwerpen van de regering.

Wij steunen het project dat de eerste minister ons hier voorlegt en dat moet leiden tot een meer solidaire samenleving waarin een hogere kwaliteit van het leven vooropstaat.

Autre dossier qui nous tient à cœur, celui de la réforme du minimex. Pour nous, le droit à l'aide sociale et le droit à un minimum de moyens d'existence sont deux outils indispensables pour permettre à chacun et à chacune de mener une vie conforme à la dignité humaine. Ces droits fondamentaux contribuent, après la sécurité sociale, à faire de notre société l'une des plus avancées au monde. Mais il est entendu que l'on ne peut plus se contenter du CPAS « mister cash » si l'on se réfère à la philosophie que nous partageons de l'Etat social actif. Dans le passé, des efforts importants ont été réalisés - et je pense ici au programme d'urgence pour une société plus solidaire initié à l'époque par Laurette Onkelinx. Aujourd'hui, il convient d'aller plus loin encore dans le droit à l'intégration sociale et de faire en sorte que chacun et chacune puissent s'émanciper, notamment à travers une vie professionnelle.

Nous serons particulièrement vigilants à ce que l'activation du minimex ne se transforme pas insidieusement en nouvel outil d'exclusion, d'où toute l'importance d'une juste proportionnalité entre le non-respect d'une obligation et l'instauration d'une sanction.

Pour terminer, quelques mots encore sur l'égalité hommes-femmes. Vous savez que je m'y implique particulièrement. Je me réjouis de la création d'un institut pour l'égalité des chances mais je m'interroge sur le rôle exact qu'on lui donnera. Il me semble que cette structure devrait être l'instrument idéal de dépistage systématique de toutes les inégalités, que celles-ci concernent la réglementation du travail, la sécurité sociale ou même la fiscalité.

De même, l'éradication de la violence sur les lieux de travail, laquelle est une condition essentielle de la qualité de l'emploi, participe aussi au combat pour cette égalité. Nous y serons attentifs lors de l'examen des deux projets de loi que le gouvernement compte déposer.

En conclusion, c'est assurément un projet pour une société plus qualitative et plus solidaire que le premier ministre nous propose. Ce projet est aussi le nôtre, nous le soutiendrons.

Le **président**: Madame Burgeon, vous avez été la plus brève de nous tous, ce soir. Les femmes sont parfois bavardes, mais les hommes le sont encore plus.

01.126 Yvan Mayeur (PS): Monsieur le président, messieurs les ministres, chers collègues, le 20 mai 2001, des milliers de travailleurs, de chômeurs, d'allocataires sociaux étaient dans la rue pour exiger qu'eux aussi bénéficient de l'embellie économique que connaissait notre pays, ainsi que l'ensemble de l'Europe. Concrètement, la revendication était l'augmentation des allocations sociales, la liaison des allocations sociales à l'évolution du bien-être et une meilleure accessibilité aux soins.

La réponse du gouvernement fut d'organiser des tables rondes de la solidarité sociale et de respecter les engagements pris envers les allocataires sociaux, de répondre à leurs attentes en consacrant, dans le budget 2002, une première vague de réponses sociales par la revalorisation des allocations sociales pour 10 milliards et en prévoyant 15 milliards en 2003. Sur ces 10 milliards, plus de 5 ont été obtenus pour le secteur chômage. Cette enveloppe importante permettra à la fois de revaloriser significativement les allocations de chômage les plus basses et d'éviter à l'avenir la chute brutale que

01.126 Yvan Mayeur (PS): Op 20 mei jongstleden kwamen duizenden werknemers, werklozen en uitkeringstrekkers op straat om hun deel op te eisen van de grotere economische koek. De regering antwoordde door rondetafelconferenties voor sociale solidariteit te organiseren en de aan de uitkeringstrekkers toegezegde verhoging van de uitkeringen, met 10 miljard in 2002 en met 15 miljard in 2003, door te voeren. Van die 10 miljard gaan er 5 naar de werkloosheidsuitkeringen. Van alle categorieën die een vervangingsinkomen ontvangen,

connaissent aujourd'hui bon nombre de chômeurs entre le salaire perdu et l'allocation de chômage. C'est pourquoi le plafond salarial, pris en considération pour le calcul d'allocations de chômage sera relevé.

C'est important parce que les manifestants du 20 mai ont souligné que les chômeurs sont, parmi les allocataires sociaux bénéficiaires d'un revenu de remplacement, ceux dont le pouvoir d'achat s'est le plus dégradé au cours des 20 dernières années. A ce sujet, je vais d'ailleurs citer deux paramètres édictés par le Bureau du Plan. Le premier indique la dégradation de la fonction de revenus de remplacement, des allocations sociales, en pourcentage par rapport au salaire moyen. En 1980, ce pourcentage était, pour le chômage, de 41,6% par rapport au salaire moyen. En l'an 2000, il n'est plus que de 27,5% par rapport au salaire moyen. C'est dire que le pouvoir d'achat du chômeur s'est continuellement dégradé au cours des 20 dernières années par rapport au salaire moyen.

Le risque de pauvreté des allocataires sociaux, chefs de famille, est en lien direct avec la dégradation des allocations sociales. En 1985, le risque était de 20% pour les chômeurs. En 1997, il était de 37%. C'est donc dire que la précarité de ce type d'allocataires sociaux est grande. Il fallait y répondre et à présent le gouvernement entame cette réponse. C'est essentiel.

Le groupe socialiste note avec satisfaction le relèvement d'autres allocations sociales:

- pour les invalides: plus 1,4 milliard;
- pour les personnes handicapées: plus 1,1 milliard, soit 4% de plus en 2002 par rapport à 2001;
- en ce qui concerne la pauvreté, le minimex sera augmenté de 4% au 1^{er} janvier 2002;
- pour les pensions: plus 1,65 milliard pour initier l'adhésion au bien-être en commençant par les pensions les plus anciennes, celles d'avant 1993.

J'insiste sur le fait qu'il s'agit pour le PS d'un excellent début mais il faut que cela se transforme en mécanisme structurel pour l'ensemble des allocations sociales.

La nouvelle phase annoncée de réduction des charges patronales n'aura par contre pas lieu. Dans le souci de préserver l'équilibre de la sécurité sociale en 2002, aucune mesure nouvelle de réduction des cotisations sociales patronales n'a été prise. Cette décision nous rassure quant à la volonté du gouvernement de ne pas mettre en péril les ressources de notre système de protection sociale dans une période de dégradation du contexte budgétaire.

Par l'effet mécanique des décisions antérieures, ces réductions s'élèveront tout au plus à 7,5 milliards, dont 2,5 milliards en provenance des entreprises elles-mêmes. Pour les Maribel bis et ter, cette enveloppe sera recyclée pour améliorer l'accès à l'emploi des jeunes et des travailleurs âgés.

En outre, en concertation avec les partenaires sociaux, les systèmes d'aide à l'emploi existants seront simplifiés. Cela devrait renforcer leur lisibilité et leur efficacité en matière de création de l'emploi. Il s'agit là d'une mesure attendue. Nous nous réjouissons donc de la voir

zijn de werklozen er qua koopkracht ook het hardst op achteruit gegaan in de afgelopen twintig jaar.

Wij stellen tot onze tevredenheid vast dat de uitkeringen voor invaliden en gehandicapten, op het stuk van het bestaansminimum en de pensioenen werden opgetrokken.

Voorwaar een uitstekend begin, maar deze inspanning moet nu omgevormd worden tot een structureel mechanisme voor alle uitkeringen.

De nieuwe fase van kostenverlaging ten voordele van de werkgevers komt er niet. Dat stelt ons gerust. Nu de begroting verslechtert is de regering niet van plan de middelen van ons sociaal beschermingsstelsel in gevaar te brengen.

Bovendien zullen de bestaande regelingen ter bevordering van de werkgelegenheid vereenvoudigd worden zodat de leesbaarheid en de doeltreffendheid ervan verbeterd worden.

Bijkomende middelen zullen aan de verzorgingssector toegekend worden. Er werd een begroting van 582 miljard vastgesteld en dat is 39 miljard meer dan in 2001 en 13,5 miljard meer dan de begroting die uit de bus zou zijn gekomen wanneer de groeinorm van 2,5% boven het indexcijfer strikt zou zijn toegepast.

inscrite dans les projets du gouvernement.

Des moyens supplémentaires seront donc alloués au secteur des soins de santé. Dans un contexte politique particulièrement tendu, hanté par les spectres de la communautarisation et de la privatisation de l'assurance maladie, le budget 2002 a été fixé à près de 582 milliards, c'est-à-dire 39 milliards de plus qu'en 2001, inflation comprise. Cela correspond à 13,5 milliards de plus que le budget qui aurait résulté de la stricte application de la norme de croissance de 2,5%, au-delà de l'index.

La croissance pour 2002 sera donc de 6%.

Je tiendrai une copie de mon intervention à l'intention de M. Viseur, de manière qu'il mesure bien l'intervention que le gouvernement fait ici au-delà de la norme qui avait été fixée.

01.127 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer de voorzitter, er is iets dat ik niet duidelijk vind. Ik weet niet meer goed waar we met de PS aan toe zijn, want ik heb gehoord dat minister Onkelinx akkoord was met 581 miljard en dat de heer Di Rupo nauwelijks later verkondigde dat het absoluut 595 miljard moest zijn. Mijnheer Mayeur, u bent blijkbaar van de strekking Onkelinx en anderen van de strekking Di Rupo. Dat is geen probleem voor u? Het gaat toch maar over 15 miljard, een vierde inzet van de besparingen.

01.128 Yvan Mayeur (PS): Je vais y venir, monsieur Goutry. Laissez-moi poursuivre! En deux ans, c'est donc plus de 80 milliards supplémentaires qui ont été décidés par le gouvernement au bénéfice du secteur des soins de santé. Ce chiffre de 581,5 milliards constitue, compte tenu de la dégradation récente du contexte économique, un point d'équilibre pour assurer le maintien durable de notre système d'assurance-maladie obligatoire, sans report massif de charges sur les patients, tout en le gardant finançable. C'est là que la différence entre M. Di Rupo et Mme Onkelinx intervient pour dire qu'il n'y en a plus. C'est que les mesures d'économies qui sont faites devront être réalisées eu égard à l'évolution tendancielle des dépenses, c'est-à-dire étant essentiellement axées sur une meilleure maîtrise des prix, en particulier des médicaments. Elles ne pèsent pas non plus sur les patients.

Le report de nouvelles initiatives ne pèse pas sur les patients par rapport aux décisions actuelles et par rapport à ce qui est entrepris aujourd'hui. La chasse au gaspillage et aux examens inutiles ne pèse pas sur les patients pas plus que l'indexation différée des tarifs et honoraires. Donc, s'il n'y avait pas eu ces mesures, effectivement, on devrait parvenir au montant de 595 milliards dont a parlé M. Di Rupo. Comme on a pris ces mesures et qu'en principe, je le répète, elles ne pèsent pas sur les patients, on peut se contenter du montant de 581 milliards qui a été fixé par les partenaires sociaux qui sont tout de même les gestionnaires du système.

Cette situation ne présente évidemment pour nous aucune difficulté.

01.129 Luc Goutry (CD&V): Mijnheer de voorzitter, de heer Mayeur

01.127 Luc Goutry (CD&V): En fait, je ne comprends pas bien ce que le PS veut exactement. La ministre Onkelinx cite un montant de 581 milliards de francs tandis que pour M. Di Rupo un montant de 595 milliards de francs est un minimum absolu. Cela fait donc une différence de 14 milliards de francs. Qu'en est-il dès lors exactement?

01.128 Yvan Mayeur (PS): In twee jaar tijd is de begroting voor gezondheidszorg met meer dan 80 miljard gestegen. Met de huidige 582 miljard werd een evenwicht bereikt: hiermee kan onze verplichte ziekteverzekering bestendig worden, én blijft de financiering ervan gewaarborgd. De besparingen zijn in de eerste plaats gericht op een betere kostenbeheersing, op het uitstellen van een aantal nieuwe initiatieven, op het beteugelen van verspilling en nutteloze onderzoeken en op de uitgestelde indexering van de erelonen en tarieven. Dankzij de oprichting van een fonds voor schadevergoedingen voor therapeutische risico's zal structureel paal en perk gesteld kunnen worden aan de wildgroei van nutteloze onderzoeken, die soms uitgevoerd worden om de medische handeling te beschermen.

01.129 Luc Goutry (CD&V): M. Di

vertelt hier dingen die ik niet begrijp. Met een omweg legt hij uit waarom de heer Di Rupo dan toch weer niet heeft gezegd wat hij heeft gezegd. Ook zegt hij: "Ca ne pèse pas sur le patient". Van de maatregelen die met betrekking tot de geneesmiddelen worden getroffen, 8,7 miljard frank, zal de patiënt dus geen enkel nadeel ondervinden. Dat beweert de heer Mayeur. Het herklasseren van medicijnen, waarbij ze van terugbetaalbaar niet terugbetaalbaar worden, zal de patiënt dus niet raken. Ook van de indexerings van het remgeld zal de patiënt geen hinder ondervinden. Wie gaat dat dan allemaal betalen? Sinterklaas? Ik begrijp niet hoe men zulke zaken kan verklaren!

01.130 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mijnheer Goutry, wij hebben ons nog tot 1 november de tijd gegund voor overleg tussen artsen, ziekenhuisbeheerders en ziekenfondsen. De regering heeft echter ook beslist dat er nog discussie zou komen met de apothekers, de farmaceutische industrie enzovoort. Het is dus wat vroeg om vooruit te lopen op het precieze uitzicht van de beslissingen.

Als u de lijst van voorstellen die in de regeringsbeslissingen zit en waar de heer Mayeur het over had analyseert inzake de impact op de patiënt, dan zitten daar positieve en negatieve dingen in. Als men de indexerings bijvoorbeeld ook deels uitstelt voor de geneesmiddelen zoals wij dat voorstellen voor de honoraria, dan winnen de patiënt en de ziekteverzekering daarbij. Als men verder gaat op de weg van de generische geneesmiddelen – hoewel dit geen gemakkelijke weg is – wint de patiënt. Ook met een aantal andere maatregelen wint de patiënt. Er zijn ook een aantal maatregelen waardoor de patiënt meer zal betalen. Als wij vinden dat een medicijn niet langer efficiënt en verantwoord is en wij declasseren het, dan zal de patiënt het voelen als hij het toch blijft gebruiken. Dat is natuurlijk ook een aspect van het gezondheidsbeleid. Als wij zeggen dat wij een grote verpakking duurder maken en een kleine goedkoper omdat mensen die een kleine verpakking nodig hebben toch een grote voorgeschreven krijgen omdat ze het verschil niet kennen, dan zullen de patiënten het voelen als de dokter hen toch onnodig een grote verpakking voorschrijft. Eigenlijk willen we de mensen duidelijk maken dat ze een kleine verpakking moeten nemen als ze niet meer nodig hebben. Chronisch zieken zullen beschermd worden door de maximumfactuur. U hoort mij dus niet zeggen dat er geen enkele patiënt zal zijn die zal merken dat wij iets doen. De mensen zullen merken dat we iets doen. We zullen maatregelen nemen die niet noodzakelijk populair zijn. Wat de heer Mayeur bedoelt is dat als men dit per saldo bekijkt, men uitkomt bij het garanderen van een adequate bescherming van patiënten, ook in de geneesmiddelensector. Er zullen dus moeilijke momenten komen waarop mensen plotseling hun gewoonten moeten veranderen. Misschien zullen ze niet naar een dienst spoedgevallen maar naar een dokter van wacht moeten gaan. Uiteindelijk vaart die patiënt daar niet slecht bij. Als men niets durft te veranderen, zal het systeem kapot gaan. Ik ben het dus helemaal eens met wat de heer Mayeur zegt. We moeten de concrete maatregelen echter nog bekijken.

01.131 **Luc Goutry** (CD&V): Mijnheer de minister, het gaat er niet om dat u niets moogt veranderen. Het gaat er voor mij om dat u correct moet zijn. U brengt hier een hele nuancerings aan wat de heer Mayeur niet heeft gezegd. Hij doet er veel demagogischer over. Hij geeft de indruk dat het geen probleem vormt want dat het patiënt niet zal

Rupo n'a donc pas dit ce qu'il a dit? Et le patient ne va rien retirer de l'indexation du ticket modérateur. Comment est-ce possible?

01.130 **Frank Vandenbroucke**, ministre: La concertation avec le corps médical, les mutuelles, les pharmaciens, etc. va se poursuivre jusqu'au 1^{er} novembre. Nous nous refusons à spéculer sur les décisions futures. Pour le patient, il y aura des conséquences positives et d'autres négatives. L'ajournement de l'indexation des prix des médicaments et des honoraires, ainsi que le passage aux médicaments génériques, sont à l'avantage du patient. Le déclassement de médicaments, induit par le souci de mettre en œuvre une politique appropriée en matière de santé, aura des répercussions négatives pour ceux qui continueront malgré tout à choisir les médicaments plus coûteux ou les plus grands conditionnements. La facture maximale, par contre, protégera les patients souffrant d'affections chroniques.

Nous prendrons des mesures qui ne seront pas nécessairement populaires mais qui viseront précisément à modifier les habitudes des patients, dans leur intérêt.

01.131 **Luc Goutry** (CD&V): Restons honnêtes. M. Mayeur tient un langage beaucoup plus démagogique que le ministre. Je trouve injuste que les personnes

raken. Bovendien begrijp ik u niet goed wanneer u zegt dat al de grote verpakkingen eigenlijk een kwestie is van niet nodig hebben. Er zijn dus geen patiënten die een grote verpakking nodig hebben en niet anders kunnen dan die grote verpakking nemen om economische redenen en die dus niet zullen worden gestraft? Hoe kunt u dat nu verklaren?

01.132 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mijnheer Goutry, wij voeren de maximumfactuur in waardoor mensen met een gemiddeld of een bescheiden inkomen, die veel medicamenten nodig hebben, beschermd worden. U moet dus alles zien.

01.133 **Yvan Mayeur** (PS): La deuxième étape de l'introduction de la facture maximale sera réalisée en 2002. Chaque famille ne devra plus déboursier, en ticket modérateur pour les soins de santé, qu'un montant maximum annuel variant en fonction de ses revenus. Je note enfin avec satisfaction – c'est aussi un élément qui entre dans le coût pour la population, surtout la plus fragilisée – que l'enveloppe prévue pour compenser en partie les coûts liés à la prise en charge par certains hôpitaux de patients socio-économiquement fragilisés, sera augmentée à concurrence de près de 300 millions. En année pleine et avec l'intervention de la santé publique en plus de celle de l'INAMI, on arrive pratiquement à 300 millions. C'est une intervention en faveur des moins fortunés de la société. Je ne vois franchement pas quelles mesures dures sont prises à l'égard des patients. Je pense, au contraire, que nous avons pu préserver un système équilibré dans l'ensemble.

Je voudrais insister sur un point, toujours en matière d'économie mais c'est aussi un sujet éthique. Il s'agit de la décision importante du gouvernement de créer enfin un fonds d'indemnisation des aléas thérapeutiques. Pourquoi est-ce important sur le plan éthique? Cette mesure protège le médecin juridiquement par rapport à une série d'attaques dont il pourrait être l'objet en cas d'intervention. Mais c'est aussi important dans le cadre d'économies structurelles parce que cela permettra d'éliminer un certain nombre d'analyses inutiles qui étaient faites uniquement dans le but de protéger juridiquement le médecin. Ce projet de loi qui a une portée profonde pourrait être débattu ici au parlement. Il aura aussi des conséquences structurelles sur le secteur des soins de santé.

Enfin, l'accord de revalorisation passé avec le secteur non marchand sera entièrement respecté en 2002. C'est une dimension sociale pour les travailleurs de ce secteur.

La décision du gouvernement de suivre la demande des partenaires sociaux et de fixer l'enveloppe des soins de santé à près de 582 milliards fut prise, je l'ai dit, dans un contexte de déclarations habituelles sur les différences entre le nord et le sud du pays en matière de consommation de médicaments et de pratiques médicales. Comme d'habitude, ces déclarations – parfois pertinentes pour un secteur ou une sous-région mais absolument non fondées lorsqu'il s'agit de l'ensemble du système (voir le rapport Jadot à ce sujet) – visent à pousser un projet politique, celui de la privatisation ou de son préalable, la communautarisation de l'assurance maladie-

qui requièrent davantage de soins soient les victimes de cette mesure.

01.132 **Frank Vandenbroucke**, ministre: Nous appliquerons également la facture maximale, qui protégera les personnes qui ont besoin de beaucoup de médicaments mais ne disposent que d'un revenu moyen ou limité.

01.133 **Yvan Mayeur** (PS): De maximumfactuur zal zoals aangekondigd worden ingevoerd. Daarnaast zal het met de non-profitsector gesloten akkoord in 2002 volledig worden nageleefd. Ten slotte wordt er bijna 300 miljoen méér per volledig jaar uitgetrokken voor het gedeeltelijke opvangen van de kosten voor de opname, door bepaalde ziekenhuizen, van kansarme patiënten.

Er gaan stemmen op voor een privatisering of communautarisering van de ziekte- en invaliditeitsverzekering. De uitspraken van de heer De Gucht, de dag zelf waarop de premier zijn verklaring voorlas, wekken meer bevreemding: de VLD-voorzitter betreurt dat men het niet bij het bedrag van 568 miljard gehouden heeft, terwijl hij goed genoeg weet dat de artsen staken en dat de situatie bij het ziekenhuispersoneel explosief is.

Ik wijs u er toch op dat de Belgische gezondheidszorg kan bogen op een uitstekende prijs-kwaliteitsverhouding.

Uit een onderzoek van het Christelijke ziekenfonds blijkt dat de uitgaven inzake verzorging tussen 1990 en 2000 met 235 miljard toegenomen zijn, waaruit 173 uitsluitend aan 'prijs-effecten' te wijten zouden zijn: inflatie en indexering (84 miljard), sociale overeenkomsten (25 miljard), enz.

invalidité.

Ce qui est moins habituel, par contre, ce sont les déclarations d'un président de parti de la majorité, M. De Gucht, président du VLD. Plus surprenant encore, celles-ci sont faites le jour de la déclaration du premier ministre devant le parlement. Après l'épisode malheureux du collaborateur du cabinet VLD qui proposait l'impensable, à savoir la privatisation d'une partie du système, ce qui entraîna d'ailleurs la démission d'office de ce zélé collaborateur, c'est M. le président De Gucht qui dit qu'il n'est pas content car 582 milliards – je vous renvoie au *Nieuwsblad* d'hier – sont accordés en lieu et place des 568 milliards qu'il proposait.

Mais M. De Gucht déclare cela alors qu'il sait que les médecins sont en grève, que le personnel des hôpitaux est au bord de l'explosion, tant pèsent sur eux des charges de travail importantes.

Je vais reprendre les chiffres que M. Viseur a cités, mais autrement. Le système de soins belge offre un excellent rapport qualité-prix. Il coûte 7,5% du PIB, rapport 1999 de l'OCDE, par rapport à la moyenne européenne qui est de 7,9%. Donc ces chiffres ne sont pas si anciens! Dans un système où 100% de la population sont couverts pour les gros risques, grâce à l'extension de l'assurabilité décidée par le gouvernement précédent et où plus de 90% de la population le sont pour les petits risques, ce système, avec ce coût, est exceptionnel en Europe.

01.134 Jef Valkeniers (VLD): Mijnheer Mayeur, het cijfer van 7,5% dateert van 1999. Volgens de heer Hermes - ik vermoed dat u er niet was in die hoorzitting - zou dat cijfer nu gestegen zijn tot 9%. Hoewel wij vroeger tot de koplopers behoorden inzake de kosten, zouden wij nu reeds duidelijk tot de middenmoot behoren. Er is de jongste jaren dus een heel sterke stijging geweest. Vandaar dat wij ons daartegen verzetten en dat wij dringende maatregelen wensen.

01.135 Yvan Mayeur (PS): Les chiffres que je vais citer concernent l'évolution en 10 ans. Sur cette période, les soins de santé ont augmenté de 235 milliards, à savoir:

- 84 milliards: inflation et index;
- 25 milliards: accords sociaux;
- 39 milliards: effet prix des médicaments;
- 25 milliards: prix de journée d'hospitalisation hors coûts infirmiers;
- 36 milliards: effet vieillissement;
- 27 milliards: extension de l'assurabilité.

En fait, l'effet volume des prestations dont on parle et sur lequel on veut mettre la pression n'expliquerait, au maximum, qu'un quart des dépenses en soins de santé au cours de ces dix dernières années.

M. De Gucht sait que 568 milliards était un montant insuffisant pour créer les conditions favorables aux réformes structurelles indispensables. Responsabilité individuelle des prescripteurs comme M. Bacquelaine l'a cité; suppression des doublons; comparaison des pratiques tout en tenant compte de critères socio-économiques que demande Mme Avontroodt: je suis d'accord.

Het volume-effect van de uitkeringen zou maximaal één kwart van de verzorgingsuitgaven van de tien afgelopen jaren verklaren.

01.134 Jef Valkeniers (VLD): Le chiffre de 7,5 remonte à 1999. Au cours des auditions déjà, il était apparu qu'on était passé à 9. La Belgique se trouve dès lors dans la moyenne en ce qui concerne ces coûts. C'est précisément pour cette raison que nous réclamons des mesures qui permettent d'enrayer l'augmentation.

01.135 Yvan Mayeur (PS): Zoals ik net zei stegen de uitgaven inzake gezondheidszorg op tien jaar tijd met 235 miljard. De heer De Gucht weet heel goed dat 568 miljard niet volstaan om structurele hervormingen door te voeren: de artsen zouden vanzelfsprekend niet akkoord zijn gegaan.

Gelukkig zijn de artsen en de ziekenfondsen zo wijs geweest onder het toezicht van de heer Perl een akkoord te sluiten. Gelet op de omstandigheden, heeft de regering dus een voorzichtige begroting uitgewerkt. Indien zich een economische heropleving zou voordoen, zou vanzelfsprekend aandacht naar de

Les acteurs du système et en particulier les médecins auraient claqué la porte si l'on avait parlé de 568 milliards! Voilà la réalité de la situation!

Je pense donc qu'il faut, au contraire, souligner l'intelligence des médecins et des mutualités qui sont parvenus à un accord au sein de la médico-mut en vue d'une meilleure utilisation des ressources consacrées aux soins médicaux, ceci sous l'égide d'un habile négociateur, M. Perl, dont on peut saluer le travail.

Enfin, il me paraît important, pour conclure, de dire que le gouvernement a élaboré un budget prudent compte tenu du contexte budgétaire et du climat international particulièrement incertain dans lequel nous devons vivre.

Si une amélioration des marges devait se dégager à l'occasion du contrôle budgétaire, il est évident pour nous, socialistes, que celles-ci devront, en priorité, être accordées à l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens, et en particulier des plus fragilisés. On ne pourrait pas comprendre que de nouveaux cadeaux soient faits aux entreprises alors que la population demande sa part - à juste titre - de l'amélioration du climat économique. Bien sûr, il faut aussi prévoir des moyens pour le fonds de vieillissement. Mais ceux-ci doivent être trouvés par une autre forme de financement que par les surplus éventuels de la sécurité sociale. Les générations actuelles ont également droit au bien-être. La priorité pour nous réside donc dans la mise en œuvre des mesures d'amélioration du niveau de vie de la population et dans la mise en œuvre des conclusions des tables rondes sur la solidarité sociale.

01.136 Jean-Pol Henry (PS): Monsieur le vice-premier ministre, je n'avais pas exigé votre présence mais je vous remercie d'être revenu. J'aurais pu développer mon intervention en début de soirée car il y avait suffisamment de ministres présents et compétents pour comprendre le message et pour le répercuter auprès de vous, mais je suis heureux que nous terminions la soirée ensemble.

Monsieur le président, cette Chambre a un côté surréaliste: hier, devant les médias et les journalistes internationaux, nous avons discuté pendant trois heures du renouvellement du bureau et, aujourd'hui, nous nous retrouvons à une dizaine de courageux parlementaires pour faire notre devoir obscur. Et dans un an peut-être, dans de larges circonscriptions, nous retrouverons certainement les grands qui nous dirigent et nous passerons de la rénovation de la vie politique à la starisation de la vie politique. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Le président: Stabilisation!

01.137 Jean-Pol Henry (PS): Monsieur le président, j'ajoute qu'il est malheureux que le débat sur le secteur international, dans la situation que nous connaissons aujourd'hui, soit relativement bâclé. J'aurais voulu entendre M. Eyskens et M. Lefèvre qui a fait des déclarations intéressantes dans un journal régional.

Je pense que, sous une unanimité apparente, il existe tout de même des divergences – je les soulignerai dans mon intervention – sur

levensomstandigheden van de burgers, en meerbepaald de zwaksten moeten gaan.

Aangezien de bevolking terecht haar deel van de economische heropleving opeist, zijn nieuwe gunsten aan de bedrijven uitgesloten. De middelen voor het zilverfonds mogen niet uit het eventuele overschot in de sociale zekerheid komen. De huidige generatie heeft ook recht op welzijn.

Wij willen in de eerste plaats werk maken van maatregelen die de welvaart verbeteren en de besluiten van de rondetafelgesprekken over de sociale solidariteit in praktijk brengen.

01.136 Jean-Pol Henry (PS): Gisteren hebben wij drie uur lang over de hernieuwing van het Bureau gediscussieerd. Vandaag voeren een tiental moedige leden hun opdracht in de schaduw uit. Dat stemt tot nadenken over de 'mediatisering' van het politieke leven.

01.137 Jean-Pol Henry (PS): De tragische gebeurtenissen van New York en Washington zullen jarenlang een grote invloed op het politiek en economisch leven uitoefenen. Zij zullen ons voor moeilijke politieke keuzes plaatsen. Wij steunen het beleid

l'analyse que l'on peut faire de la situation internationale.

Monsieur le président, chers collègues, les événements tragiques de New York et de Washington ont et auront un impact politique et économique considérable pendant de nombreuses années. Ils nous placeront face à des choix politiques et des décisions bien difficiles à prendre.

Comment avons-nous réagi? Comment devons-nous continuer à réagir en tant que Belges et européens? Je peux vous assurer, monsieur le ministre des Affaires étrangères, que nous soutenons la politique qui a été menée par notre gouvernement. Nous avons eu l'occasion de vous voir et de vous entendre souvent, vous et M. Flahaut. Nous n'avons rien à retirer des déclarations qui ont été faites par les ministres compétents en cette matière. On pourrait d'ailleurs résumer en quelques mots la position qui a été la nôtre: une condamnation unanime du terrorisme, une solidarité active avec les Etats-Unis, une intervention concertée sur des objectifs précis par des actes réfléchis incluant des moyens militaires adéquats. Vous avez très bien agi en déclarant dès les premières heures que nous n'étions pas en état de guerre et enfin qu'aucun acte, aucune parole, aucune déclaration ne pouvait conduire à une guerre de civilisation.

Je pense objectivement que le message belge – et donc européen puisque notre pays assure la présidence – a été non seulement bien perçu mais aussi bien compris par le gouvernement américain, du moins jusqu'à présent.

Qu'il me soit permis de revenir sur les quelques thèmes que je viens d'évoquer. Tout d'abord, il faut saluer l'unanimité pour la condamnation ferme et sans réserve d'une violence aussi criminelle et aveugle, et l'expression de notre solidarité vis-à-vis du peuple américain. Il faut rappeler à la population, et surtout aux plus jeunes d'entre nous, que nous avons pu compter sur l'aide massive des Etats-Unis à deux reprises et que si nous vivons dans un espace de liberté depuis plus de 50 ans - ce qui est tout à fait exceptionnel dans l'histoire de l'Europe occidentale -, nous le devons notamment au soutien et à l'intervention américaine. Cela doit rester dans la mémoire collective. Cela le reste en tout cas dans la mienne et dans celle de beaucoup de mes concitoyens. C'est en effet dans le Hainaut qu'en septembre 1944, les premiers soldats américains sont arrivés et qu'ils sont tombés à Monceau-Imbrechies.

Il est facile d'exprimer une solidarité mais elle doit aussi se traduire dans les actes. Nous soutiendrons donc les actes, le cas échéant, mais en respectant les conditions que nous avons énoncées: pour autant qu'ils soient ciblés, appropriés, réfléchis et concertés.

Lorsque j'entends certains collègues ou éditorialistes s'exprimer quant à l'obligation de garder une certaine modération dans les propos, il est bon de rappeler que notre pays est incapable d'assurer seul sa sécurité et que celle-ci dépend bien entendu toujours d'une défense collective et de contrats internationaux comme ceux de l'OTAN. Cela nécessite également une solidarité réciproque.

L'impact est également d'ordre financier, impact que nous avons parfois rechigné à supporter pendant les années de paix. A la lecture des propositions budgétaires, je m'interroge quant à savoir si c'était le

van onze regering die het terrorisme veroordeelt, solidair is met de Verenigde Staten en overleg evenals een doordacht optreden steunt. Wij zijn niet in oorlog. Noch daden noch woorden mogen tot een oorlog tussen beschavingen leiden. Het ziet ernaar uit dat de Amerikaanse regering de Belgische en Europese boodschap, alleszins tot hertoe, goed begrepen heeft. In de eerste plaats moet misdadig en blind geweld krachtig, eenparig en zonder voorbehoud worden veroordeeld.

Vervolgens moeten wij solidair zijn met het Amerikaanse volk. Tweemaal in onze geschiedenis konden wij op massale hulp van de VS rekenen. Onze solidariteit moet zich in daden vertalen, maar deze moeten aan de volgende criteria beantwoorden: zij moeten op welbepaalde doelwitten gericht zijn en zij moeten aangepast, doordacht en het resultaat van overleg zijn. Daarenboven hangt onze veiligheid van de NAVO af. Deze wederzijdse solidariteit zal een financiële weerslag hebben. Wat zullen de gevolgen zijn van een aanzienlijke beperking (ongeveer 1,5 miljard) van onze begroting van Landsverdediging?

Welke garanties zijn er voor de uitvoering van het oorspronkelijke plan voor een globale hervorming? Welke garanties zijn er voor het behoud van het sociale krediet? Zal er extra begrotingssteun worden toegekend als ons land meer militaire inspanningen moet leveren?

Europa zou alleen voor zijn veiligheid moeten instaan. Wij geven veel geld uit, maar dat doen we nog niet adequaat genoeg. De belangrijke beslissingen die reeds genomen werden, zullen op de top van Laken hun beslag moeten krijgen door de oprichting van een Europese troepenmacht. Helaas is Europa kennelijk nog niet in staat zonder de hulp van de VS een eind te maken aan een conflict dat

meilleur signal qu'il fallait donner en réduisant le budget de la Défense nationale d'1,5 milliard. Par conséquent, monsieur le ministre – c'est d'ailleurs M. Vanoost qui a pris la parole aujourd'hui en commission de la Défense pour s'étonner de cette diminution du budget –, pouvez-vous nous garantir l'application du plan global initialement prévu pour réformer l'armée belge? Quid de l'aide budgétaire supplémentaire dans le cas où notre pays serait appelé à accentuer ses efforts dans le domaine militaire? Quid des garanties concernant le maintien de l'enveloppe sociale qui avait été prévue pour permettre le rajeunissement de nos cadres dans l'armée belge? Donc, le discours se veut modéré non seulement en tant que Belges mais aussi en tant qu'Européens.

En effet, si l'Europe est en marche - on peut s'en réjouir – elle est encore incapable d'assurer seule sa sécurité. M. De Decker, qui est un spécialiste en la matière, a souvent rappelé que nous dépensions en Europe 60% des dépenses militaires des Etats-Unis, alors que nous ne voulons pas jouer le même rôle qu'eux sur le plan militaire. La réalité est que nous ne les dépensons pas suffisamment bien.

Bref, des décisions importantes ont été prises et sont en cours dans ce domaine. Il conviendra, monsieur le ministre, de les concrétiser au sommet de Laeken, à savoir la réalisation, la mise sur pied d'une force européenne. Mais même si nous obtenons cet objectif, force est de constater que l'Europe est encore incapable de mettre fin à un conflit à ses frontières sans le soutien massif des Etats-Unis.

Solidarité, modestie et modération dans les propos mais pas de soumission dans la pensée. Il faut pouvoir avoir la liberté d'analyser politiquement plus en profondeur cette matière.

La récession qui s'annonçait aux Etats-Unis s'est accélérée. Les activités boursières sont dans une période fortement insécurisée. Les acteurs économiques ainsi que les consommateurs manquent de confiance. Certains secteurs de l'activité économique sont déjà bien plus touchés que d'autres, comme l'aéronautique et les compagnies aériennes et cela nous touche directement puisque la Sonaca risque de subir une baisse des commandes d'Airbus et que d'autres activités sont mises en veilleuse. Les activités de la Sabena subissent également la diminution des activités du secteur aéronautique.

Une période d'incertitudes et de difficultés sur les recettes budgétaires et sur l'emploi et encore des choix politiques et sociaux difficiles à faire. Ce n'est pas par hasard que sont réapparus les démons de la privatisation des soins de santé qui n'est qu'une idée américaine. Je suis étonné que ce soit le président du VLD qui soit venu avec cette idée. J'ai eu de nombreux contacts avec des familles américaines et lorsqu'une famille relativement aisée est touchée socialement aux Etats-Unis, elle est incapable de payer son assurance « soins dentaires ». Nous ne pouvons pas admettre ce modèle américain.

Le premier ministre disait, après les événements du 11 septembre, que nous sommes tous des Américains. Si c'est le sentiment de la population belge qu'il voulait exprimer par-là, notre peine, notre révolte, notre indignation, alors oui, nous étions tous des Américains. Mais si par-là il voulait dire que nous partageons toutes les valeurs américaines, il se trompe lourdement. S'il y a des valeurs que nous

zich aan zijn grenzen afspeelt.

Op economisch vlak moet rekening gehouden met een bespoedigde recessie, de onzekerheid op de beurzen, het geschokte vertrouwen van de consumenten en de economische actoren, een periode van onzekerheid en de gevolgen van dat alles voor de begrotingsontvangsten en de werkgelegenheid.

Politiek en sociaal gezien zal de opmaak van de begrotingen moeizamer verlopen. Niet toevallig steken de oude demonen van de privatisering van de gezondheidszorg uitgerekend nu weer de kop op.

Wat onze waarden betreft, staan wij weliswaar achter de premier wanneer deze krijgt dat "wij allemaal Amerikanen zijn", maar dat geldt enkel wanneer hij daarmee het gevoel van de Belgen wil uitdrukken. De waarden die president Bush in zijn vaandel schrijft, zijn immers niet meteen de onze.

Ik wil u kond doen van een aantal van onze beschouwingen.

De tegenstelling tussen linker- en rechterzijde is er nog altijd in de politiek. Clinton voer een andere koers dan Bush, Barak een andere dan Sharon, en de kans op vrede is stevast veel groter als links aan de macht is.

Geweld en terrorisme moeten bestreden en veroordeeld worden, maar tegelijk moeten de oorzaken ervan gezocht, geanalyseerd en uitgeroeid worden.

De Amerikanen zouden uit de mislukking van hun buitenlands beleid lering moeten trekken. Vaak voeren ze immers het streven naar vrijheid aan als voorwendsel om hun eigen economische belangen te behartigen. Economische en humanitaire blokkades zijn

partageons avec eux, le Parti socialiste ne partage certainement pas celles de M. Bush.

Au moment où il est beaucoup question de la pensée unique, je pense que la situation internationale permet heureusement de constater qu'il existe encore un clivage entre la gauche et la droite, et que l'action politique est différente aux Etats-Unis, que ce soit sur le plan intérieur ou sur le plan extérieur, sous un gouvernement démocrate ou conservateur. C'est la même chose en Israël, en Italie, en Espagne. La politique de Clinton est différente de celle de Bush, comme celle de Barak est différente de celle de Sharon. Permettez-moi de croire que les chances de paix sont beaucoup plus grandes quand la gauche est au pouvoir.

Monsieur le ministre, il faut condamner et combattre la violence et le terrorisme. Mais il ne sert à rien de tirer des missiles ou de lâcher des bombes si l'on ne recherche pas, si l'on n'analyse pas et si l'on ne combat pas les causes du terrorisme que sont la pauvreté, l'injustice, l'humiliation des peuples, l'analphabétisme, le nationalisme, le fanatisme religieux.

Les Américains devraient tirer les leçons des échecs de leur politique étrangère. Souvent, sous prétexte de défendre leurs valeurs, notamment la liberté, au-delà de ces symboles ils défendent leurs intérêts économiques. Pensons aux erreurs qu'ils ont commises au Vietnam et qu'ils continuent à répéter. A quoi sert encore aujourd'hui de faire un blocus économique à Cuba? Je ne partage pas la vision politique de Fidel Castro mais je constate que, dans ce pays, il n'y a plus de jeunes enfants analphabètes, il y a une médecine gratuite, un enseignement gratuit et on y défend sa propre culture. Et on est en train de mener contre cette île qui n'est plus soutenue par aucun régime communiste.... (*Interruption inaudible*)

Mon cher ami, défendre le système économique du Brésil qui compte des millions d'enfants analphabètes et dans la pauvreté, régime libéral économique américain, plutôt que d'aider un pays qui défend la culture, l'éducation, la médecine, l'accès au sport, à s'en sortir, voilà la différence entre la gauche et la droite. (*Applaudissements*) Même chose pour l'Irak. Pourquoi continue-t-on à mener un blocus économique et humanitaire contre l'Irak en maintenant sa population dans l'humiliation et dans la pauvreté?

(*Interruptions*)

J'ai le temps! J'ai patienté jusqu'ici, j'ai le temps pour m'exprimer! Le vice-premier faisait des colères dans le temps, je peux en faire une de temps en temps aussi. J'avais dit que je ferais mon intervention le 10, nous sommes le 11. Je pense qu'il serait bon aussi de se rappeler que nous avons accueilli des milliers de réfugiés politiques chiliens, et c'était la CIA, les Américains qui avaient chassé Allende et qui avaient soutenu le régime de Pinochet. Tout cela est dans la mémoire, cela doit rester. Il faut faire une analyse approfondie quand on veut bien faire de la politique.

01.138 **Louis Michel**, ministre: Je ne souhaite pas de polémique avec vous. J'en reviens simplement à votre approche des modèles. Je suis d'accord avec vous qu'il y a certains modèles de droite qui sont absolument inacceptables et qui sont absolument intolérables.

onaanvaardbaar, zowel tegen Cuba als tegen Irak. In Cuba zijn geneeskunde en onderwijs echter gratis, terwijl het Amerikaanse model dat in Brazilië opgelegd wordt, tot ongelijkheden, geweld en armoede leidt.

01.138 **Minister Louis Michel**: Zowel aan linkerkant als aan rechterkant bestaan er economische en politieke

Mais l'histoire a fourni de nombreux modèles de gauche qui sont tout aussi ... (*Echanges animés hors micro*)

01.139 Yvan Mayeur (PS): Les sociaux-démocrates européens n'ont jamais soutenu les dictatures de gauche.

01.140 Louis Michel, ministre: M. Friedman est un académicien. Monsieur Mayeur, ce n'est pas un argument d'autorité! Je dis simplement que M. Friedman est un penseur qui vaut ce qu'il vaut. Il n'a pas dirigé un pays que je sache!

Lorsque vous dites que vos pères en politique n'ont pas soutenu les régimes de gauche innommables que nous avons connus, vous dites le contraire de la vérité! Je connais un certain nombre de parlementaires socialistes qui étaient tout heureux de défiler en Roumanie. M. Henry qui a mon âge sait tout cela! Je ne fais pas de reproche. Cela arrive à tout le monde de commettre des erreurs. Il faut essayer d'être mesuré quand on utilise certains arguments.

01.141 Yvan Mayeur (PS): Le modèle soviétique n'a jamais été le modèle du Parti socialiste!

01.142 Louis Michel, ministre: Le modèle chilien n'a jamais été le modèle du parti libéral non plus! Il faut être honnête. Cela commence à bien faire!

01.143 Yvan Mayeur (PS): Et M. Daems? Quel est son modèle? C'est l'école de Chicago. Il l'explique.

01.144 Louis Michel, ministre: Et qu'a fait l'école de Chicago?

01.145 Yvan Mayeur (PS): Elle a imposé la dictature au Chili.

01.146 Louis Michel, ministre: C'est du sectarisme!

01.147 Yves Leterme (CD&V): Mijnheer de voorzitter, sta mij toe, in alle bescheidenheid en voor het integraal verslag, te zeggen dat wij vanuit de oppositie bijzonder tevreden waren hier tot kwart voor een te kunnen blijven om te zien hoe in de meerderheid de vriendelijkheid en de menselijkheid van de onderlinge relaties wordt gecultiveerd.

De **voorzitter**: U kent het temperament van de heer Michel niet!

01.148 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, ik wil de heer Henry bedanken: ik ben niet voor niks gebleven!

modellen die onaanvaardbaar zijn.
(*Woordenwisseling*)

01.139 Yvan Mayeur (PS): De Europese socialisten hebben nooit de "linkse" regimes gesteund.

01.140 Minister Louis Michel: Ik heb toch het recht om te zeggen dat de heer Friedman tot de Academie behoort! Wanneer u stelt, Mijnheer Mayeur, dat uw vaders in de politiek nooit onnoembare linkse regimes gesteund hebben, begaat u een onnauwkeurigheid. Ik heb nog politici gekend die zich in Roemenië heel tevreden lieten rondrijden. Bijvoorbeeld ...

01.141 Yvan Mayeur (PS): Het sovietregime heeft nooit model gestaan voor de Parti socialiste!

01.142 Minister Louis Michel: Het regime in Chili heeft nooit model gestaan voor de Parti libéral!

01.143 Yvan Mayeur (PS): Wat dan met de heer Daems? Hij is voorstander van de Chicago School!

01.144 Minister Louis Michel: En dan, wat is er mis met de Chicago School?

01.145 Yvan Mayeur (PS): De dictatuur in Chili.

01.146 Minister Louis Michel: Dit is zuiver sektarisme

01.147 Yves Leterme (CD&V): Nous sommes extrêmement satisfaits d'avoir pu nous réunir jusqu'à pratiquement une heure du matin et d'avoir ainsi pu suivre l'évolution des relations entre les partis de la majorité.

01.148 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): Je voudrais remercier M. Henry. Je ne suis

pas resté pour rien.

01.149 Jean-Pol Henry (PS): Il est vrai que nous avons commis des erreurs. Parfois, certains ont effectué des visites et apporté leur soutien à des régimes contestables. Ceci dit, la diplomatie impose parfois de rendre visite à des pays aux régimes qui ne rencontrent pas notre accord.

01.149 Jean-Pol Henry (PS): Wij hebben fouten gemaakt, maar een regime steunen is nog niet hetzelfde als.

01.150 Louis Michel, ministre: Je partage totalement votre point de vue sur Cuba. La preuve, c'est que je me démène pour que l'UE reprenne un dialogue politique avec Cuba et ce n'est pas aisé. Assez curieusement d'ailleurs, les oppositions viennent de manière surprenante de certains pays d'où cela ne devrait pas venir. Vous savez parfaitement que, pour ce qui concerne l'Irak, depuis toujours, je défends l'idée qu'il faut revoir cet embargo. Mais nous sommes pris dans une alliance internationale qui nous oblige à rester sur cette position. A chaque réunion où on a l'occasion d'en parler, on essaie de revoir cette question. En effet, cet embargo touche les gens et non le régime. Au contraire, je crois qu'il le renforce. On avait d'ailleurs déjà dit cela lors de l'embargo sur la Yougoslavie.

01.150 Minister Louis Michel: Ik deel uw mening over Cuba volkomen. Wat Irak betreft heb ik altijd al gepleit voor een herbekijken van de blokkadekwestie.

Wij hebben beslist ons voorzichtigjes weer toegankelijker op te stellen jegens Libië. Wij onderhouden betrekkingen met Syrië, niet omdat ik het zo eens ben met de idealen van de Syriërs, maar omdat ik geloof dat er met hen gepraat moet blijven worden, om zo de progressieve krachten die er in dat land zijn, een kans te geven.

A l'avant-dernier conseil informel, il a été décidé de tester à nouveau une ouverture vers la Libye. Le tour que nous venons de faire dans plusieurs pays arabes va conduire à un pas plus loin dans le dialogue politique avec l'Iran et probablement la Syrie, et non pas parce que je partage le modèle de ces pays-là mais parce que, comme vous, je crois qu'il faut dialoguer avec eux. Le fait de ne pas y aller, c'est se priver d'une chance de plaider les droits de l'homme mais, plus grave, c'est aussi se priver d'une opportunité que l'on offre aux courants alternatifs démocratiques qui émergent. Si on n'y va pas, ces gens n'auront pas d'écoute. De manière systématique, on met ce type d'action à l'ordre du jour. Je partage donc totalement votre point de vue.

Le **président:** Monsieur Henry, pouvez-vous avoir la gentillesse de conclure votre intervention?.

01.151 Jean-Pol Henry (PS): J'en ai encore pour une dizaine de minutes, monsieur le président. Vous devez comprendre que le gouvernement dispose d'un mois et demi pour préparer sa déclaration. Il a encore un mois et demi pour s'exprimer dans les médias et organiser des conférences de presse. Et nous, pauvres parlementaires, qui ne pouvons même plus être tête de liste dans les grandes circonscriptions (*Rires*), nous n'avons qu'un jour et demi pour venir nous exprimer devant une dizaine de personnes!

Monsieur le président, vous êtes tout de même favorable à la rénovation de la politique. En tant que président de la Chambre, vous devez défendre les parlementaires.

Le **président:** Monsieur Henry, c'est le pays tout entier qui vous écoute maintenant.

01.152 Jean-Pol Henry (PS): Moi, j'appuie vos initiatives. J'y viendrai d'ailleurs dans mes conclusions. En ayant cité les exemples que j'ai donnés, je ne pense pas avoir blessé des gens. Si je partage certaines valeurs des Américains, il est évident que je ne partage pas l'ensemble de la politique des Etats-Unis, la manière dont ils veulent imposer leurs idées, leur système économique, leur système politique et surtout les moyens qu'ils utilisent pour les imposer. En disant cela,

01.152 Jean-Pol Henry (PS): Ik ben het niet eens met de manier waarop de Amerikanen hun politieke en economische doelstellingen aan de rest van de wereld willen opdringen, noch met de middelen die zij daarvoor

je ne veux choquer personne mais nous pouvons diverger d'idée.

J'aurais bien voulu entendre M. Eyskens à ce sujet. J'ai entendu la droite française s'exprimer dans un débat télévisé. J'ai également entendu les Britanniques, tous partis confondus, ou encore les Italiens au Parlement européen ou au Conseil de l'Europe. Ils ne tiennent pas le même discours que celui que nous tenons ici. Il faut s'en rendre compte.

Je pense, monsieur le ministre, qu'il faudra mettre fin au conflit palestinien. C'est un abcès purulent qui gangrène tant le Moyen-Orient que le reste du monde. Les Nations unies et l'Europe ont un rôle important à jouer en la matière. Il en va de même pour notre gouvernement. Cela nous a amenés à essayer de nombreuses critiques mais je pense que les initiatives qui ont été prises dans ce cadre méritaient de l'être.

En ce qui concerne le processus de mondialisation, la déclaration gouvernementale y consacre quelques chapitres. Nous soulignons, avec intérêt, le changement de ton opéré au sein du gouvernement puisqu'il signifie son désir de voir une mondialisation croissante, contre-balançée par un poids éthique et politique profitable à tous. Il est indispensable d'éviter que la mondialisation ne soit l'imposition d'un système économique et politique.

En conséquence, monsieur le vice-premier ministre, nous réclamons l'humanisation de la mondialisation. Ceci implique la révision des accords existants et leur application, la réduction des attributions de l'OMC aux questions strictement commerciales, la démocratisation de ses mécanismes de prise de décisions et sa transparence. Humaniser la mondialisation signifie avant tout partager les préoccupations de tous et répondre également aux diverses attentes formulées par les pays en voie de développement.

Dans cette optique, nous ne pouvons que nous féliciter de constater que la déclaration gouvernementale prévoit une augmentation budgétaire de trois milliards de francs en 2002 dans le domaine de la Coopération au développement. De même, toutes les entreprises menées notamment en Afrique réclament notre soutien. L'Afrique centrale, plus particulièrement la région des Grands Lacs, reste une des préoccupations prioritaires de notre politique étrangère. Aussi, monsieur le vice-premier ministre, ne pouvons-nous qu'apprécier les démarches présentées dans ce cadre par notre gouvernement pour soutenir le dialogue intercongolais, seule possibilité à nos yeux pour mettre progressivement fin à la guerre intérieure que connaît la République démocratique du Congo.

En conclusion, une des solutions sera le renforcement de la construction politique de l'Europe, sa cohésion. Nous devons mettre en avant ses spécificités, celles du Conseil de l'Europe, une assemblée que je fréquente régulièrement, les droits de l'homme, la liberté, la démocratie, la justice, la suppression de la peine de mort. L'Europe et son modèle social doivent être un phare pour le reste du monde.

Quelques jours après les événements de New York, un grand éditorialiste américain déclarait sur Antenne 2 –TF1 et Antenne 2 organisaient des émissions en direct avec New York –, avec la

inzetten. Volgens ons moet men de politieke, filosofische, godsdienstige en economische diversiteit en rijkdom aanvaarden. Men moet een einde maken aan het Palestijns conflict, een brandhaard die zowel het Midden-Oosten als de hele wereld dreigt te ondermijnen. Op dat vlak is voor Europa, de Verenigde Naties, maar ook voor onze regering een belangrijke rol weggelegd. Wat het mondialiseringsproces betreft, onderstrepen wij dat de regering een andere toon aanslaat; men moet absoluut voorkomen dat de mondialisering zou gelijkstaan met het opdringen van een economisch en politiek model, waarbij de economische en financiële macht van 7% van de wereldbevolking die de helft van de wereldrijkdom bezit, zou worden versterkt.

Wij eisen een humanisering van de mondialisering, wat een herziening van de bestaande akkoorden en van hun toepassing impliceert, alsook een beperking van de bevoegdheden van de WHO tot de louter handelsaangelegenheden en een democratisering van de besluitvorming en de doorzichtigheid van die instantie. Men moet met andere woorden rekening houden met eenieders belangen en inspelen op de verwachtingen van de ontwikkelingslanden. In dat verband verheugen wij er ons over dat de begroting voor ontwikkelingssamenwerking in 2002 met 3 miljard zal worden opgetrokken. Voorts moeten wij alle inspanningen die momenteel in Afrika worden gedaan, ondersteunen. Centraal-Afrika, en inzonderheid het gebied van de Grote Meren, blijft een van onze prioriteiten. Wij appreciëren de demarches van de regering om de intercongolese dialoog te steunen. Enkel via die dialoog kan er immers een einde komen aan de oorlog in de Democratische Republiek Congo.

spontanéité des Américains: "Nous avons vaincu le communisme, nous avons vaincu le socialisme, nous vaincrons le terrorisme". En ce qui concerne le terrorisme, espérons qu'il a raison. Pour le communisme, je ne crois pas que les Américains l'ont vaincu. Celui-ci s'est écroulé de lui-même, parce que ses dirigeants ont vraiment dévoyé les idéaux communistes et surtout privé la population de liberté.

Cette privation de liberté est tout à fait inacceptable. Et ces régimes-là ne pouvaient pas subsister. Quant à ce qu'il disait du socialisme, il se trompait largement. J'ai eu l'occasion de participer à des assemblées du Rotary au fond du Texas, mon fils passant une année à la frontière mexicaine. J'y ai été très chaleureusement accueilli; mais quand j'expliquais que j'étais un député socialiste agnostique, on me regardait quasiment comme le fils du démon ou comme un extra-terrestre.

Je crois donc que ce journaliste a vraiment dit ce qu'il pensait. C'est la mentalité profonde des Américains. Ils ont, à juste titre, eu peur du communisme et ils ont encore peur des socialistes.

Or, le socialisme démocratique a plus que jamais un avenir et un sens. Je dirais même cela pour la gauche démocratique. Car nous mettons en avant le rôle régulateur que l'Etat doit jouer. Nous sommes pour la séparation des pouvoirs. Nous sommes pour la laïcité. Nous nous situons au centre de cet équilibre fragile qu'il faut toujours rechercher entre les valeurs que sont la liberté et l'égalité. Nous sommes pour la justice sociale et la solidarité. Et je pense qu'à côté du message européen, le message socialiste redonnera espoir aux centaines de millions de nos frères humains désespérés. Je crois que beaucoup dans cette assemblée se reconnaissent dans ces valeurs, ce qui prouve bien qu'il y a des progressistes au sein de tous les partis. Je parle évidemment sur le plan individuel, et non collectif. Et je suis persuadé qu'un jour, ils nous rejoindront ou que nous pourrions travailler ensemble.

Monsieur le président, chers collègues, dans les jours et les mois difficiles que nous allons vivre, si nous voulons éviter les malentendus, les préjugés, les discriminations, les querelles et les conflits, il faudra toujours, dans notre vie politique et dans nos attitudes quotidiennes, faire preuve de fraternité et de tolérance. Non point une fraternité de tribune ou de banquet, mais une fraternité active et rayonnante, entre nous et surtout envers tous nos concitoyens.

Nous soutiendrons et partagerons tous les appels à la tolérance. Ce n'est par hasard que notre parti a organisé son congrès de rentrée en le consacrant à la tolérance. Mais soyons clairs, la tolérance n'est ni démission, ni soumission, ni compromission. La tolérance doit être une règle de conduite permettant à chacun, comme nous le faisons dans cette assemblée, de défendre ses idées dans le respect des valeurs fondamentales que sont la démocratie, la liberté, l'égalité et les droits de l'homme.

Permettez-moi, pour conclure, de citer une réflexion d'un grand homme d'Etat du siècle dernier: "La règle d'or de la conduite est la tolérance mutuelle car nous ne penserons jamais tous de la même façon, nous ne verrons chacun qu'une partie de la vérité et sous des

Het komt er dus op aan de politieke constructie van Europa te versterken en het specifiek karakter ervan in het licht te stellen. Europa is niet enkel een sociaal maar ook een democratisch model. Het communisme is ineengestort, maar het democratisch socialisme is meer dan ooit zinvol en heeft meer dan ooit een toekomst, niet enkel door de regulerende rol van de overheid, de scheiding der machten, de vrijzinnigheid, maar ook door het evenwicht tussen vrijheid, gelijkheid, sociale rechtvaardigheid en solidariteit. Aldus hopen wij honderden miljoenen wanhopige broeders nieuwe hoop te bieden. Zowel in de politiek als in het dagelijks leven moeten wij blijk geven van verbondenheid en verdraagzaamheid, onder elkaar maar vooral ten aanzien van onze medeburgers. Wij moeten die actieve verbondenheid uitstralen. Verdraagzaamheid is het tegenovergestelde van onderwerping. Als er verdraagzaamheid heerst kan iedereen zijn ideeën verdedigen, met inachtneming van de essentiële waarden van de democratie en de mensenrechten.

De heer Berlusconi, hij luistert goed, want ik besluit met een citaat van Gandhi: "De gouden gedragsregel is ... wederzijdse verdraagzaamheid, want wij zullen nooit allemaal hetzelfde denken en we zien altijd de Waarheid in fragmenten en uit verschillende gezichtspunten."

angles différents". N'en déplaise à M. Berlusconi, il n'était ni blanc, ni européen, ni chrétien, il s'appelait Gandhi.

Le **président**: Mes chers collègues, nous arrêtons ici nos travaux.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée à 01.04 heures. Prochaine séance jeudi 11 octobre 2001 à 10.00 heures.

De vergadering wordt gesloten om 01.04 uur. Volgende vergadering donderdag 11 oktober 2001 om 10.00 uur.